

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ALIÉNATION DE L'ÉTAT ET DÉPOLITISATION DE L'ÉCONOMIE :
LE CAS DES DETTES PUBLIQUES DU QUÉBEC.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
PATRICK DUCHARME

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Ce mémoire est le résultat de lectures et de réflexions effectuées depuis le début de ma maîtrise, spécialement dans le cadre de mes séminaires. Non seulement le thème développé ici a grandement été réfléchi lors de ces séminaires, mais sans eux, il ne m'aurait sans doute jamais venu à l'esprit de penser l'économie, et plus particulièrement la dette, de manière sociologique et épistémologique.

Je tiens donc à remercier ici les professeurs et mes collègues du département de sociologie de l'UQAM sans qui ce mémoire n'aurait pu être complété. Je salue tout particulièrement : Jean-François Filion, Alain Deneault, Éric Pineault, Marcel Rafie, Jean-Marc Fontan et Jean-François Côté. Merci à eux de m'avoir aidé à mieux comprendre ce monde parfois un peu fou.

Enfin, un merci tout spécial à Marie-Eve pour son appui et ses encouragements depuis mes débuts dans ce parcours aux études supérieures, particulièrement lors des journées brumeuses.

Février 2010

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX ET DES SCHÉMAS.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION	
PRÉDOMINANCE DE LA GOUVERNANCE (OU TECHNOCRATISME ÉCONOMIQUE) SUR LE POLITIQUE : LA DETTE COMME EXEMPLE.....	1
0.1 Problématique : comment analyser la dette publique?.....	1
0.2 Prémisses épistémologiques.....	2
0.2.1 Calcul, autocontrôle et État.....	3
0.2.2 Politique et économique.....	6
0.2.3 Capitalisme et démocratie.....	7
0.3 Démarche, interrogations, hypothèse.....	10
CHAPITRE PREMIER	
ANALYSE POLITIQUE DE L'ENDETTEMENT : AU-DELÀ DE LA CONCEPTION QUANTITATIVE NOMINALISTE.....	12
1.1 Étude empirique.....	12
1.1.1 États actuels de la dette.....	12
1.1.2 Évolution historique depuis 1970.....	19
1.2 Causes de l'endettement.....	23
1.2.1 Conflit de générations?.....	23
1.2.2 Paradis fiscaux et inégalités fiscales : théorie marxienne de l'aliénation de l'État.....	28
1.2.3 Taux d'intérêt, créanciers et marché de la dette : l'endettement par l'endettement et la solvabilité perpétuelle.....	32

1.3	Gestion de la dette.....	36
1.3.1	Lucidité, responsabilité, liberté.....	37
1.3.2	Finances publiques et opérations budgétaires : la théorie de Ricardo...	40
1.4	Conclusion : Passage de l'étude empirique de la dette publique à la question de la souveraineté de l'État	46
CHAPITRE II		
SOVERAINETÉ DE L'ÉTAT.....		50
2.1	Rôle de l'État : comment le concevoir?.....	50
2.1.1	La forme légale bureaucratique du pouvoir politique.....	51
2.1.2	L'anarcho-capitalisme et l'État minimal.....	53
2.1.3	Les multitudes communistes.....	56
2.1.4	Le système de la politique.....	59
2.1.5	La théorie de la régulation.....	62
2.2	Conception spéculative de l'État.....	65
2.2.1	Les sphères individualistes et les sphères institutionnelles de la société.....	66
2.2.2	L'État hégélien.....	68
2.2.3	Les critiques.....	73
2.3	Conclusion : De la souveraineté de l'État à la perspective épistémologique et ontologique.....	76
CHAPITRE III		
PERSPECTIVES ÉPISTÉMOLOGIQUES ET ONTOLOGIQUES DE SOCIOLOGIE DIALECTIQUE.....		78
3.1	Gestion de la dette publique : vision nominaliste d'un problème politique.....	79
3.1.1	Critique du nominalisme ontologique.....	80
3.1.2	Pour une ontologie réaliste-dialectique.....	86
3.2	La société ou la dette? Du contrôle décisionnel-opérationnel à la régulation politico-institutionnelle.....	90

3.2.1	Le contrôle décisionnel-opérationnel et la gestion	
	, de la dette publique.....	92
3.2.2	Pour la régulation politico-institutionnelle.....	98
CONCLUSION		
	POUR UNE SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE.....	104
	<i>Post-scriptum : Valeur, prix, richesse : une nouvelle théorisation?</i>	109
	GLOSSAIRE.....	111
	RÉFÉRENCES.....	112

LISTE DES TABLEAUX ET DES SCHÉMAS

Tableau

1.1	Dettes de l'État québécois pour l'année 2007-2008.....	13
-----	--	----

Graphiques

1.1	Évolution de la dette totale du Québec de 1970 à 2008.....	20
1.2	Taux d'intérêt sur le service de la dette et du taux de croissance du PIB au Québec (en %) de 1974 à 1995.....	22

Schéma

3.1	Dette publique au sein du systémisme.....	97
-----	---	----

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est d'expliquer les origines, les causes et les composantes de la dette publique du Québec. Il est essentiel également de comprendre que cet objet d'étude demeure surtout un exemple du phénomène socio-économique que nous voulons démontrer, c'est-à-dire les effets et influences du capitalisme – incluant le système financier globalisé – sur la souveraineté de l'État et sur les citoyens.

Nous avons décidé de diviser le mémoire en trois chapitres, aux natures et aux contenus différents mais complémentaires : 1) une évaluation empirique de la dette publique du Québec, avec ses subdivisions, les causes et les conséquences sur les politiques publiques; 2) une critique de sociologie politique sur différentes théorisations de l'État possibles, suivie d'une proposition normative de l'État dialectique inspirée des *Principes de la philosophie du droit* (1820), de Hegel et 3) une critique ontologique et épistémologique visant à établir normativement la façon de penser la dette publique d'un point de vue sociologique, puis à penser la dette en tant que médiation politique nécessaire à la reproduction de la société et contre l'expansion du capital au sein du systémisme financier globalisé.

L'hypothèse de départ qui sera soutenue est celle-ci : dans le contexte de l'économie politique du capitalisme avancé, il est possible que ce soit le systémisme des marchés financiers globalisés qui régule le rôle et la souveraineté de l'État dans la société contemporaine, ce qui aurait directement pour conséquence d'accélérer le processus d'endettement public au profit d'investissements financiers spéculatifs.

Notre conclusion est que certains mythes sur la dette du Québec doivent être combattus (Révolution tranquille, *baby boomers*, bureaucratie lourde, etc.). Nous avons plutôt découvert que l'endettement public est désormais un outil du capitalisme financier, et que l'État est subordonné à ce système en le nourrissant de ses dettes. L'État doit se réapproprier cette dette pour le bien de la société dans son entièreté.

Mots clés : dette publique; Québec; État; capitalisme; épistémologie et ontologie; sociologie dialectique.

INTRODUCTION

PRÉDOMINANCE DE LA GOUVERNANCE (OU TECHNOCRATISME ÉCONOMIQUE) SUR LE POLITIQUE : LA DETTE COMME EXEMPLE.

0.1 Problématique : comment analyser la dette publique?

Comme celle de tout autre État, la dette du Québec fait parler de manière continuelle, mais d'une manière tout à fait paradoxale; autant elle constitue un élément politique et économique qui dérange la plupart des citoyens et des dirigeants politiques, tant la connaissance pour en analyser les enjeux et les conséquences demeure la plupart du temps insuffisante. Le résultat en est un discours idéologique consensuel : la dette est un problème majeur justifiant les compressions budgétaires et, éventuellement, un prompt remboursement.

Il n'est pas nécessaire de se demander d'où vient le phénomène du mépris de la dette, ni même à quand il remonte; la dette est désagréable pour son débiteur, et sa multiplication devient une tare qu'il faut dissimuler. Récemment, au Québec, plusieurs discours sont venus propager cette idéologie; la dette publique de notre province est constamment considérée comme un frein à notre économie et à nos projets collectifs, aussi son remboursement doit-il être imminent (voir notamment Bouchard *et al.*, 2005; Dubuc, 2006; Joanis et Montmarquette, 2004). Ce type de discours ne fait que refléter les intentions des politiciens; en 2006, le gouvernement Charest créait le Fonds des générations, dont l'objectif, à l'aide d'investissements faits avec les redevances sur l'eau, est de diminuer le rapport de la dette au PIB à 25% en 2026. Quant à lui, l'ancien chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, rappelait fréquemment, en brandissant le poids de la dette, que l'État québécois est beaucoup trop lourd et inefficace. En effet, l'ADQ promet une « vraie politique d'arrêt de l'endettement¹ ». L'importante nuance entre ces deux

¹ Cité par la Presse canadienne, dans *Conférence Canada-États-Unis - Charest accuse Dumont de vouloir sacrifier les routes et les hôpitaux*, Le Devoir, 16 juin 2008 (consulté au <http://www.ledevoir.com/2008/06/16/194218.html>, le 29 juillet 2008).

politiciens est que le premier désire simplement réduire la dette par rapport au PIB du Québec, alors que le second veut tout simplement la faire disparaître.

Lentement mais sûrement, le problème de la dette s'est étendu partout dans notre société, au point où l'on ne peut le remettre en question, seulement le gérer. Non seulement la dette fait elle partie de notre culture, mais elle en crée une (Martin et Savidan, 1994). Au gouvernement fédéral, on a créé des exercices scolaires à l'intention des étudiants du secondaire où l'on évoque les folles dépenses des années 1970². À Vancouver, le *debt clock* fait office de décompte financier assidu; les chiffres défilent et suffisent à eux seuls à témoigner de l'ampleur du dossier³.

Mais là encore, le seul dévoilement de quelques chiffres semble causer problème. En effet, à la lecture du *Manifeste – Pour un Québec lucide* ou du livre d'Alain Dubuc, *Éloge de la richesse*, les lecteurs y verront que la dette vacille autour des 120 milliards de dollars. C'est que le budget du ministère des Finances de l'époque mentionnait que l'endettement du Québec se trouvait alors à 118,2 milliards (Ministère des Finances, 2006 et 2007). Mais que penser lorsque le budget suivant, seulement un an plus tard, mentionne que la dette s'élève plutôt à 141,6 milliards (Ministère des Finances, 2008)? Est-il possible que la dette grimpe de plus de 20 milliards en une seule année? Bien sûr que non; cette modification mérite donc des explications, mais celles-ci ne sont que très rarement présentes dans la littérature (voir tout de même Gill, 2006, et Breton, 2007).

Cette tendance à évacuer des éléments importants de la question est donc fréquente et elle s'explique partiellement par cette peur de la dette évoquée ci-dessus : on ne veut pas s'expliquer la dette, on veut s'en défaire. Évidemment, nonobstant la dette, d'autres raisons expliquent la critique de l'endettement public et de l'État.

0.2 Prémisses épistémologiques.

Au cours de cette analyse, nous verrons que depuis les années 1970, l'État québécois a vu ses dettes grimper de manière importante – ce qui nous amène à nous questionner sur les origines et les causes de la dette publique. Nous savons également que les États, afin de financer leurs déficits, émettent des bons du Trésor, et que ceux-ci sont achetés par des

² http://www.statcan.ca/francais/kits/defic1_f.htm (consulté le 5 novembre 2007).

³ www.themostimportantnumber.org (consulté le 31 juillet 2008).

investisseurs sur les marchés financiers. À cela s'ajoutent les opérations budgétaires de l'État, judicieusement réfléchies pour que les dépenses n'excèdent pas les revenus. On touche ici au dossier de la *gestion de la dette*.

Toutefois, nous devons préciser que d'un point de vue épistémologique, il est primordial de ne pas s'arrêter qu'à ces éléments empiriques afin d'étudier la dette publique. Ce que nous avançons dans cette introduction, c'est qu'il existe des explications d'ordre politique et idéologique à toute base théorique de cet objet. Une critique ou un programme n'utilisant que les éléments quantitatifs de la dette omettra des phénomènes historiques et idéologiques qui expliquent le problème bien mieux que n'importe quel chiffre. Notre thèse méthodologique, c'est que la dette publique existe de manière embryonnaire dans les discours et décisions politiques⁴.

Ainsi, les idéologies contemporaines sur la dette publique proviennent de pensées plutôt anciennes. Une bonne illustration de cette évolution des idéologies économiques est esquissée dans un essai de Christian Laval (2007), pour qui le néolibéralisme représente un système politique qui possède ses racines dans l'histoire de la pensée des cinq derniers siècles; aussi considérons-nous ses thèses comme étant très éclairantes pour notre objet d'étude.

0.2.1 Calcul, autocontrôle et État.

La question de la gestion de la dette – plus que la dette en tant que telle – est inséparable de la réflexion de philosophie politique, plus précisément la théorie de l'État. Comme nous le verrons plus spécifiquement dans notre deuxième chapitre, certaines conceptions théoriques de l'État, de par leur force idéologique, ont ou bien légitimé une certaine façon austère de gérer les finances publiques, ou bien elles ont directement encouragé une nouvelle gouvernance des politiques publiques. Les dettes publiques contractées par un État sont à l'origine de réflexions et de débats non seulement sur ce qu'il faut faire avec les déficits, mais aussi, et surtout, ce qu'il faut faire avec l'État. D'une

⁴ À cet effet, nous admettons également que la dette en tant que telle est moins importante que le système d'économie politique qui la permet. Cela signifie que même si la dette du Québec venait à être totalement remboursée, notre présente analyse ne deviendrait pas désuète pour autant, puisque le système qui crée la dette ainsi que la « gestion de la dette » peuvent survivre à l'absence de dette et aux surplus financiers, et ce pour des raisons idéologiques. Nous développerons à la section 3.2.

manière pratiquement conséquente, la dette publique, formellement, entraîne une critique de la légitimité de l'État en matière de gestion financière par les *think tanks* économiques dominants (*cf. infra* 1.3). C'est pour cela que par moments, la question de la dette publique pourra sembler être mise de côté lors de certains de nos passages; il n'en est rien. Plus globalement, et le titre de notre mémoire tend à le suggérer, c'est une réflexion de philosophie politique qui a guidé notre hypothèse de départ. En effet, comment se fait-il que l'on pense le rôle de l'État d'une manière morale, de la même manière que l'on dicte la bonne conduite de l'individu responsable dans toute théorie libérale (*cf. infra* 1.3.1)? Pensons seulement à l'essai de Hume sur le crédit public, lequel sera étudié au premier chapitre, et qui considère l'État comme un appendice de la conscience individuelle libérale. Ce que la théorie libérale, classique comme contemporaine, dicte à l'État se traduit dans toutes les gestions financières, qui elles-mêmes sont le reflet des craintes populaires de la dettes publiques – les ambitions des chefs politiques cités plus hauts en sont des exemples probants. D'une certaine manière, penser l'État à l'ère néolibérale selon les diktats de la gouvernance (*cf. infra* 0.2.2), c'est craindre la dette et réfléchir à une meilleure gestion, donc un ultime autocontrôle. Voilà pourquoi la dette publique est un objet de la philosophie politique, d'où la pertinence, pour amorcer notre réflexion introductive, de l'œuvre de Laval.

Ainsi, la question centrale que pose Laval dans *L'homme économique* (2007) est la suivante : « comment [...] le discours utilitariste est-il parvenu à constituer l'image crédible d'une réalité humaine, morale et politique qui s'impose à nous? » (p. 26). L'auteur répond notamment en expliquant comment le calcul et une nouvelle conception de la valeur ont modifié non seulement la pensée économique, mais aussi comment cela a été encouragé par et au sein de l'État⁵.

Laval explique que la pensée utilitariste a procédé par un renversement anthropologique du comportement humain, ce qui fait qu'avec l'économie capitaliste, les individus se sont considérés, à la base, comme des êtres économiques avant tout. Toute valeur prend ainsi une connotation économique et doit être calculée afin de limiter les pertes. On est ainsi passé, graduellement, d'un système normatif moral à un autre, plus économique : « L'économie politique peut bien être amoral, comme le revendiquent les économistes,

⁵ Laval s'intéresse surtout aux grands noms de la pensée utilitariste (Bentham, Mill), mais il va sans dire que sa critique touche à tous les penseurs libéraux classiques – ceux-ci comprenant les utilitaristes. On peut ainsi définir l'utilitarisme comme une philosophie qui suppose « une ontologie normative de l'être défini comme objet intéressé » (Laval, p. 25). Ce type de pensée, appliqué à l'État, exacerbe le problème de la dette.

elle n'en est que plus normative, dans la mesure où l'individu ne doit plus obéir à une loi morale qui lui indique le bien et le mal, mais opérer un juste calcul qui sache intégrer les contraintes de tous ordres (budgétaires, légales, sociales, politiques, etc.) » (pp. 184-185).

La valeur, avant tout économique, devient incitative au calcul; l'individu exerce de cette façon sa propre discipline, son propre autocontrôle. Toutefois, cela devient intéressant dans le cadre de notre analyse lorsque l'on sait que pour les penseurs libéraux, cela doit non seulement s'appliquer à l'individu, mais également à l'État. On imagine donc un exercice rationnel du pouvoir, de nature scientifique plutôt que métaphysique⁶, afin d'en arriver à un contrôle maximal et peu coûteux (p. 203). L'État, en tant que machine du contrôle, a le devoir de montrer l'exemple : « [L'État] ne doit viser que l'amélioration de la puissance calculatrice des sujets et ne s'améliorera lui-même que par le renforcement de ses propres capacités comptables et calculantes » (p. 204).

Donc, pour Laval, c'est notamment au sein de l'État que se développe la doctrine néolibérale de gestion des actions humaines. Il impose un contrôle, mais les attentes à son égard n'en sont que plus grandes. Avec le calcul des intérêts individuels se développe la raison d'État, ou *ragione di Stato*, puisque *ragionare* signifie également *calculer* (p. 61). La puissance de l'État proviendrait donc de sa capacité à réguler les nombreux « calculateurs » parmi son peuple, tout en étant lui-même stratégiquement calculateur (p. 51). Laval précise que tout cela se développe à partir du XVI^e siècle, soit à l'aube de l'économie politique du capitalisme – et pas tant de manière empirique que de manière doctrinale, bien ancrée dans la pensée libérale.

Toutes ces étapes se font graduellement, mais l'économie politique du capitalisme a forcément encouragé un nouveau régime normatif et les résultats sur l'État sont indéniables. Ce que nous désirons illustrer dans le présent mémoire, c'est que la dette publique contemporaine du Québec n'est pas qu'accumulation de déficits depuis quelques décennies, et qu'un système économique fortement normatif influence d'abord les idéologies; les résultats empiriques que sont la dette publique et la gestion de cette dette ne sont que des conséquences de l'économie politique du capitalisme sur l'État, puis sur les citoyens.

⁶ En ce sens, cette vision de l'État se trouve aux antipodes de la vision dialectique de Hegel, que nous allons développer dans notre réflexion sur l'État (*cf. infra* section 2.2).

0.2.2 Politique et économique.

Parmi les difficultés que nous pouvons rencontrer dans la littérature, il y a celle, évidente, de la définition des concepts. Les concepts qui seront évoqués dans notre étude ne font pas exception, la plupart du temps parce qu'ils sont polysémiques, tant dans l'imaginaire populaire que dans la discipline sociologique. Tout d'abord, il s'agit de spécifier ce que signifie l'évaluation politique des éléments économiques empiriques.

Il serait faux d'avancer que la gestion des dettes de l'État n'est qu'une question d'ordre économique⁷. Les origines et les conséquences de la dette ne sont surtout pas économiques, mais bien politiques; il en va de même des solutions. Un des objectifs de ce mémoire est donc de re-politiser le champ économique; nous nous sommes inspirés de la pensée de Slavoj Žižek, pour qui « l'idéologie dominante du capitalisme global » encourage une pensée libérale trop tolérante (2004, pp. 14-15). Selon lui, l'État ne peut accepter d'adopter une politique modérée face au système capitaliste; cette séparation des pouvoirs (politique pour l'État, économique pour les acteurs du capitalisme financier) mène nécessairement à la domination de la puissance capitaliste⁸. Il s'agit d'une pensée également partagée par Jacques Sapir (2002, p. 17-19). De plus, ce dernier ajoute que l'information strictement économique possède des limites que l'on n'avoue pas suffisamment dans le milieu scientifique : « Tout n'est pas calculable. Même s'il utilise légitimement des techniques dans son analyse, [l'économiste] sait que l'objet de cette dernière n'est pas technique » (p. 128). D'où l'importance de la notion de politique.

Dans son œuvre, S. Žižek fait référence à J. Rancière, qui lui inspire une réflexion sur la politique. C'est donc au sens de J. Rancière que nous comprendrons dans ce mémoire la politique : « L'activité politique est celle qui déplace un corps du lieu qui lui était assigné ou change la destination d'un lieu; elle fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu [...] Aucune chose n'est politique par elle-même. Mais n'importe laquelle peut le devenir si elle donne lieu à la rencontre des deux logiques [soit policière et égalitaire] » (1995, pp. 53 et 57). Autrement dit, nous explique J. Rancière, il y a politique lorsque le consensus établi

⁷ Nous assistons à une conception economiciste de la dette publique lorsque le débat se limite à une question telle que : « Faut-il rembourser la dette publique, et comment? », comme ce fut le cas lors de la *Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique* (voir notre section 1.3).

⁸ Il faut ici comprendre « domination » et « puissance » selon la compréhension de Weber : le premier signifie la chance que l'ordre donné soit suivi, le second désigne plutôt la « chance de faire triompher » notre volonté sur autrui (Weber, 1995, p. 95). Toutefois, selon son modèle idéal-typique, Weber préférerait parler de domination seulement dans le cadre du pouvoir de l'État.

par le pouvoir de domination est remis en question par ceux qui n'ont pas le droit à la parole (p. 31). C'est une remise en question de la puissance de l'élite – celle-ci étant, dans notre cas, financière ou technocratique. C'est en ce sens que nous ferons de la dette publique une question politique.

La politique, c'est également ce qui s'oppose paradoxalement à la gouvernance. Concept relativement récent qui sera utilisé fréquemment dans notre analyse, la gouvernance est ce qui exigé des institutions (État, entreprise publique ou non) par des experts, des gestionnaires (Moreau-Defarges, 2006). On pourrait facilement l'associer à la « technocratie », mais cette dernière possède une connotation certainement péjorative, notamment pour J. Sapir, qui utilise également le synonyme d'expertisme (2002, p. 15)⁹. La gouvernance, quant à elle, peut facilement être exigée de par sa signification plutôt éthérée. Une chose est sûre, elle exclut le conflit et concerne davantage la bonne conduite selon des normes pré-établies; d'ailleurs, selon J. Sapir, la gouvernance signifie « un droit se réduisant au primat des formes légales » (p. 17). Il n'est alors pas étonnant que l'on retrouve la notion de « gouvernance » dans le plus récent plan budgétaire québécois (Ministère des Finances, 2008). Il s'agira de préciser davantage comment il s'applique dans le dossier de la gestion de la dette (voir section 1.3).

0.2.3 Capitalisme et démocratie.

Le capitalisme financier – c'est-à-dire le type dominant de capitalisme qui sera constamment évoqué dans notre mémoire – est aussi régulièrement appelé néolibéralisme. Le capitalisme financier est un système idéologique d'économie politique, dont voici une description exhaustive :

[Le capitalisme avancé] peut être caractérisé par un certain nombre d'orientations privilégiées : libéralisation des échanges, déréglementation financière, privatisation des entreprises publiques, lutte contre l'inflation, autonomisation des banques centrales à l'égard des gouvernements, attitude favorable aux fusions et acquisitions, recul de l'État en matière de développement et de protection sociale. Il s'agit d'une part de faciliter la mobilité planétaire du capital sous toutes ses formes [...] et d'autre part de favoriser les intérêts des créanciers et des actionnaires. (Bonny, 2004, pp. 188-189)

Le sociologue Michel Freitag analyse cette description :

⁹ Pour M. Freitag, on parle alors de mode de reproduction décisionnel-opérationnel (2002, pp. 74-77, et 1986b), que nous élaborerons dans la section 3.2.

[I]l s'agit d'une offensive coordonnée et minutieusement programmée de déréglementation et de désinstitutionalisation du capitalisme menée, au nom de sa prétendue naturalité, dans toutes les dimensions de la vie collective qui se rapportent directement ou indirectement à l'économie, et ce tant en amont qu'en aval de sa sphère formelle d'autonomie. (2008, p. 258)

M. Freitag précise que tant un tel système, c'est le capitalisme financier qui régule le pouvoir politique étatisé, et non plus l'inverse – comme c'était le cas dans le système fordiste (p. 67)¹⁰.

Cette particularité de dépolitisation du système économique n'est pas due au hasard; il s'agit d'un principe de base du capitalisme. Selon Ellen Meiksins Wood, c'est le problème majeur auquel on doit faire face lorsque l'on pense le capitalisme contemporain, non seulement au niveau théorique, mais surtout concernant la *praxis* (1995, ch. 1). Cette *praxis* en question, c'est justement la capacité des entités capitalistes de créer une rupture avec le pouvoir politique. E. Meiksins Wood affirme : « *capitalism represents the ultimate privatization of political power* » (p. 40). Ce que E. Meiksins Wood oppose au capitalisme, c'est justement la démocratie : « *The very differentiation of the economic and political in capitalism [...] is precisely what makes the unity of economic and political struggles essential, and what ought to make socialism and democracy synonymous* » (p. 48)¹¹.

Cette distinction épistémologique prend toute son importance si l'on pense à la confusion permanente entre capitalisme et démocratie; cette confusion n'est pas établie au niveau de leurs définitions respectives, mais plutôt au niveau des transformations formelles de la société. Concrètement, au cours du XX^e siècle, le capitalisme a subi plusieurs contrecoups (krach de 1929, montée de l'Union soviétique et théorie des « dominos » communistes, horreurs des deux Guerres mondiales, choc pétrolier, etc.) mais a su s'imposer comme l'idéologie dominante. On a cependant tendance à oublier quelle est l'essence même du capitalisme et à confondre celui-ci avec la démocratie; s'il y a telle confusion, c'est que le capitalisme a dû faire face à plusieurs obstacles qui l'ont forcé à se transformer pour mieux englober toutes les sphères de la vie sociale, et ainsi on attribue à ce système des bienfaits que l'on doit plutôt à la démocratie, au syndicalisme, à l'État, à la

¹⁰ Nous verrons que l'une des façons de réguler l'État, pour le capitalisme financier, a été de créer la titrisation des dettes publiques. Freitag esquisse quelques critiques d'un tel modèle, mais c'est François Morin (2006) qui schématise le mieux le fonctionnement et les conséquences d'une telle révolution (*cf. infra* section 1.2.3).

¹¹ Cette association entre démocratie et socialisme est en quelque sorte partagée par M. Freitag; pour lui, le projet de société qui consiste à renforcer le politique par rapport à l'économique demeure un projet à la thèse « 'socialiste', si l'on prend ce terme dans son sens d'origine » (Freitag, 1996, n. 4; texte non paginé).

science ou tout simplement à la lutte des classes (Hobsbawm, 2003, *Introduction*). Bref, le capitalisme a eu à s'« humaniser », donc à se « démocratiser » (Freitag, 2008, p. 173).

Cette incapacité à bien comprendre ces notions politiques – cette mésentente, nous dirait J. Rancière – nous fait donc oublier l'essence du capitalisme. Pour E. Hobsbawm, cette essence de la théorie du capitalisme est la « désintégration des anciennes formes de rapports sociaux », remplacés par « l'assemblage d'individus par ailleurs déconnectés, égocentriques », avec pour but la recherche du profit (2003, p. 37). Toute institution sociale, du travail à la famille, prend la couleur de l'essence du capitalisme.

À cela s'oppose alors la démocratie, et là se trouvera la nature de la réflexivité politique au problème de la dette publique. Contre la puissance du capitalisme, J. Sapir établit trois principes de l'ordre démocratique. D'abord, la souveraineté nationale (*cf. infra* 2.2). Ensuite, la multiplicité des formes de coordination – parce que la démocratie suppose un conflit permanent et non un consensus à la manière de la gouvernance. Enfin, la participation politique, contre l'expertisme (gouvernance) ou le simple électoralisme :

L'ordre démocratique, comme conception matérialiste et réaliste, n'envisage alors la démocratie ni comme la somme de libertés individuelles préexistant à la mise en société ni comme un simple cadre permettant l'expression d'une opinion politique, religieuse ou commerciale. L'ordre démocratique envisage les systèmes démocratiques concrets en action [...] (Sapir, 2002, pp. 202-203)¹².

Nous croyons que la définition de J. Sapir convient puisque contrairement à la pratique technocrate de la gouvernance, elle n'est pas programmatique. J. Sapir affirme que la démocratie n'est jamais parfaite et doit constamment être discutée, tout comme la conception conflictuelle de J. Rancière d'ailleurs¹³.

En résumé, le phénomène de la dette publique n'est pas une question arithmétique strictement économique, mais politique. Ensuite, contre le consensus d'une gouvernance de l'État économe, c'est le conflit démocratique qui est de mise pour contrer les problèmes qui touchent l'ensemble de la société. De plus, à partir des conceptions que nous venons de voir (Freitag, Meiksins Wood, Sapir, Hobsbawm), la démocratie peut très bien s'opposer au

¹² Nous pouvons donc avancer que cette conception de la démocratie est construite de manière bachelardienne ; il n'y a aucune démocratie « faite », il n'y a que démocratie « se faisant ». Elle se rapproche également de la conception dialectique de la société (Freitag, 1986b).

¹³ J. Rancière précise, avec raison, que la démocratie n'est pas le parlementarisme ou l'État de droit. Toutefois, l'institution de l'État est complémentaire à la démocratie à condition que celle-ci remette en question l'ordre policier étatique de la « distribution des corps ». Sur la distribution policière des corps des gens qui n'ont pas le droit à la parole, voir Rancière, 1995, chap. *Le tort : politique et police*, ainsi que p. 139 pour le rapport à la démocratie.

capitalisme sans pour autant détruire le travail, le marché, l'argent, la mondialisation et l'épanouissement individuel.

0.3 Démarche, interrogations, hypothèse.

Le mémoire portera sur l'analyse du rôle de l'État et de l'essence de sa souveraineté dans le cadre de l'économie politique du capitalisme. Afin d'illustrer cette problématique, nous décrirons particulièrement la question de l'endettement public du Québec, des années 1970 à aujourd'hui : ses origines, ses causes, les idéologies qui en découlent concernant sa gestion ainsi que, par le fait même, le rôle politique et économique de l'État dans une société démocratique contemporaine.

Le mémoire affichera les résultats de recherches ainsi que d'analyses politiques et épistémologiques de nombreux documents déjà existants sur le sujet. Au départ, plusieurs dossiers, dont certains du gouvernement du Québec, présentent la situation quantitative et qualitative de la dette, puis en décomposent la structure. Notre recherche s'affaire à étudier ces chiffres d'un point de vue sociologique, et ce, dans l'objectif de découvrir des points de vue souvent oubliés par les spécialistes, notamment d'un point de vue politique et épistémologique.

Il va sans dire que la démarche de notre recherche est plus qu'objective; elle se veut normative, notamment dans la tradition de la sociologie critique de M. Freitag¹⁴.

Voici les principales questions qui ont guidé la réflexion de notre analyse et auxquelles nous tenteront dès lors de répondre :

- Peut-on préciser quantitativement la dette du Québec; si oui, de quoi est-elle composée et peut-on établir son évolution historique parallèlement avec les causes de son ascension?

¹⁴ On pourra d'abord se baser sur son œuvre maîtresse, *Dialectique et société* (1986a, 1986b), sur des questions ontologiques qui concernent la théorie de la connaissance de la société dans sa totalité, ainsi que celle de la pratique symbolique. *Le naufrage de l'université* (1998) est riche en développements épistémologiques sur les objectifs normatifs de la sociologie, et cet ouvrage a su inspirer notre méthode. Enfin, il faut lire *L'impasse de la globalisation* (2008) pour une critique historique et théorique fouillée du capitalisme.

- Considérant l'émission d'obligations d'État sur les marchés financiers (ou bons du Trésor), peut-on établir un lien entre le processus d'endettement public et l'économie politique du capitalisme financier et spéculatif?
- Quelles sont les idéologies principales dans le dossier de la gestion de la dette, tant au niveau des discours normatifs que des politiques gouvernementales?
- Comment concevoir le rôle de l'État sur le plan économique, considérant sa souveraineté?
- Enfin, quelles sont les perspectives politiques, épistémologiques et ontologiques à adopter dans la critique de la gestion de la dette et de l'atteinte à la souveraineté de l'État?

L'hypothèse de départ qui sera soutenue est celle-ci : dans le contexte post-fordiste de l'économie politique du capitalisme, il est possible que ce soit le systémisme des marchés financiers globalisés qui contrôlent le rôle et la souveraineté de l'État dans la société contemporaine, ce qui aurait directement pour conséquence d'accélérer le processus d'endettement public au profit d'investissements financiers spéculatifs. Pour titre de comparaison, l'hypothèse inverse serait de démontrer que le rôle de l'État en économie devrait diminuer, et ce, afin que l'on définisse les limites de l'interventionnisme étatique, jugé trop coûteux.

CHAPITRE PREMIER

ANALYSE POLITIQUE DE L'ENDETTEMENT : AU-DELÀ DE LA CONCEPTION QUANTITATIVE NOMINALISTE¹.

1.1 Étude empirique.

1.1.1 États actuels de la dette.

Plusieurs économistes se sont affairés à décrire les plus petites composantes de la dette (Joanis et Montmarquette, 2004; Gill, 2006; Breton, 2007). L'avantage de ces analyses est qu'elles dévoilent des composantes difficiles à décrypter au sein du budget provincial (ministère des Finances, 2008). Néanmoins, en guise d'introduction, les données recueillies ici proviennent directement du plus récent plan budgétaire québécois, dévoilé pour la période 2008-2009, dans lequel toute une section (D) est consacrée à la dette et à son financement.

¹ Nous avons d'abord hésité à préciser immédiatement que l'approche quantitative du problème de la dette représente une vision nominaliste; il s'agit d'ailleurs d'un pléonasme. Il est toutefois important, croyons-nous, de le mentionner maintenant. Une critique de l'approche nominaliste sera élaborée dans la section 3.1. Nous pouvons définir brièvement le nominalisme comme un « *rapport d'objectivation formalisé* [prétendant] être une posture libérée de l'idéologie grâce à l'usage d'un langage univoque pouvant être logiquement codé et traitant une information quantifiée. [...] Pour renfermer une signification, un fait doit se vérifier empiriquement, sinon il faut le taire. » (Filion, 2006, pp. 83 et 95)

Tableau 1.1

Dettes de l'État québécois pour l'année 2007-2008,
(au 31 mars 2007, en milliards de dollars)²

Dettes directes consolidées	108,6
Plus : passif net au titre des régimes de retraite	32,8
Plus : passif net au titre des avantages sociaux futurs	0,8
Moins : revenus du Fonds des générations	-0,6
Dettes brutes	141,6
<i>En % du PIB</i>	<i>50,1</i>
Moins : actifs financiers, nets des autres éléments de passifs	-19,4
Moins : actifs matériels (immobilisations)	-26,4
Dettes représentant les déficits accumulés	95,8
<i>En % du PIB</i>	<i>33,9</i>

Afin de faciliter la déconstruction de ces données, nous analyserons la chose de manière décroissante; à partir du plus gros montant, soit la dette brute, nous effectuerons les soustractions jusqu'à sa plus simple composante³, soit la dette par déficits accumulés.

Dans ce document (p. D3), on y dévoile que la dette brute du Québec se chiffre à 141,6 milliards de dollars (désormais G \$), « dette brute » étant par ailleurs un nouveau concept dans le vocabulaire budgétaire⁴. Ce montant est celui qui sera conséquemment mentionné, dans les médias par exemple, lorsque l'on voudra répondre à la question : « *Quelle est la dette du Québec?* ». Ce chiffre servira donc de référence dans l'imaginaire collectif car 141,6 G \$, c'est désormais « la dette du Québec », et un montant qui atteint 50

² Source : ministère des Finances, 2008, p. D5.

³ « Simple composante » qui demeure relative ; comme l'expliquent Louis Gill (2006) et Gaétan Breton (2007), les choix des composantes de la dette sont non seulement plus ou moins objectifs, mais elles peuvent être préférées à d'autres pour des motifs purement idéologiques. Nous y reviendrons plus loin dans cette même section.

⁴ Afin de ne pas alourdir cette section, nous avons préféré annexer à la fin du présent mémoire les différentes définitions des composantes de la dette publique.

% de notre produit intérieur brut (PIB). Il est en effet possible que les chiffres changent encore dès le prochain budget, ce qui explique que toute recherche quantitative est toujours à refaire; d'où l'importance de bien étudier les explications politiques de la dette.

Un an auparavant, on ne parlait pas de dette brute, mais plutôt de dette totale; celle-ci était alors de 118,2 G \$ (ministère des Finances, 2006, section 2, p. 18). Est-il possible que la dette ait augmenté de 23,4 G \$ sur une période de moins de 2 ans, soit une augmentation de plus de 20% ? Évidemment, non. L'explication de cette augmentation se trouve à cette même page D3, où l'on apprend que, pour la présente période budgétaire, on a cru bon ajouter les dettes de certains organismes pour gonfler le grand total : Financement-Québec, la Corporation d'hébergement du Québec, la Société québécoise d'assainissement des eaux, etc. On voit que ces organismes s'occupent d'activités pourtant très variées. Cela signifie que le prochain gouvernement pourrait décider que les opérations de Financement-Québec ne méritent plus de faire partie du plan budgétaire; logiquement, on diminuerait la dette brute du Québec instantanément⁵. Bref, en soustrayant ces multiples dettes choisies, on en arrive à la dette totale de 122,6 G \$ (p. D3). Cependant, pour faciliter l'analyse, demeurons avec le montant de référence de 141,6 G \$. Dans cette dette brute, plusieurs divisions sont possibles.

D'abord, on peut montrer que la dette brute est composée de la dette consolidée (108,6 G \$) à laquelle on ajoute les passifs qui serviront éventuellement aux régimes de retraite (32,8 G \$) et des avantages sociaux futurs (752 millions) (p. D6). Ce montant de près de 33 milliards qui servira à financer les retraites des employés de l'État ne peut être considéré comme une perte, non seulement parce que ce n'est pas un montant non payable, mais, considérant l'augmentation du coût de la vie et des conditions parfois difficiles des aînés, le Québec n'aurait aucun avantage à avoir une population vieillissante avec un pouvoir d'achat faible. D'un point de vue dialectique, le passif au titre des régimes de retraites est essentiel pour l'ensemble de la société (*cf. infra* section 2.2).

⁵ Une telle décision introduit une panoplies de possibilités idéologiques sur ce qui doit être inclut dans la dette ou pas. Cela est capital, puisque partant de ce principe, un ministre des Finances pourrait dire que la dette est de 70 G \$ ou alors de 200 G \$, et dans les deux cas, ce ne serait pas faux. Le dossier de la dette permet alors de grands dérapages. Nous y reviendrons dans ce chapitre.

On sait que la dette brute est un tout financier qui compte tant des investissements que des passifs. Il devient alors primordial de pouvoir faire la différence entre ces investissements (actifs financiers et matériels) et les manques (passifs, déficits accumulés). La notion de dette par déficits accumulés (aussi appelée *mauvaise dette*) prend alors toute sa pertinence, puisqu'elle correspond davantage à ce l'on comprend habituellement par le sens populaire de « dette »⁶. À cet effet, le ministère des Finances admet que « la dette représentant les déficits accumulés est un concept simple qui représente bien la situation financière d'un gouvernement puisqu'elle tient compte de l'ensemble de ses actifs et de ses passifs. » (p. D5) Si l'on déduit les actifs financiers et matériels de la dette brute, on en arrive ainsi au total des déficits accumulés : 95,8 G \$. En serait-on à la véritable « dette » du Québec? Une chose est sûre, il s'agit de 68% du montant qui est, lui, désigné comme la dette officielle (brute). De plus, c'est seulement le tiers du PIB provincial (p. D5).

Les données concernant les déficits accumulés méritent d'être nuancées. Si on obtient 95,8 G \$ en soustrayant les actifs de la dette brute, il convient de comprendre ce qui est inclu dans la catégories des actifs, dont ceux qualifiés de matériels. Un actif matériel (aussi appelé immobilisation) est une infrastructure publique essentielle au fonctionnement de la société mais qui ne rapporte pas directement des revenus à l'État; par exemple une route, un édifice, un système d'aqueduc, une école, un hôpital, etc⁷. Depuis 1997, on ne les inclut pas dans la colonne des déficits. Dans le présent budget, on calcule 16,4 G \$ (p. D10). Ce montant ne correspond pas à la valeur de l'infrastructure, mais à son coût consolidé, c'est-à-dire à ce qui a été payé depuis son acquisition. Ce qu'on choisit d'insérer dans cette catégorie est laissé à la discrétion du ministère; par exemple, les bâtiments de moins de 500 000 \$ ne sont pas compris (Breton, 2007, p. 55). Le reste (ce que l'on juge impertinent pour la case des immobilisations) est calculé dans la colonne des déficits accumulés plutôt que dans celle des actifs matériels et des immobilisations, qui jouit pourtant d'une réputation nettement moins péjorative. De plus, l'économiste L. Gill évalue que dès la

⁶ Le gouvernement fédéral, ainsi que ceux de l'Alberta et de l'Ontario utilisent la dette par déficits accumulés afin de définir leur propre notion de dette totale.

⁷ Nous pouvons émettre tout de suite une certaine critique de la conception nominaliste et économiste de la dette de la part du gouvernement; en effet, un problème politique surgit lorsqu'une école ou un système qui distribue de l'eau aux citoyens devient tout à coup un « actif matériel » ou une « immobilisation », donc une « dépense » qu'il faut calculer (comme si l'on pouvait s'en passer).

première année de cette réforme comptable des immobilisations, certains investissements n'auraient pas été bien calculés, ce qui fait que cette réforme serait née de manière biaisée (2006, p. 71). En effet, sur la dette totale de 82,6 G \$ en 1997-1998, on n'attribuait alors que 6 G \$ de dollars aux immobilisations, ce qui, selon L. Gill, est nettement sous-estimé; les actifs matériels oubliés sont ainsi inscrits dans la colonne des déficits, ou des « dépenses d'épicerie »⁸. À cause de ces choix comptables, le comptable G. Breton évalue que les déficits accumulés, en 2005, n'étaient que de 71 G \$ tout au plus, et non pas de 87 G \$, soit une différence considérable (2007, pp. 48-49). Autrement dit, c'est ici que l'on pourrait avancer que la dette du Québec est d'environ 70 milliards, soit la moitié des 141,6 G \$ actuels⁹.

Inversement, tentons de gonfler la dette à son sommet maximal réaliste, soit environ 200 G \$. Comme nous l'avons vu, de nouveaux éléments ont été ajoutés au dernier plan budgétaire, pour un total de plus de 20 milliards supplémentaires. Le ministère dévoile des éléments pour d'éventuelles modifications comptables à la page D13. En effet, rien n'empêche désormais le gouvernement d'ajouter les dettes de ses sociétés d'État, non prises en compte en ce moment, pour quelques 2 milliards. À elle seule, Hydro-Québec possède des dettes totalisant 32,6 G \$ en 2007. Enfin, les municipalités du Québec voient leurs dettes être subventionnées par le gouvernement à l'aide de ce que l'on nomme des transferts; on parle ici d'un autre 16,4 G \$. Bref, le ministère des Finances nous dresse un tableau total de 194 milliards de dollars de dettes du « secteur public ». Par contre, on

⁸ Logiquement, la baisse des chiffres des immobilisations implique une hausse des déficits accumulés, et inversement. Les immobilisations, répétons-le, profitent d'une meilleure réputation que les déficits. Cela implique un glissement idéologique, dans la gestion de la dette, selon lequel l'État dépense inutilement, à un point tel qu'on a créé un concept pour ces dépenses moins importantes : les « dépenses d'épicerie » (Gill, p 75), qui comprennent notamment les salaires des fonctionnaires.

⁹ L'exercice comptable possède effectivement une certaine flexibilité. Prenons un exemple fictif : un achat de 1 million \$ pourra être établi pour les 10 prochaines années, donc à 100 000 par année; mais on pourra aussi bien l'étaler sur 5 ans; les immobilisations affichées seront de 200 000 par an. Il sera également possible de faire certaines années à 100 000 et d'autres à 200 000, voire même des années à 0\$; de cette façon, l'immobilisation n'a pas toujours le même coût annuel. Le choix comptable comporte donc une certaine connotation éditoriale, au besoin.

devine qu'il ne s'agirait pas d'une bonne stratégie politique pour un gouvernement que de dévoiler un tel montant aux électeurs¹⁰.

Parmi les différents placements, notons la particularité du Fonds des générations, dont l'objectif est de diminuer la dette brute à 25 % du PIB en 2026. Cet investissement se fait avec des prélèvements de redevances sur l'eau. Les premiers revenus de ce Fonds ont été encaissés en 2006-2007, avec des gains encore modestes de 576 millions de dollars (p. D9). Cependant, ce Fonds est encore controversé; nous verrons pourquoi lorsque nous traiterons de la gestion de la dette aux sections 1.3 et 3.2.

D'une manière globale, ce que l'on appelle le « fardeau de la dette » ne cesse de diminuer depuis que la Loi sur l'équilibre budgétaire a été votée le 19 décembre 1996 (p. G3); cela signifie que la croissance économique du Québec est supérieure aux différents amortissements des dettes. La dette brute atteint 50% du PIB, et celle par déficits accumulés, 34%. Ainsi, cette charge n'est pas si lourde lorsque l'on se compare aux autres États; en sachant que tous les États ne calculent pas leurs dettes de la même façon (en y incluant ou non certains actifs et passifs), on peut néanmoins que le Québec se trouverait entre le 50^e et le 60^e rang mondial à ce chapitre avec la pire des possibilités (50% du PIB). En ne tenant compte que des déficits accumulés, la situation est loin d'être problématique (voir Breton, 2007, pp. 79-80).

Il est pertinent de mentionner que la dette brute est à 84,7 % en devise canadienne, et cette faible dépendance envers les devises étrangères va même en diminuant (ministère des Finances, 2008, p. D34). Comme le mentionne G. Breton, il ne faut donc pas trop tenir compte des cotes de crédit attribuées par les agences de cotation¹¹ (2007, p. 32). D'autres pays, comme les États-Unis par exemple, ont une dette extérieure supérieure à la dette intérieure. Les variations des taux de change affectent donc très peu le Québec.

¹⁰ Il n'est pourtant pas impossible que cela survienne dans un avenir rapproché; la possibilité de blâmer les gouvernements précédents est toujours envisageable, comme cela est souvent le cas pour la recherche du bouc émissaire de la dette.

¹¹ Les agences de cotations, comme Moody's ou Standard & Poor's, attribuent des cotes allant de AAA à B-, soit de la grande capacité de payer jusqu'à la mauvaise solvabilité. Le Québec se trouve généralement dans une bonne situation.

Il faut souligner enfin ce qui représente le service de la dette, soit les remboursements et les intérêts annuels; on le disait de 7 milliards pour le présent budget, soit 12,5 % de nos dépenses (pp. C30-C31). 4,9 G \$ vont au service direct; le reste est attribuable aux intérêts sur les régimes de retraite. Pourtant, Breton précise que les intérêts des régimes de retraite, en fait, n'existent pas : « Jamais on ne verse ce montant, il demeure totalement théorique. [...] C'est donc un chiffre hypothétique calculé à partir d'un taux théorique (le taux moyen de la dette) » (2007, pp. 26-27)¹². Autrement dit, les 32,8 G \$ pour les régimes de retraites sont inclus dans la dette brute, mais ne sont pas affectés par les taux d'intérêts. Certains omettent ce détail et en profitent pour faire gonfler exagérément le service de la dette. Bref, depuis quelques années, ce service ne dépasse jamais les 5 G \$.

Ceci n'est qu'un bref panorama des composantes de la dette du Québec. Le plan budgétaire du ministère offre bien des informations, mais les détails manquent parfois de précision pour ceux qui ne possèdent pas les notions de base en économie. À ce sujet, *Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses*, de L. Gill (2006), et *La dette : règlement de comptes*, de G. Breton (2007), sont riches en analyse des méthodologies comptables du gouvernement, puisque l'objectif des livres est justement d'expliquer ce que veulent dire les chiffres¹³.

¹² Il faut donc être vigilant lorsque l'on parle du service de la dette, qui inclut les intérêts. Le service indiqué étant plus gros que la réalité, il se peut que l'on se serve de cet argument pour parler du fardeau de la dette et de l'urgence de son remboursement. Nous y reviendrons dans la section 1.3.1.

¹³ Il est vrai que cet essai est en même temps un essai critique incisif. Néanmoins, son évaluation objective et très détaillée des chiffres et des techniques comptables n'est pas égale au Québec. Nous étudierons l'aspect politique de ce livre dans la section 1.3.2. Pour une vision politique opposée, quoique moins fouillée quant aux données comptables, on lira Joanis et Montmarquette, 2004.

1.1.2 Évolution historique depuis 1970.

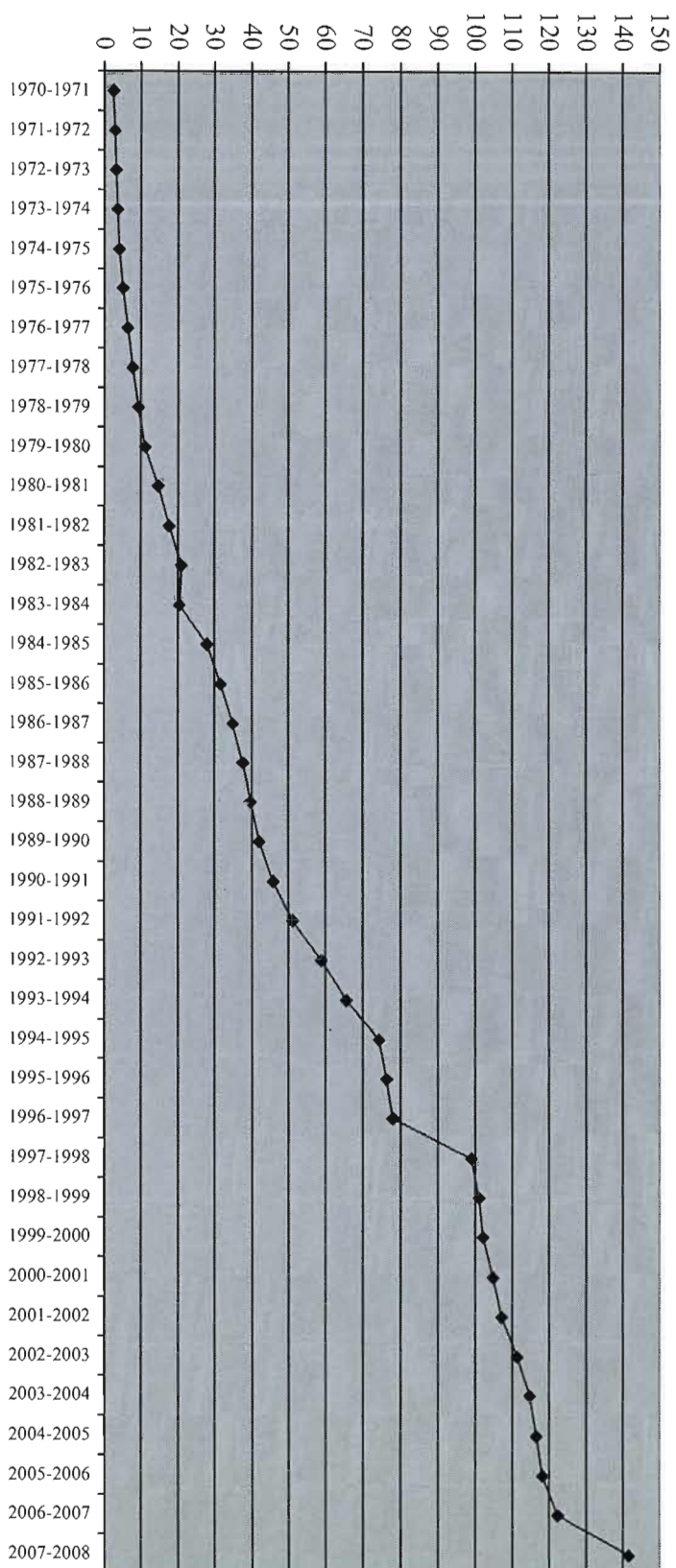
Nous allons maintenant étudier l'évolution de cette dette totale (ou brute, aujourd'hui) depuis le début des années 1970. C'est à partir de cette époque que nous allons voir des bouleversements financiers, d'autant plus que dans les années 1960, la dette totale se comptait dans les millions de dollars. Ce panorama historique est ponctué d'événements importants dans le dossier. Le graphique 1.1 montre, année après année, l'évolution de la dette totale du Québec. On remarque qu'elle augmente à chaque fois, exception faite du léger recul de 1983-1984. Avant d'énumérer les phénomènes socio-économiques qui expliquent l'évolution de la dette totale, des éléments du graphique suivant méritent que l'on s'y attarde.

De manière schématique, on peut admettre que de 2,5 G \$ en 1970, la dette totale est passée à 11 G \$ en 1980, 42 G \$ en 1990 et 102 G \$ en 2000, avant d'atteindre le 141,6 G \$ qui nous sert de référence aujourd'hui. L'augmentation est importante ainsi que relativement exponentielle plutôt que graduelle. Des éléments économiques et empiriques peuvent expliquer certaines hausses subites, tandis que d'autres théories sont à éviter.

D'abord, la Révolution tranquille était principalement terminée avant 1970. Le métro de Montréal, l'Expo-67, la nationalisation de l'hydroélectricité et de l'éducation, les cégeps et les Universités du Québec, les nombreuses nouvelles instances gouvernementales; tout cela était déjà créé. En somme, les créations de la Révolution tranquille ont été peu coûteuses en égard à tous les progrès politiques, sociaux et économiques qui ont été accomplis au Québec en une décennie. Pour certains sociologues, cette période aurait plutôt créé un État complexe et difficile à gérer, que J.P. Warren appelle un « monstre froid », avant d'ajouter que cette Révolution est loin d'avoir été aussi extraordinaire (2000, pp.43-44)¹⁴. Pourtant, non seulement il serait faux d'imputer à la Révolution tranquille les problèmes « éthiques » et technocratiques soulevés par Warren – voir notamment l'excellente réplique que lui sert J. Beauchemin (2000, pp. 95-105) – mais les économistes étudiés dans notre recherche refusent de lui imputer la responsabilité pour l'endettement de la province.

¹⁴ Étrangement, J.P. Warren fait référence dans cet article à l'œuvre de M. Freitag et lui emprunte sa notion de mode décisionnel-opérationnel pour qualifier l'État québécois créé dans les années 1960; au contraire, Freitag vante les mérites de cette Révolution tranquille et plus de militer pour la nécessité de l'État-providence inspiré du modèle de Keynes (2008).

Graphique 1.1
Évolution de la dette totale/brute du Québec de 1970 à 2008 (en milliards de dollars)¹⁵



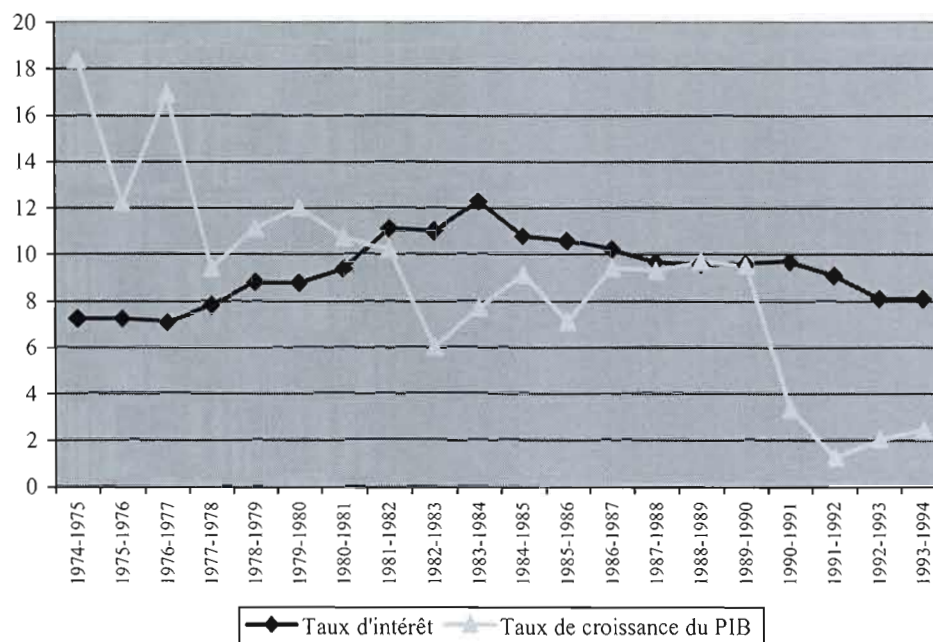
¹⁵ Source : Gill, 2006, pp. 70-71, sauf pour la période 2006-2007 (ministère des Finances, 2007, p.4) et 2007-2008 (2008).

En effet, Joanis et Montmarquette concluent qu'« [i]l nous apparaît difficile de justifier le niveau d'endettement actuel du Québec à l'aune de la mise en place des grands réseaux sociaux de la Révolution tranquille » (2004, p. 33).

Que s'est-il donc passé dans les années 1970? L'endettement est progressif, mais pas encore incontrôlable. Les premiers vrais déficits budgétaires à répétition ne débutent pas avant 1977, mais ils demeurent modestes (Joanis et Montmarquette, 2004, p. 30). Évidemment, la crise du pétrole, dès 1973, affecte l'économie et la production de la plupart des économies dans le monde (Hobsbawm, 2003, pp. 528-530), mais pour le Québec, la dette ne représente pas encore un problème majeur. Seulement commence-t-elle à s'engranger tranquillement, mais c'est à partir de 1980 que l'État québécois constate les premières augmentations de plus de 3 G \$ par année, qui allaient se reproduire régulièrement durant la décennie. Bref, les années 1970 n'ont pas été les plus difficiles au point de vue financier, et ce, malgré que le Québec ait financé des projets majeurs. Bien que Joanis et Montmarquette saluent les progrès sociaux et politiques réalisés par le Québec dans les années 1960, ils jugent plus coûteux toutefois ces projets : les Jeux olympiques de Montréal et les barrages hydroélectriques de la Baie-James sont les plus importants (p. 33). Pourtant, comment expliquer que les premiers déficits répétitifs ne dépassent pas 1 milliard de dollars (p. 30)? En effet, ce n'est rien comparativement à ce qui a suivi dans les années 1980 et 1990. L'augmentation importante que l'on observe dans le graphique 1.1 à l'année 1980-1981 peut notamment être attribuable à l'explosion des taux d'intérêts. Ceux-ci atteignent des sommets qui affectent d'une manière sans précédent les dettes de l'État (voir graphique 1.2). Avec un taux de 12,3 % en 1983, on double presque celui que l'on avait connu 10 ans auparavant; c'est aussi en 1981-1982 que ce taux dépasse, pour la première fois, le taux de croissance du PIB : voilà une des raisons pourquoi la dette devient difficilement maîtrisable pour l'État¹⁶.

¹⁶ La fixation des taux d'intérêts est également importante; qui fixe les taux? Comment? Et pourquoi ont-ils tant grimpé durant cette période? Nous tenterons de répondre à ces questions à la section 1.2.3.

Graphique 1.2
Taux d'intérêt sur le service de la dette et taux de croissance
du Québec (en %) de 1974 à 1995.



Il faut également remarquer que la récession qui débuta en 1990 a grandement affecté les revenus de l'État; cela coïncide avec les plus grandes augmentations annuelles de la dette que le Québec ait connu jusque là, avec des bonds de 7 à 9 G \$ annuellement de 1991 à 1995. Une des explications tient au fait qu'en période de ralentissement économique, l'État envisage des déficits afin de compenser les difficultés des marchés. Cette perspective, que Joanis et Montmarquette appellent la « règle traditionnelle » de l'endettement (2004, pp. 29-33), est notamment inspirée des recommandations de John Maynard Keynes que nous développerons à la section 1.3.2.

Nous avons déjà mentionné qu'une décision comptable avait transformé une dette totale de 122,4 G \$ en une dette brute de 141,6 G \$ en 2008. Une transformation semblable a été effectuée en 1997. En effet, on voit, dans le graphique 1.1, que la dette passe de 78,1 G \$ à

98,4 G \$ d'une année à l'autre, soit une augmentation similaire à celle que l'on vient de connaître. Il s'agit là d'une double réforme comptable. D'une part, plutôt que d'amortir sur 50 ans les passifs des régimes de retraite, on désirait les comptabiliser en un seul passif s'ajoutant à la dette totale (Gill, p. 69). Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, ces montants ne sont pas versés immédiatement et ne sont donc pas affectés par les taux d'intérêts (section 1.1.1). D'autre part, la seconde partie de la réforme impliquait le calcul différent des immobilisations, dont nous avons déjà parlé.

Ce cliché historique a pour objectif de présenter l'évolution de la dette totale du Québec depuis 1970 avec quelques une des facettes souvent oubliées. Cependant, nous n'avons traité que des données présentées par le ministère des Finances, soit les taux d'intérêt, les réformes comptables et les contingences des ralentissements économiques. Autrement dit, il s'agit là de « l'histoire officielle ». Concrètement, nous n'avons pas expliqué pourquoi la dette a tant augmenté. Bien sûr, il y a eu des hausses des taux d'intérêt; mais pourquoi? Et pourquoi les équilibres budgétaires dûment respectés depuis 1996 n'ont pas empêché la dette de gonfler de manière importante, alors que les grands projets politiques des années 1960 et 1970 n'ont engendrés que des déficits de moins de 1 G \$, tout au plus? La dette totale/brute augmente, et parfois à cause des écritures des gouvernements; il importe donc d'illustrer les causes politiques et sociologiques de l'endettement du Québec.

1.2 Causes de l'endettement.

1.2.1 Conflit de générations?

Le groupe Quebecor Média publiait en 2008, dans les pages et à l'antenne de quelques uns de ses médiums, les résultats d'un sondage dans lequel on apprenait que 67 % des membres des générations « X et Y » (donc nés entre 1962 et 1989) attribuent la dette de l'État, ainsi que son lourd mécanisme, aux gestes et aux décisions des *baby-boomers*. Logiquement, on ne sera pas surpris d'apprendre que ceux-là pensent, dans une proportion

de 74 %, que ce sera à eux, enfants des *boomers*, de rembourser ces manques¹⁷. Il est primordial de mentionner que ce sondage n'est aucunement accompagné de détails sur la dite dette, que ce soit son montant, de quoi elle se compose, ou alors de son évolution, de ses conséquences, etc. De plus, si remboursement il y a, les moyens et leurs conséquences sont-ils connus? Toutes ces questions y demeurent sans réponses; en fait, elles ne sont même pas soulevées. Cependant, la méthodologie d'enquête est fidèlement exhibée au haut de la page.

Faut-il tenir les *baby-boomers* responsables de la dette du Québec en ayant gardé les richesses et les privilèges pour eux? Le célèbre conférencier A. Samson¹⁸ apporte cette réflexion dans son livre à succès *Les boomers finiront bien par crever* (2005) :

[D]evriez-vous haïr un chien qui est devenu méchant à la suite de mauvais traitements reçus chez ses anciens maîtres? Vous répondrez probablement par la négative à cette question. Vous direz que le chien n'est pas responsable de ce qu'il est devenu, mais que vous ferez en sorte d'éviter qu'il se retrouve dans des situations où il pourrait vous nuire ou nuire aux autres. Vous choisirez la prévention et non la haine¹⁹ (p. 121).

Cette citation, tant dans sa construction analogique que dans sa thèse, traduit le discours répandu que l'on réserve contre les *boomers*; peu importe les causes, voire même la validité des accusations, ils seraient responsables de bien des maux actuels, incluant la dette du Québec. Analysons les arguments et la rhétorique sur ce sujet. Selon cette hypothèse, la dette de l'État peut s'expliquer pour deux raisons : l'omniprésence de l'État et le gaspillage des ressources financières par les *boomers*. Expliquons.

Premièrement, on avance que « l'État a accumulé des responsabilités au cours des dernières décennies et qu'il est maintenant engagé dans des activités qui, théoriquement, ne sont pas de son ressort. » (p. 74) Samson déclare que c'est au Québec que l'on paie les plus

¹⁷ Voir ces résultats, entre autre, à la page 3 du quotidien gratuit *24 Heures* du 22 janvier 2008.

¹⁸ A. Samson n'est pas sociologue ni économiste; il est un conférencier « diplômé du Authentic happiness coaching program » et se dit « boomer cynique » (4^e de couverture de son livre). Sa connaissance de l'histoire contemporaine en Amérique du Nord et de l'économie politique ne semble pas maîtrisée parce non affichée dans cet ouvrage. Toutefois, son livre sur les *baby-boomers* a remporté un tel succès que nous ne pouvons l'ignorer; il constitue à la fois un reflet d'une pensée populiste en socio-économie et un véhicule idéologique à la portée médiatique univoque.

¹⁹ Qui sont ces « anciens maîtres » si violents? Et en poursuivant la métaphore de Samson, en viendra-t-on à envisager l'euthanasie pour les cas désespérés? Il s'agit, de la part de Samson, d'un glissement métaphorique douteux.

hautes taxes en Amérique du Nord; c'est faux si l'on considère, en contrepartie, les bas coûts de nombreux services : santé, éducation, garderies, hydroélectricité, loyers, médicaments, etc. En effet, on peut lire dans le *Rapport Ménard*²⁰ (2005) que

le Québec a fait des choix collectifs en finançant les services publics par la fiscalité pour assurer une contribution équitable des citoyens au régime public et garantir un accès aux services en fonction *du besoin* des personnes et non de leur revenu. Ce choix nous paraît plus que jamais le meilleur pour les générations actuelles et futures. Pour préserver ces acquis de solidarité, on conviendra que tous les efforts doivent être mis en oeuvre pour contenir les coûts à des seuils acceptables et pour résoudre à court terme les problèmes d'accès aux services qui compromettent la santé des citoyens (p. 125).

Mais surtout, notons que ce que Samson appelle les responsabilités de l'État qui « ne sont pas de son ressort » sont les suivantes : le sort des miséreux, les soins des aînés séniles et l'aide aux artistes (p. 74). Il dit également que l'emprise de l'État ira de plus en plus en grandissant; c'est une théorie que nous discuterons à la section 2.1. Aussi, la gestion de la dette par l'État serait, dit Samson, inspirée par le comportement des consommateurs : « Les politiciens en profitent. Pourquoi préparer et gérer un budget équilibré si l'électorat n'y attache aucune valeur? Pourquoi rembourser la dette du pays si les électeurs ne règlent pas les leurs? » (p. 73)

Deuxièmement, les *boomers*, à l'instar de l'État, seraient dans une certaine mesure responsables de la dette, et ce, de par leur égoïsme. Ainsi, Samson déclare que pendant les premières grandes récessions de leur existence, les *boomers* ont commencé à comprendre que la croissance continue était impossible : « Ils avaient besoin de conserver leurs acquis, quitte à laisser les générations suivantes en assumer les coûts. Les chantages de cette génération ont alors sorti leurs violons et ont débité de nouvelles inepties : il y avait de bonnes et de mauvaises dettes. La dette du Québec était bonne. » (pp. 129-130) Résultat : le laxisme sur les libérations conditionnelles s'explique par le pouvoir dépensier des *boomers* (p. 131).

Les boomers finiront bien par crever reflète le *leitmotiv* des origines de la dette au Québec; comme le démontre le sondage susmentionné, il est courant que l'on accuse

²⁰ Il est vrai que ce rapport fait la promotion de la diminution du rôle de l'État en économie, en plus de nous alarmer, comme Joanis et Montmarquette, quant au « fardeau » de la dette. Toutefois, les auteurs du rapport Ménard refusent d'attribuer cette dette aux *boomers*, tout en soulignant les bienfaits de la Révolution tranquille et des services publics québécois.

directement les boomers pour la dette du Québec²¹. Nous voulons maintenant évaluer cette option, mais aussi poser la question suivante, absente dans l'ouvrage de Samson : se pourrait-il que les *boomers* aient été les premiers à payer pour les problèmes liés à l'endettement?

Empiriquement, nous remarquons que les difficultés financières de l'État québécois ont débuté au début des années 1980 (graph. 1.1). Les *boomers* avaient plus ou moins 30 ans alors; il est clair qu'ils représentaient le cœur de la main-d'œuvre du Québec, et donc, qu'ils ont dû payer pour ces difficultés économiques de l'époque (taxes, impôts, augmentation des frais des services). De plus, la plupart d'entre eux sont encore sur le marché du travail; comme nous l'avons vu, les citoyens québécois paient depuis plus de 20 ans pour les déficits publics. Il est donc faux de dire que ce sont les enfants de demain qui feront les frais de la dette. Cela va donc à l'encontre de cette conception mathématique de la vie où l'on attribue à un bébé naissant sa part de la dette²², soit en divisant la dette brute par le nombre d'habitants (voir la critique qu'en font Martin et Savidan, 1994, p. 80). Deux auteurs français, B. Tinel et F. van de Velde (2008), démontrent que cette théorie du legs de la dette publique aux générations ultérieures n'est pas vérifiable empiriquement. Il est d'abord extrêmement difficile de calculer les richesses non financières – ces fameuses immobilisations – dont profitent les héritiers des *boomers*, et ce, dès leur jeune âge. De ce point de vue, la dette publique devient ainsi un investissement. Ces deux chercheurs estiment que graduellement, « la valeur du patrimoine est supérieure à l'endettement » (p. 6). D'autant plus que, d'un point de vue historique en regard au rapport de la dette au PIB, les enfants des *boomers* sont choyés; au retour de la Deuxième Guerre mondiale, la dette fédérale, par exemple, dépassait 100% du PIB (Gill, p. 31).

Les *boomers*, quant à eux, n'ont pas « vidé la caisse », comme on l'annonce souvent. Au contraire. Depuis 1980, soit en parfaite correspondance avec les débuts de l'explosion

²¹ Outre ses erreurs épistémologiques et empiriques, le livre de Samson pose un grave problème politique, voire éthique : à quel point peut-on espérer qu'un groupe tout entier « crève », sous prétexte que cela va régler les problèmes économiques du Québec? Samson se protège en étant lui-même un *baby-boomer*, mais imaginerait-on un ouvrage intitulé *Les Africains* (ou *Les Juifs*, ou encore *Nos parents séniles* [dixit Samson, p. 74]) *finiront bien par crever*?

²² On en vient ainsi à élever « à la puissance 2 » la notion de « dette de vie », chère aux traditions chrétienne et brahmaniste (Chantreau, 2006).

de la dette publique, les *boomers* québécois ont vu leurs revenus stagner ou diminuer de manière continuelle (Pineault et Filion, 2005, p. 13). Parallèlement, ils ont vu leur propre endettement prendre de l'expansion, au point où celui-ci atteint presque 150% de leur revenu aujourd'hui (Pineault, 2007).

Politiquement, il est douteux aussi de prétendre que les *boomers* auraient dû éviter d'économiser (REER, fonds de retraite), sous prétexte qu'il fallait en laisser pour leurs enfants. Le contexte économique depuis les années 1980 montre qu'il faut davantage regarder du côté des contingences des marchés financiers pour expliquer les différences de contexte de chacune des générations.

Autrement dit, rien ne prouve que les « X et Y » auraient eu plus d'argent dans leurs poches (et plus de biens publics) si les *boomers* n'avaient pas profité de la croissance des années 1970. Les multiples récessions et la concentration des capitaux parmi les plus fortunés (*cf. infra* section 1.2.2) peuvent très bien limiter le pouvoir d'achat de plusieurs générations consécutives tout en faisant gonfler la dette publique.

Rappelons la théorie de l'autocontrôle de C. Laval; le régime normatif du juste calcul économique est ce qui régule le désir de l'individu. Le *baby-boomer* serait donc celui qui, s'il fait les bons calculs, se rendra compte qu'il a trop dépensé : « L'homme corrompu a besoin d'être gouverné et discipliné » (Laval, 2007, p. 55). Leurs enfants qui *répareront les pots cassés* feront donc un calcul différent, beaucoup plus discipliné, selon une nouvelle norme idéologique néolibérale : « Toute loi qui aura pour objet le bonheur des gouvernés devra tendre à ce qu'ils trouvent leur intérêt à faire ce dont leur impose le devoir » (p. 205). De plus, l'idéologie accusant les *boomers* d'avoir créé la dette publique ne fait que diviser la société en divers groupes particularistes (générationnels, ici) qui ne recherchent que leurs propres intérêts économiques plutôt que la construction d'un projet politique commun (Freitag, 2002, pp. 105-107).

Il sera toutefois difficile de réduire cette croyance collective fortement répandue puisque l'État contribue lui-même à propager cette idéologie en nommant son plan de réduction de la dette le Fonds des *générations*.

Vraisemblablement, il faut chercher ailleurs les causes des dettes du Québec.

1.2.2 Paradis fiscaux et inégalités fiscales : théorie marxienne de l'aliénation de l'État.

C'est dans cette section que se trouve le cœur de notre problématique. Essentiellement, la dette ne demeure qu'un exemple de la nouvelle disposition des puissances à l'échelle globale (*cf. supra Introduction*). La puissance de l'État touche bien entendu au rapport entre ses dépenses et ses revenus. Il faut cependant souligner que la privation de certains revenus et l'augmentation parallèle de dépenses obligées pour un État ont justement été présentées par Marx. Sa conception théorique servira de prémisse épistémologique pour l'analyse des problèmes contemporains de l'État.

Il y aurait peut-être lieu de distinguer le jeune Marx de celui de la maturité (par exemple, les nuances politiques entre le *Manifeste communiste*, ou encore *L'idéologie allemande*, et *Le Capital* sont importantes). Il est toutefois primordial de comprendre sa théorie du capitalisme. Marx illustre ce système d'échange avec la formule A-M-A' : l'argent produit une marchandise pour qu'elle soit revendue avec profit et « le mouvement est sans fin » (Marx, 2006, p. 171). L'accumulation de plus-value constitue d'ailleurs un objectif du capitaliste. Marx tente à ce stade de comprendre comment l'argent peut bien devenir du capital, encore plus de la plus-value. Le problème, nous dit-il, est qu'il n'y a que l'escroquerie et le parasitisme qui soient possibles pour arriver à créer de la plus-value (p. 184). Le capital initial nécessaire à produire de la marchandise est disponible pour les premiers capitalistes par l'accumulation initiale, ou primitive : « La base de tout ce processus, c'est l'expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan » (p. 806). Ainsi, l'argent n'étant pas à la base du capital, il faut qu'il soit transformé : « il faut que deux sortes très différentes de propriétaires de marchandises se présentent [...], d'un côté les propriétaires d'argent, des moyens de production et de subsistance [...]; de l'autre côté, des travailleurs libres, vendeurs de leur propre force de travail ».

Le produit du travail (c'est-à-dire la plus-value) dans un système capitaliste appartient au détenteur de capitaux. Mais celui qui la produit réellement voit cette valeur lui échapper :

[L]l'objet que le travail produit, son produit, l'affronte comme un *être étranger*, comme une *puissance indépendante* du producteur. Le produit du travail est le travail qui s'est fixé, concrétisé dans un objet, il est *l'objectivation du travail*. L'actualisation du travail est son objectivation. Au stade de l'économie, cette actualisation du travail apparaît comme la *perte* pour l'ouvrier de sa *réalité*, l'objectivation comme la *perte de l'objet* ou

l'asservissement à celui-ci, l'appropriation comme *l'aliénation*, le *dessaisissement*. (1844, p. 53)

Ce qui nous intéresse particulièrement ici, c'est que dans *Le Capital*, non seulement Marx répète que le travailleur est aliéné, mais il réitère que l'État l'est également. Aux moyens de l'accumulation primitive, les capitalistes se servaient du pouvoir de l'État (à l'aide du colonialisme et des *enclosures*) et de la violence pour acquérir les ressources (Marx, 2006, pp. 843-844). En effet, le colonialisme coûtait de l'argent à l'État, mais bénéficiait à ses entrepreneurs. Étrangement, c'est de cette façon que s'est installée dans l'esprit des gens une telle idéologie; plus un État s'endette, plus sa collectivité s'enrichit. Ceci est partiellement vrai, considérant la puissance de l'économie capitaliste, mais inversement, c'est ainsi que l'État devient subordonné au système capitaliste : « La dette d'État, c'est-à-dire l'aliénation de l'État – qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain – marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui soit effectivement détenue globalement par les peuples modernes est ... leur dette publique. [...] Le crédit public devient le credo du capital » (p. 847). Une telle dette publique a directement encouragé l'augmentation des mesures fiscales. Pourtant, on aurait tort de croire, selon Marx, que l'impôt et l'endettement soient, comme le disent les théoriciens libéraux, la cause de la misère des peuples; ils sont au contraire des conséquences du capitalisme et du système de crédit international (p. 849)²³.

Telle est l'origine de l'aliénation de l'État dans l'histoire du capitalisme. La question des revenus de l'État devient ainsi cruciale pour expliquer la dette publique. Nous avons déjà parlé des dépenses publiques, que ce soit les immobilisations, les dépenses d'épicerie; nous avons constaté que celles-ci sont indispensables pour la reproduction de la société québécoise. Marx nous amène à parler des fuites de revenus, lesquelles doivent leurs origines à des décisions d'économie politique. Nous tenterons ainsi de trouver, dans cette section et la suivante (1.2.3), comment cela peut s'appliquer empiriquement dans le contexte du capitalisme financier.

²³ Il faut toutefois préciser que Marx n'attribue pas l'origine de la dette publique au seul capitalisme, celle-ci ayant d'abord existé de manière sporadique au Moyen Âge; toutefois, l'économie politique capitaliste l'aurait répandue à tous les États.

Les sources de revenus de l'État québécois lui proviennent principalement de l'impôt. En fait, sur les 63 G \$ prévus pour la période 2008-2009, 13 G \$ proviennent des transferts fédéraux et 4,6 G \$ des sociétés d'État. Le reste est majoritairement composé d'impôts et de taxes, mais aussi de ventes de ressources naturelles ou alors des revenus pour amendes et contraventions, etc. (ministère des Finances, 2008, p. C11-C13). Les 12,8 G \$ en taxes à la consommation sont payées par les citoyens. Cependant, les entreprises privées ont payé 4,7 G \$ en impôts; parallèlement, la part des salariés est de 18 G \$, sans compter les 5,4 G \$ de cotisations au Fonds de services de santé. Ainsi, la contribution des sociétés ne représente qu'une très petite proportion des revenus d'impôts et de cotisations en 2007-2008. La compétition internationale étant sérieuse au sein du capitalisme, le gouvernement du Québec désire garder ses taux d'imposition bas pour les entreprises : « L'impact de la révision à la hausse des bénéfices des sociétés en 2007 est atténué par la mise en place du *Plan d'action en faveur du secteur manufacturier*, lequel réduit les revenus de 125 millions de dollars en 2007-2008 » (p. C12).

Notre prétention n'est pas de négliger l'impact de la compétition sur les entreprises québécoises. Nous désirons simplement vérifier si cette proportion a déjà été différente; si oui, comment peut-on l'expliquer?

En 1950, les parts payées par les citoyens et les entreprises étaient équivalentes (Omar Aktouf, *in Attac-Québec*, 2006, p. 106). Comment expliquer qu'au Québec, nous en sommes aujourd'hui à un taux de participation qui avoisine 20% pour les entreprises privées?

Depuis les années 1970, les outils d'évitement fiscal se sont multipliés. Cela peut expliquer cette baisse d'imposition chez les entreprises, puisque ces techniques ne sont accessibles que pour les individus et entreprises aux revenus très élevés²⁴. L'évitement fiscal a ainsi pris une ampleur inégalée, au point de devenir une industrie financière en soit. Le paradis fiscal en demeure l'exemple privilégié.

Un paradis fiscal est un territoire ou un pays offrant, grâce à une législation bienveillante à l'égard du monde des affaires, une fiscalité allégée avec des taux

²⁴ Il pourrait être très long d'exposer toutes ces astuces comptables permises par le fisc. Mais l'économiste Raymond Favreau (*in Attac-Québec*, 2006, pp. 63-80) en explique quelques unes, dont l'évitement fiscal, qui n'est pas illégal.

d'imposition oscillant entre 0% et 3%. Son administration ne cherche surtout pas à connaître la provenance des fonds qu'on lui confie, pas plus que les motifs des transactions effectuées sur son territoire. Par-dessus tout, elle fait preuve d'un sens intraitable du secret bancaire. (Normand Mousseau et Alain Deneault, in Attac-Québec, 2006, p. 82)

La législation des paradis fiscaux demeure un exemple; on estime d'ailleurs les fuites de ce genre moins nombreuses au Québec²⁵ que dans le reste du Canada, où on les estime à environ 12 G \$ par année (*ibid*, p. 87). Néanmoins, la péréquation redirige le problème vers notre province, sans compter que le gouvernement québécois ne peut ignorer l'expansion de cette pratique sous prétexte que le Québec serait intouchable²⁶. De plus, l'importance de cette pratique dans d'autres pays ne peut qu'avoir des répercussions sur le Québec.

En effet, il existe dans le monde 73 pays et territoires qui correspondent à la définition d'un paradis fiscal. Une entreprise qui bénéficie de ce système d'évitement fiscal sera par le fait même plus compétitive, ce qui signifie que les entreprises qui ne profitent pas de ces zones dites *offshores* demanderont un allègement fiscal au gouvernement. Il se produit ainsi un nivellement par le bas du taux de participation à l'assiette fiscale de la part des plus grandes corporations. Le paradoxe est le suivant : un État diminue l'imposition pour stimuler son économie nationale, mais si tous les autres États font de même, plus personne n'est compétitif. En effet, on constate qu'« en l'espace de deux décennies, les taux d'imposition des sociétés des pays industrialisés ont été réduits de 45% à 30% [19% au Canada]. En cinq ans seulement, de 2000 à 2005, 24 des 30 pays de l'OCDE ont abaissé leur taux d'imposition des sociétés » (CISL, 2006, pp. 7-8). En raison de l'étendue de ces privilèges, on constate qu'il n'existe pratiquement aucun lien maintenant entre la baisse des impôts des sociétés et l'investissement direct de celles-ci (*ibid*, p. 16).

Les évitements fiscaux, dont font partie les paradis fiscaux, correspondent à la conception marxienne de l'aliénation de l'État face à la puissance du capital. Le résultat en

²⁵ Voir l'article d'Éric Desrosiers, *À l'assaut du paradis*, Le Devoir, samedi 26 et dimanche 27 août 2006.

²⁶ Pour expliquer cet argument, nous pouvons nous référer à la recommandation de Michel Freitag dans *Le monde enchaîné* : lorsqu'il avait vu l'Accord multilatéral sur l'investissement être abandonné, plutôt que de tourner la page, il préférait évoquer la création éventuelle d'un autre Accord (ou de multiples accords passant inaperçus) afin de justifier la perpétuelle vigilance mobilisatrice. Le cas somme toute marginal des paradis fiscaux au Québec, en ce sens, incite à une prise de position immédiate du pouvoir politique québécois.

est la globalisation de la circulation des avoirs financiers au détriment de la diminution des revenus publics. Nous avons vu que la contribution à la hauteur de 16,7% des entreprises privées au Québec s'explique par une diminution des exigences fiscales que le ministère des Finances lui-même ne cache pas; il ne faut pas non plus oublier que cela s'applique aussi aux citoyens au revenu très élevé, ceux-ci formant ce que l'on appelle l'*overclass*, ou la surclasse (Freitag, 2008, pp. 174-175). La concurrence internationale oblige donc l'État à diminuer l'imposition aux sociétés afin que celles-ci ne créent pas leurs propres moyens d'économiser sur l'impôt. Ceci n'est cependant pas garanti; malgré le taux d'imposition compétitif du Canada, rien n'a empêché son propre ministre des Finances, Paul Martin, d'installer sa Canada Steamship Lines aux Barbades (Deneault, 2004). Toutefois, l'aliénation de l'État ne se résume pas à un pouvoir affaibli devant les fonctionnements de l'imposition; l'État est également aliéné à sa propre dette.

1.2.3 Taux d'intérêt, créanciers et marché de la dette : l'endettement par l'endettement et la solvabilité perpétuelle.

Le capitalisme industriel comme impérialiste a été remplacé par le capitalisme organisationnel et financier (*cf. supra.* section 0.2.3 pour sa définition). On peut penser qu'il y a un lien direct entre ses mutations et l'endettement public. Comme nous l'avons mentionné dans la sous-section précédente, l'aliénation étatique est concrétisée par les mouvements transfrontaliers de capitaux. Afin de faciliter l'expansion du capital, l'État transmet peu à peu son pouvoir économique aux acteurs privés. Il n'y a donc pas que les inégalités fiscales qui expliquent l'aliénation de l'État; il y a aussi la puissance des marchés financiers. Cette section a pour objectif de montrer les mécanismes des marchés financiers qui encouragent l'endettement public. La théorie marxienne de l'aliénation de l'État demeure ici pertinente.

On voit apparaître une forme de plus en plus puissante de souveraineté financière au détriment de la souveraineté politique et démocratique :

C'est de cette forme opérationnelle de régulation définalisée qu'a pu s'emparer, à l'occasion de la globalisation, la logique du capital compris dans sa forme la plus abstraite, elle aussi immédiatement opérationnelle : le capital financier spéculatif. Ici,

l'État perd toute sa capacité d'intervention régulatrice, même à titre de simple médiateur ou d'arbitre [...] Du même coup, la démocratie politique perd tout son contenu, non seulement transcendantal – l'union de la liberté civile du sujet et de sa liberté politique comme citoyen –, mais empirique. Elle n'est plus que l'idéologie de la liberté de marché et de sa souveraineté (Freitag, 1999, pp. 263-264).

La manifestation de la souveraineté de la finance sur celle de l'État s'effectue à travers l'acquisition des bons du Trésor par d'importants investisseurs financiers. Il est important de préciser que l'État, contrairement au citoyen ou à l'entreprise privée, est toujours solvable. Cette caractéristique essentielle lui permet, d'une part, de poursuivre ses activités, mais, d'autre part, cela entraîne le mécanisme de l'endettement par l'endettement. En effet, le principal facteur de l'accroissement de la dette, actuellement, demeure la dette elle-même :

Chaque année un certain nombre de ces titres viennent à échéance, de sorte que le gouvernement effectue des remboursements annuels d'emprunts, qui se sont chiffrés au Québec entre 5 et 7 milliards de dollars par année au cours de la dernière décennie. Comme il ne dispose pas de fonds nécessaires pour effectuer ces remboursements, il emprunte chaque année une somme au moins égale au montant remboursé, selon le principe bien connu : emprunter de Pierre pour rembourser Paul. En fait, de 1997-1998 à 2005-2006, ses emprunts annuels ont été supérieurs, en moyenne de 3 milliards de dollars par année, à ses remboursements, la « dette directe » augmentant annuellement d'autant (Gill, 2006, p. 25).

L'État émet donc continuellement des bons du Trésor et autres obligations pour acquitter ses remboursements partiels. Ce genre de titres est très couru sur le marché parce qu'il est très sûr grâce à la solvabilité perpétuelle de l'État et les montants sont importants. On établissait en 2004 à 11 456 G \$ le total des obligations sur les marchés, et ce montant ne cesse d'augmenter (Brière, 2005, p. 28).

F. Morin explique que ce sont les principaux investisseurs sur les marchés financiers qui ont exigé des États, au tournant des années 1980, qu'ils émettent des obligations afin de financer les déficits (2006, p. 37) : ceci correspond donc à une des caractéristiques du capitalisme tel que défini dans notre introduction, et Morin y voit une des causes de l'augmentation inédite des dettes publiques des pays industrialisés.

Aujourd'hui, le caractère idéologique de la titrisation des dettes publiques n'a pas changé. C'est ce qu'expliquent B. Tinel et F. Van de Velde :

Les bons du Trésor sont très prisés. Sans eux, les possibilités de diversification des portefeuilles financiers seraient plus restreintes : les titres publics des principaux pays capitalistes avancés circulant à la surface du globe forment le socle de la finance internationale. La hausse de l'endettement public, depuis une vingtaine d'années, dans l'ensemble de ces économies est concomitante à l'essor de la finance globalisée. Si l'ensemble des États se désendettaient complètement et simultanément, la finance en pâtirait... mais il n'est pas certain que ce soit réalisable, à moins de plonger l'économie mondiale dans une récession inimaginable, dont les salariés seraient évidemment les premières victimes (2008, p. 7).

À la lecture de cette explication, on comprend mieux comment l'État peut être *aliéné* au sens marxien. Comme le travailleur libre de vendre sa force de travail, il s'agit évidemment d'une pseudo-liberté. Le contrat à teneur financière n'est donc pas complètement favorable pour les deux parties, puisque l'État n'a pour ainsi dire pas le choix de vendre des bons du Trésor. Aussi, il y a une difficulté à analyser les termes du contrat de la marchandisation des dettes puisqu'il n'existe aucune liste des créanciers de l'État (Gill, 2006, p. 25). On remarque ainsi un parallèle entre le secret bancaire associé aux paradis fiscaux et la titrisation anonyme des dettes publiques : cet anonymat s'explique par le fait que ces titres ne restent jamais entre les mains d'un unique créancier, ceux-ci étant continuellement transigés²⁷.

Cela nous amène logiquement à parler des taux d'intérêts applicables à plusieurs composantes de la dette du Québec. Ceux-ci ont explosé dans les années 1980, avant de redescendre et de se stabiliser aux alentours de 6% à 7%. F. Morin démontre qu'il existe une corrélation entre l'augmentation des taux et la titrisation des dettes publiques : « *C'est désormais le "marché" qui fixe les taux d'intérêts selon ses propres critères* » (2006, p. 37; Morin souligne). Le résultat est le suivant :

Les marchés obligataires publics deviennent ainsi, selon le FMI, l'« épine dorsale » des marchés financiers interconnectés entre grandes places. Les capitaux y trouvent des rendements relativement stables, liquides, élevés, puisque rémunérés par des taux d'intérêt réels de l'ordre de 4 à 5% [auxquels s'ajoutent, selon l'inflation, les taux nominaux, pour atteindre les taux de 6%, 7% ou plus, jusqu'à 12%]. *L'explosion de la dette publique des pays avancés date de cette période* [souligné par Morin]. La création des marchés obligataires a permis un financement non inflationniste des déficits

²⁷ F. Morin (2006, pp. 82-90) explique ce type de transactions, les *swaps* ou les *forwards*, qui consiste à échanger, encore et encore, des titres afin de se protéger de la volatilité des taux d'intérêts ou tout simplement pour accroître ses gains en achetant le risque d'autrui.

budgétaires. Grâce à cette facilité, une dette publique gigantesque s'est formée en quelques années (pp. 37-38).

En raison de la puissance montante de plusieurs banques et institutions financières, ce sont ces dernières qui fixent les taux d'intérêt à long terme, et non pas les Banques centrales. C'est ainsi que se forme la souveraineté financière menée par ce que F. Morin appelle l'oligopole de la libéralisation financière et libérée des contraintes de l'État (p. 98).

Selon le paradigme de la souveraineté étatique, c'était les Banques centrales qui produisent les taux d'intérêts; avec la souveraineté financière actuellement dominante, ce sont ceux qui profitent de ces taux qui les créent²⁸. Qui plus est, la formation de ces taux est loin d'être entièrement objective. En effet, des décisions inattendues, les suspicions des investisseurs ainsi que plusieurs croyances collectives au sein du marché suffisent à influencer l'évolution des taux. Comme l'économiste Marie Brière l'a établi, la formation des taux est en fait autoréférentielle, c'est-à-dire qu'à force de vouloir prévoir les comportements sur les marchés, les acteurs verront les taux s'établir selon leurs propres comportements (2005, p. 15).

Les gestes des investisseurs dépendent notamment de leurs prévisions des fluctuations des marchés. Mais M. Brière indique que ces comportements ne peuvent être totalement rationnels, parce que les acteurs ne détiennent jamais toutes les informations sur les marchés, notamment sur les marchés obligataires, c'est-à-dire le marché des dettes.

Plus le prix d'une obligation augmente, plus le taux baisse. Donc, un investisseur achète s'il anticipe que le taux va baisser, et inversement. Mais si le titre correspond à une réalité du marché, le taux de rendement actuariel dépend du calcul. Cependant, pour que le rendement de la détention de l'obligation soit égal au taux de rendement actuariel, il faudrait, d'une part, détenir l'obligation jusqu'à échéance et, d'autre part, que les coupons reçus soient réinvestis exactement à ce taux d'intérêt. Or, les taux fluctuent sur le marché, si bien qu'on est jamais assuré de réinvestir à ce taux (p. 33).

Dans un cas ou dans l'autre, l'État ne peut être gagnant devant ces fluctuations : si les taux grimpent, le service de la dette augmente, mais s'ils baissent, cela n'est pas nécessairement bénéfique puisque les investisseurs peuvent paniquer. Le résultat est la baisse des prix des titres, et cela affecte l'économie réelle, dont la consommation et l'emploi. En effet, F.

²⁸ On remarque aisément au sein de ce processus, et ce dans les deux sens du terme, un « conflit d'intérêts ».

Morin explique, pour sa part, qu'« une grande partie de l'activité des investisseurs consiste à transférer les risques liés à leurs placements vers d'autres acteurs qui ne sont pas en capacité de leur résister » (2006, p. 79).

Pour conclure cette section, nous pouvons désormais admettre que les inégalités fiscales et la puissance des marchés financiers qui achètent la dette de l'État expliquent le problème de l'endettement perpétuel de l'État. Paradoxalement, c'est dans le cadre même de ces deux problèmes que l'État québécois recherche les solutions à ces problèmes : il diminue les impôts des entreprises privées pour stimuler les investissements, et il investit de manière financière, avec le Fonds des générations, pour réduire sa dette, alors que les marchés financiers demandent d'autres obligations. Ainsi, le Fonds des générations qui vise à combattre l'endettement ne peut exister que si l'État continue à émettre des bons du Trésor sur les marchés.

Il pourrait y avoir bien d'autres explications à l'augmentation de la dette publique, et nous ne prétendons pas ici qu'il n'existe principalement que deux raisons²⁹. Résumons seulement notre propos en précisant que le problème de la dette publique ne saurait être résolu sans une réforme fiscale et une meilleure régulation du système obligataire :

Ainsi, les concessions fiscales accordées aux riches ont créé d'un seul coup un surcroît de dette publique et de rente privée. Elles ont mis en place un flux de redistribution à l'envers. Les riches bénéficient alors d'une double récompense : le cadeau fiscal d'un côté, et le paiement d'intérêts de l'autre. Le premier leur permet de dégager l'épargne qui financera la dette. Laquelle a été créée par le cadeau fiscal lui-même. Une telle mécanique, que l'on prétend contredire par d'éternels « plans de rigueur », trouverait un meilleur remède dans un retour à l'impôt progressif (Tinel et Van de Velde, 2008, p. 7).

1.3 Gestion de la dette.

Maintenant que les jalons de la dette ont été posés, établissons des faits qui arrivent empiriquement et idéologiquement après la dette : la dette existe, donc, que faire? Ce que

²⁹ Par exemple, on peut considérer un parallèle entre l'objectif de l'État de prodiguer des soins de santé gratuits à ses citoyens et l'explosion des profits des compagnies pharmaceutiques. Voir à ce sujet G. Breton, 2007, p. 48.

l'on constate, c'est que la gouvernance apparaît comme solution, c'est-à-dire qu'il faut pratiquer une gestion de la dette et, par le fait même, de l'État. C'est ainsi que lorsque l'on parle de la dette, on ne cherche pas à approfondir les débats sur les origines et les causes (ou sinon très rapidement). Gérer la dette implique des décisions, et puisqu'il s'agit de la dette publique, c'est l'État qui est repensé. Des discours régulent les politiques publiques en formant un contexte idéologique favorisant la prise de décisions orientées sous l'égide de la gouvernance.

Nous désirons d'abord démontrer qu'il existe des documents truffés de recommandations à ce sujet; le *Manifeste – Pour un Québec lucide* constitue notre idéaltype de la gouvernance exigée au sein des politiques publiques.

1.3.1 Lucidité, responsabilité, liberté.

En 1752, le philosophe britannique David Hume écrivait, dans *Essai sur le crédit public*, que si rien n'était fait pour limier l'endettement public, cette « pure folie », il faudrait s'attendre à une catastrophe pire qu'une « invasion barbare »³⁰.

Au départ, Hume pense le devoir de l'État en se référant à celui de l'individu. L'État ne devrait donc pas s'endetter de la sorte, parce qu'il s'agit d'un abus que l'individu ne peut se permettre. S'il admet que l'endettement public peut encourager le commerce, les répercussions sur celui-ci seraient éventuellement dommageables. Hume y entrevoit quelques problèmes particuliers, et parmi ceux-ci, certains peuvent être repris comme arguments aujourd'hui :

- la domination des grandes métropoles face aux régions plus reculées;
- une augmentation des taxes pour financer le fardeau de la dette;
- l'exode de l'activité au potentiel efficace vers d'autres territoires;
- encouragement de la paresse³¹.

³⁰ <http://pagesperso-orange.fr/philotra/essai%20sur%20le%20credit%20public.htm>. Toutefois, le document n'est pas paginé, ce qui explique qu'il n'y ait aucun renvoi pour les citations.

Ce qui inquiète Hume par-dessus tout, c'est la passivité générale devant cette dette, surtout qu'étant publique, elle appartient ainsi à tous les citoyens. Il désire sonner l'alarme, puisque « soit la nation doit détruire le crédit public, soit le crédit public doit détruire la nation ». Il compare effectivement la dette publique à un mur qui s'écroule, puis à une invasion barbare. Vivement les plans visionnaires! clame Hume, qui conclut son texte en affirmant qu'« Il ne faut rien de plus que son bon sens et être affranchi de l'influence de la folie et des illusions populaires ».

Nous avons présenté Hume parce que le *Manifeste – Pour un Québec lucide*, dirigé par l'ancien Premier ministre québécois Lucien Bouchard, rappelle étrangement le pamphlet du philosophe britannique. Idéologiquement, plusieurs passages sont presque identiques. Ce que cela nous indique, c'est qu'il existe, au sein de la pensée libérale classique en économie, des idéologies qui perdurent et qui influencent les politiques de l'État. Ainsi, il serait faux de dire que Hume a directement influencé les Lucides; plutôt, les deux textes traduisent une pensée qui perdure à chacune de leurs époques respectives.

D'abord, il est évident que les Lucides ont une conception nominaliste de la dette, d'autant plus que leur propre connaissance des chiffres reste incertaine : par exemple, lorsqu'on lit dans leur manifeste qu'« avec une dette de 120 milliards, chaque augmentation d'un point des taux ajoutera, à terme, 1,2 milliard au service de la dette » (p. 7), cela est techniquement erroné. En effet, chaque composante de la dette n'est pas affectée par les taux d'intérêts; certaines, même, en rapportent (Gill, 2006, p. 89). En effet, seuls les passifs vont augmenter en même temps que les taux d'intérêts; il faudrait donc réduire le chiffre avancé par les Lucides de presque la moitié.

Mais au-delà de ce détail technique, on remarque le sentiment d'urgence du discours, qui n'est pas sans rappeler les avertissements de Hume concernant la passivité populaire : « Nous sommes inquiets. Inquiets pour le Québec que nous aimons. Inquiets pour notre peuple qui a survécu contre vents et marées, mais qui ne semble pas conscient des écueils qui menacent aujourd'hui son avenir » (p. 2). Afin d'éviter la « glissade inexorable » qui

³¹ Hume n'explique pas cet argument dans son essai, mais on peut comprendre que pour lui, endettement est synonyme d'inefficacité. Ainsi, tolérer l'endettement signifie mésestimer le travail de ceux qui surveillent sagement leur budget.

précédera la visite des « huissiers »³², on propose plusieurs pistes qui sont encadrées dans une philosophie à trois volets : la lucidité, la responsabilité et la liberté (pp. 6-7).

D'abord, la lucidité – l'ouverture devant le changement, ou l'idéologie du Progrès. Ensuite, la responsabilité – l'acceptation des hausses de frais de toutes sortes pour les citoyens en plus d'une augmentation des heures de travail par rapport aux heures de repos. Enfin, la liberté – de commerce et d'entreprise, il va sans dire. Les Lucides ne s'opposent pas à la solidarité, telle que le démontre leur proposition d'un revenu minimum garanti, toutefois, cette proposition fait fi des augmentations des coûts de la vie qui suivent, et parfois même précèdent, la hausse des revenus. Donc, un revenu garanti ne permettrait pas seulement une hausse des frais d'électricité et des droits de scolarité, mais aussi celle des prix des produits vendus par les entreprises privées, sans parler de l'utilisation du crédit.

Parmi les solutions concrètes proposées, on retrouve la hausse des frais des services publics, « un environnement de travail favorisant la performance et l'innovation » (p. 8), une hausse des taxes à la consommation, et l'ouverture face à la privatisation des entreprises et services publics. Il est intéressant de constater le paradoxe suivant : toutes ces solutions existent déjà, en fait, sous forme de politiques publiques et économiques, et ce depuis les années 1980. En effet, les taxes et autres frais de services (même les frais de scolarité) n'ont pas diminué³³, et on assiste *déjà* à l'intrusion du privé dans le système public (*cf. infra* section 1.3.2). Les Lucides n'ont donc pas à s'inquiéter : leurs propositions sont déjà appliquées. Ils discutent également de l'allègement de la dette publique, qui représente selon eux « l'équivalent du budget de 12 des 21 ministères de l'État québécois » (p. 7), mais ce, en considérant les actifs et immobilisations inclus dans la dette totale (pour eux, il n'y a qu'une seule dette homogène, et aucun actif).

Voilà pourquoi nous présentons d'abord ce manifeste : il constitue un idéaltype de l'idéologie de la gouvernance des biens publics au sein des gouvernements dans l'optique d'une gestion de la dette. Nous devons donc considérer quelques faits empiriques qu'on a pu observer au Québec depuis les années 1980 qui témoignent d'une diminution de la

³² À défaut des barbares, imaginons-nous.

³³ On crée la TPS et la TVQ en 1990, taxes de 15% au total à la consommation. On remarque aussi depuis quelques années des augmentations de tarifs pour les services de garde, le transport en commun, l'électricité, les frais afférents en éducation, etc.

souveraineté politique et économique de l'État au détriment d'une souveraineté financière privée.

1.3.2 Finances publiques et opérations budgétaires : la théorie de Ricardo.

Avant d'expliquer la récente mutation de la politique d'État et son rapport à la Nouvelle gestion publique, il faut présenter un précepte théorique important, classique de la pensée libérale : la théorie de l'État et de l'impôt selon David Ricardo (1772-1823).

Ricardo est reconnu surtout pour sa théorie des avantages comparatifs. En ce qui nous concerne, l'auteur des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1823) retiendra notre attention en ce qui a trait à sa conception de la nature de l'impôt et sa critique du rôle de l'État dans l'économie.

L'impôt est « cette portion du produit de la terre et de l'industrie d'un pays, qu'on met à la disposition du gouvernement. En définitive, cette portion est toujours payée par le capital ou le revenu de la nation » (p. 131). Rapidement, on constate la position contre l'impôt sur le capital, non seulement parce qu'il freinait les investissements et les profits des rentiers et des entrepreneurs, mais également parce qu'il pourrait s'avérer nuisible pour la société dans son entièreté. En effet, lors d'une diminution de revenus nationaux, si l'État persiste à exiger les mêmes impôts, Ricardo n'y voit qu'un cheminement vers la misère et la ruine (p. 132).

Ce que stipule la doctrine libérale, c'est que l'État devrait garder sa fonction politique (concernant la guerre, par exemple) et ne pas se mêler de l'économie des autres entités. Autrement dit, un État qui retient de l'impôt nuit à l'investissement du capital dans la société et ralentit la consommation (p. 132). À ce sujet, on peut dire que Ricardo est donc utilitariste, selon la conception de C. Laval (2007, pp. 174-175). Il y a ici un parallèle entre les méfaits de l'impôt et sa théorie des avantages comparatifs encourageant le libre-échange : « Pour la prospérité générale, on ne saurait donner trop de facilité à la transmutation et à l'échange de toutes sortes de propriétés ; car c'est par ce moyen que

toute espèce de capital peut arriver à ceux qui l'emploieront le mieux, en augmentant les productions du pays » (Ricardo, p. 134).

On lit ensuite pourquoi on pourrait s'opposer autant à l'impôt sur les profits que sur les salaires : le premier tend à faire baisser le taux de profits, le second à hausser les salaires – donc, à affecter encore une fois les profits (pp. 181 et 191). Or, ce qui doit influencer la valeur, ce n'est certainement pas l'impôt : « Les choses, une fois qu'elles sont reconnues utiles par elles-mêmes, tirent leur valeur échangeable de deux sources, de leur rareté, et de la quantité de travail nécessaire pour les acquérir » (p. 26).

On comprend ainsi que selon Ricardo, l'État ne peut intervenir dans ce processus. Mais malgré l'opposition à l'impôt sur les salaires, on peut facilement percevoir qu'il ne recherche pas nécessairement le bien-être des ouvriers non plus : « Les impôts qu'on lève sur un pays pour les frais de la guerre ou pour les dépenses ordinaires du gouvernement, et dont le produit est principalement destiné à l'entretien d'ouvriers improductifs, sont pris sur l'industrie productive du pays » (p. 216). Redoutait-on déjà l'État providence et le mouvement ouvrier? Chose certaine, il est clair que l'on peut considérer Ricardo comme l'un des plus importants fondateurs du libéralisme économique et du libre-échange, toujours contemporain malgré ses « vieilles » idées.

Cet auteur classique a également traité de la dette publique, non sans une position tout aussi radicale par rapport au rôle de l'État. Dans un tel contexte, l'argument libéral n'est plus qu'économique, mais désormais moral : « La justice et la bonne foi exigent que les intérêts de la dette nationale continuent d'être payés, et que ceux qui ont avancé leurs capitaux pour l'avantage général, ne soient pas forcés de renoncer à leurs justes prétentions, sous le prétexte que cela convient à l'État » (p. 217). Toutefois, Ricardo ne croit pas que la dette nationale doive être remboursée coûte que coûte; il est préférable, quant aux finances de l'État, de diminuer les dépenses et d'éviter les emprunts (p. 218). Pourquoi ne pas rembourser cette dette? Pour ce faire, il faudrait obligatoirement augmenter les impôts; ceci est bien entendu hors de question.

Ce type de comportement économique ressemble en de nombreux points de vue aux doctrines actuellement dominantes, notamment à celles du Parti libéral du Québec, dirigé

de M. Jean Charest. Ceci n'est pas une simple coïncidence, et c'est ce que nous désirons illustrer.

Comment réagit le gouvernement Charest face à l'endettement public? Il ne parle pas de l'origine de cette dette; il refuse d'augmenter les impôts et les taxes, parce que ceci nuirait aux contribuables et aux investissements des entreprises³⁴; il refuse également de réduire la dette à tout prix, préférant investir afin que la dette soit à 25 % de notre PIB en 2026 dans ce qu'il a baptisé le Fonds des générations (*cf. supra* sections 1.1.1 et 1.2.1). Hors de question, également, de taxer davantage le capital, avec les résultats affichés à la section 1.2.2.

Malgré une progression de 2,6% en 2008 et de 2,8% en 2009 des bénéfices des entreprises, les revenus provenant des impôts des sociétés devraient diminuer de 4,4% en 2008-2009 et de 1,8% en 2009-2010. Ces écarts découlent des réductions importantes des charges fiscales pour les entreprises annoncées dans le présent budget et les précédents, en vue de favoriser la croissance économique, principalement par l'élimination graduelle de la taxe sur le capital ainsi que par la mise en place d'un crédit d'impôt à l'investissement dans toutes les régions du Québec. (ministère des Finances, 2008, p. C14).

Ceci nous permet de comprendre que le gouvernement libéral actuel est fidèle à la philosophie libérale de l'économie politique classique, et ce afin de favoriser le système économique en tant que seul moyen de créer des richesses et d'encourager la prospérité générale³⁵.

Ceci nous amène à donner un exemple de la gestion des politiques publiques et qui démontre comment l'État perd de son pouvoir politique au sein du système capitaliste dont le modèle paradigmatique est l'entreprise privée et la science du *management* (voir le

³⁴ Le fait saillant de la campagne électorale des Libéraux en 2003 était la promesse d'une baisse d'impôts de 1 milliard de dollars par année pendant 5 ans, ce qui n'a pas été respecté; toutefois, M. Charest s'est repris en 2007 lorsqu'il transforma le règlement du déséquilibre fiscal avec Ottawa en baisses d'impôts de 950 millions de dollars pour les contribuables.

³⁵ On apprenait dans l'actualité, au moment d'écrire ces lignes, que le gouvernement Charest tentait de cacher aux citoyens un déficit cumulé de 3,25 G \$ depuis 2007, en prétextant plutôt une réserve de plus de 2 milliards. Le hasard faisant parfois bien les choses, cette nouvelle, à la une du quotidien le Devoir du 12 novembre 2008, côtoie celle nous informant de l'importante privatisation des soins de santé par la CSST, une société d'État du Québec. Ces deux nouvelles illustrent bien le pont que nous voulons faire dans cette section-ci du mémoire, c'est-à-dire que la crainte de la dette en tant que symbole d'une mauvaise gestion des affaires publiques dirige les gouvernements vers une gestion inspirée de l'entreprise privée.

commentaire à la note 40 du présent chapitre, ainsi que *cf. infra* section 3.2). Cet exemple important, c'est la privatisation comme politique de la Nouvelle gestion publique (NGP).

La privatisation des services et biens publics n'est pas limitée au Parti libéral du Québec : le Parti québécois (PQ) a lui aussi utilisé ce procédé afin, notamment, de réduire les dépenses de l'État et d'atteindre les objectifs de la loi sur l'Équilibre budgétaire, dit déficit zéro (Carreau, 2005, pp. 124-172 concernant le PQ). Le cas du Parti libéral suffit cependant à illustrer notre propos de manière succincte.

L'ambition du Parti libéral lors de son élection était de « moderniser » l'État québécois. Les concepts de « modernisation » et de « réingénierie », nouveaux termes formels dépolitisés, ont été utilisés afin d'éviter de parler de privatisation ou de réduction du rôle de l'État. Chez certains experts proposant la privatisation, on utilisera aussi le mot *monétisation* qui est certainement moins conflictuel comme concept parce que tout simplement moins connu auprès des citoyens, en plus d'avoir une connotation économique plus positive (Joanis et Montmarquette, 2004). Le gouvernement définit le partenariat public-privé (PPP) comme un contrat

à long terme par lequel un organisme public associe une entreprise du secteur privé, à la conception, la réalisation et l'exploitation de projets de l'administration publique; qui établit un partage des responsabilités, des risques et des bénéfices entre les partenaires public et privé; qui stipule des résultats à atteindre pour améliorer une prestation de services aux citoyens (Gouvernement du Québec, 2004, p. 8).

Mais le projet de modernisation du gouvernement libéral avait pour objectif de créer une recentralisation de « l'État sur des missions essentielles et à lui faire faire des économies plus ou moins substantielles » (Carreau, 2005, p. 175). Cela signifie non seulement privatiser des programmes, mais aussi en éliminer. L'ex-présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, a eu cette déclaration pour décrire le programme de modernisation qui inclut les PPP :

Cette politique reflète l'intention du gouvernement de recourir davantage à ce mode de réalisation de projets, à l'instar de plusieurs gouvernements qui l'ont implanté avec succès, tant au Canada qu'à l'étranger. Obtenir des services de meilleure qualité au meilleur coût, faire appel à l'innovation et à l'expertise du secteur privé lorsque cela s'avère avantageux, réduire les coûts, les délais et les risques inhérents aux projets d'infrastructures ou de prestation de services et tirer pleinement avantage de

la concurrence, voilà les véritables objectifs poursuivis (Gouvernement du Québec, 2004, p. i).

Un tel discours, à teneur économiste et technocratique plutôt que politique, cache mal son objectif principal, soit de réduire non seulement la taille, mais aussi le rôle de l'État. Celui-ci n'aura plus désormais qu'un rôle mitigé qui se résumera à s'assurer que le système économique soit bien en contrôle. Bien sûr, l'objectif déclaré est de continuer à fournir des services pour les citoyens; mais ce ne sera plus nécessairement l'État qui s'en chargera. Cela signifie qu'un service devenu marchandise pourra voir son prix augmenter selon les critères du marché. Les économies de l'État servent donc à diminuer les avoirs des citoyens.

Parallèlement, une analyse consiste à entrevoir, avec les PPP, « un penchant à accentuer encore davantage le processus de libéralisation des marchés » incluant une « performance tributaire du nombre de PPP mis en œuvre et des sommes d'argent économisées. » (Carreau, 2005, pp. 185 et 182) Pourtant, en étudiant l'application des PPP avec un des objectifs qui est de diminuer la dette – ou simplement d'éviter les déficits – on constate que la cible a été néanmoins ratée. Effectivement, Carreau démontre que la privatisation établie massivement depuis les années 1990 n'a pas empêché les nouveaux déficits, bien au contraire, malgré les nombreuses tentatives. Il ne s'agit pas de condamner le déficit, évidemment, puisqu'il peut s'avérer parfois nécessaire. Mais rien ne prouve que les PPP peuvent nous y mener, d'autant plus qu'ils nourrissent le système qui entre en compétition avec l'économie de l'État (*cf. supra* 1.2.2 et 1.2.3). De plus, les responsabilités et les risques de l'État devant certains coûts ne sont pas toujours bien exprimés. À ce sujet, G. Breton admet que les

actifs ne seraient pas nécessairement sortis des livres de l'État. [...] Ce n'est pas Statistiques Canada qui va décider de ce qui va figurer dans les actifs des entreprises ou ceux de l'État. Même en Europe, la détermination de celui qui encoure le risque n'est pas une évidence et ne mène donc pas une position claire, sans discussions et négociations. Des spécialistes affirment que la réduction de la dette est un des buts primordiaux des PPP. [...] La pratique de l'utilisation des PPP pour masquer les dettes publiques est avérée dans des pays qui connaissent les mêmes tensions fiscales [qu'au Québec]. Ce serait bien étonnant qu'il en aille autrement ici. (2005, pp. 101-102)

Plus globalement, il s'agit de démontrer que le recours aux PPP est un exemple parmi tant d'autres de la Nouvelle gestion publique (NGP). Dans son ouvrage *Main basse sur l'État*, le sociologue D. Brunelle décrit la NGP comme un modèle de gestion, typique du capitalisme organisationnel, basé sur les 3 « E » : Efficacité, Efficience, Économie (2005, p.

25). Ici, le paradigme dominant demeure le *management*. On désire réduire la taille de l'État et le nombre de fonctionnaires, parce que le tout est jugé inefficace et trop coûteux. Pourtant, il demeure impossible de prouver que ce paradigme est supérieur à celui de la souveraineté politique et économique de l'État, puisque les marchés financiers demeurent eux-mêmes incertains en plus de générer leurs propres crises (Morin, 2006; Brière, 2005). De plus, comme le prétend la thèse principale de G. Breton, le privé recherche les profits, et non la qualité des services (2005). Pourtant, les objectifs de l'État ne sont pas et ne seront jamais la création de plus-value.

Brunelle poursuit en expliquant que ce modèle de gestion se voulait, à la base, volontairement non démocratique et sans transparence. Il cite l'extrait d'un rapport de recommandation états-unien dans les années 1970³⁶ dans lequel la NGP, et tous ces outils, ont l'avantage de réduire la démocratie politique et la participation des citoyens; c'est ainsi le seul moyen de faire respecter l'autorité et de créer une passivité politique consensuelle (Brunelle, 2005, p. 26-27). Ce type de contrôle volontairement non démocratique est ce que Rancière appelle l'archi-politique, c'est-à-dire l'autoconstitution d'une autorité prétendument supérieure qui choisit les rôles et places de tous dans la société, tout en limitant le pouvoir politique des gens que l'on croit incapables de parler et de réfléchir (1995, pp. 100-105)³⁷.

À la manière de Ricardo, la NGP témoigne l'idéologie de la non pertinence de l'État en matière d'économie (Brunelle, 2005, p. 25). Toutefois, il convient de soulever trois paradoxes propres à la NGP (pp. 51-54). D'abord, elle encourage une « schizophrénie institutionnelle » en séparant la politique de l'administration, ce qui fait que chaque décision similaire à l'ancien modèle bureaucratique crée hésitation et surveillance entre fonctionnaires. Deuxièmement, on veut d'abord des résultats, mais les moyens ne font pas encore l'unanimité, ce qui affecte la performance tant désirée. Enfin, les PPP n'ont jamais réussi à s'imposer comme un paradigme dominant en matière d'efficacité, d'économie et

³⁶ Parmi les auteurs, on retrouve Samuel Huntington, à qui l'on doit le *Choc des civilisations*.

³⁷ On peut également dire que le gouvernement Charest s'insère dans ce modèle archi-politique qui consiste à faire taire ses opposants parmi les citoyens tout en continuant son travail de réduction du rôle économique de l'État. En témoigne son usage répété du « baïllon », notamment celui de décembre 2003 qui força des employés de l'État à cesser de protester et à retourner au travail sans obtenir leur dû (Carreau, 2005, p. 173).

surtout de démocratie : « même l'OCDE, qui, plus tôt, affirmait sans nuance la supériorité du secteur privé, reconnaît que les analyses sont encore incomplètes et qu'il serait prématuré de porter un jugement définitif sur la question » (Brunelle, p. 54). On peut citer l'exemple du secteur de la santé, qui est plus cher et moins efficace aux États-Unis qu'au Québec, et ce malgré les assurances privées et l'absence de programme de gratuité universelle (Vaillancourt, 2006, p. 106).

Reste donc à affirmer que toutes ces idéologies gestionnaires n'ont pas encore réussi à empêcher les déficits ou à régler les inégalités fiscales. La privatisation des profits ne règlera pas le problème de l'endettement, d'autant plus que les fonctions de l'État ne sont pas les mêmes que celles des entreprises privées; la NGP ne peut donc pas s'y appliquer.

Dans son essai sur la NGP, D. Brunelle compare souvent celle-ci au modèle wébérien de la bureaucratie moderne. Les tenants de la NGP déplorent que la finalité des actions publiques aient laissé leur place à une administration trop complexe qui se perd elle-même (Brunelle, 2005, p. 41). Le « désenchantement du monde » serait-il bien la faute de l'État? Ce type de pensée est la même qui encourage la baisse du taux d'imposition pour les entreprises sous prétexte qu'il n'y ait pas d'autre alternative. Nous croyons au contraire que l'État est important, plus que jamais, et qu'il possède, de par sa souveraineté, un rôle politique et économique³⁸.

1.4 Conclusion : Passage de l'étude empirique de la dette publique à la question de la souveraineté de l'État.

Avant d'enchaîner avec le deuxième chapitre, qui portera sur la question de la souveraineté de l'État, nous croyons que la présentation de la pensée de John Maynard Keynes sur la dette publique servira de transition pertinente entre la question de la gestion de la dette, tout juste traitée dans notre mémoire, et celle du rôle de l'État. C'est pourquoi

³⁸ Il n'est pas difficile de prouver cela en ce moment. La crise financière qui débuta en août 2007, démontre que les banques, marchés financiers et grandes entreprises se tournent vers l'État quand les liquidités manquent. Paradoxalement, cela témoigne de la privatisation des profits et de la nationalisation des pertes. Sur ce retournement dialectique, voir notamment F. LORDON, Le jour où Wall Street est devenu socialiste, *Le Monde diplomatique*, octobre 2008, no. 655, pp. 1, 4-5.

nous préférons en parler ici plutôt que dans le chapitre II. Keynes a grandement influencé la théorie socio-économique et les politiques publiques au XX^e siècle, mais qu'en reste-t-il aujourd'hui?

Bien avant la parution de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), donc avant la crise économique de 1929, Keynes a parlé de la dette publique dans différents médias en 1924. Il écrivait qu'il n'y a qu'un seul moyen d'encourager l'épargne à l'intérieur des territoires d'un État et donc d'y encourager l'emploi. Comme l'écrit F. Poulon, Keynes « propose un moyen de retenir l'épargne nationale dans le pays : l'État doit veiller à ne pas laisser diminuer le montant de sa dette, car " si, du fait du remboursement de la dette publique, il y a diminution de l'offre de titres dans le pays, alors apparaît la nécessité de rechercher des placements extérieurs" » (2000, p. 37). Dans cette affirmation se trouve l'essentiel de la nuance entre Keynes et les économistes libéraux comme David Ricardo, Adam Smith ou Robert Thomas Malthus. Selon Keynes, il ne saurait être pertinent de laisser au seul marché de réguler l'économie. Cette intervention sur le rôle de l'État et de la dette publique a particulièrement démontré sa pertinence dans les années 1930, puisque la crise de 1929 qui dura jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale représentait la preuve qu'une certaine autonomie du système capitaliste ne pouvait éviter les crises majeures – sans compter tous ces impacts négatifs sur les travailleurs et la population en général. C'est dans sa *Théorie générale* que Keynes explique en quoi l'État possède une fonction bien précise en matière d'économie. Keynes désirait trouver le moyen de stabiliser le système capitaliste tout en veillant à ce que les travailleurs aient de quoi épargner et consommer. La solution, c'est l'intervention de l'État, d'où la théorie de l'impôt de Keynes.

Les impôts sur le revenu, notamment lorsqu'ils distinguent les revenus ne résultant pas du travail, les taxes sur la plus value du capital, les droits de succession et autres exercent autant d'influence que le taux de l'intérêt sur la formation de l'épargne ; il est même possible que les modifications éventuelles de la politique fiscale aient, au moins sur la prévision, plus d'influence que le taux de l'intérêt lui-même. Lorsque la politique fiscale est délibérément utilisée comme un moyen d'obtenir une répartition plus égale des revenus, c'est alors qu'elle contribue le plus à accroître la propension à consommer. (2005, p. 116)

La raison de l'efficacité de l'État, par son intervention régulationniste, c'est qu'il constitue l'acteur économique le plus rationnel du système (Poulon, 2000, pp. 64-65). En effet, les agents économiques ont peine à réagir devant les risques ou les crises. L'État, n'ayant aucun avantage à accumuler les profits, se doit de bien redistribuer les richesses produites, ceci étant la meilleure façon d'équilibrer le marché et d'éviter les crises de surproduction.

Dans cet ouvrage, Keynes poursuit sa réflexion sur la dette publique. Il réitère qu'il serait fautif, dans les circonstances de crise économique, de chômage ou d'une faible propension à la consommation, de chercher à amortir la dette. La dette publique représente une épargne commune entre l'État et les citoyens (2005, p. 116).

En somme, la théorie interventionniste se veut universaliste et inclusive. Ce n'est pas qu'une théorie économique, c'est une véritable philosophie sociale. Celui qui a inspiré le modèle de l'État providence voulait effectivement davantage qu'un système capitaliste très productif; cela n'avait aucune fonction si ça ne servait pas l'intérêt général. Aux dires de Keynes, dans sa conclusion à la *Théorie générale*, le processus économique idéal reste la *socialisation de l'investissement*, sans toutefois prôner le socialisme.

Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avèrera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure les compromis et les formules de toutes sortes qui permettent à l'État de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, on ne voit aucune raison évidente qui justifie un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté (2005, p. 371).

Le Québec des années 1960-1970 a grandement été construit selon le modèle de Keynes, puisque quelques déficits ont été accumulés pour encourager des projets, mais sans que l'on connaisse les problèmes d'endettement qui, eux, sont survenus beaucoup plus tard. L'intervention de l'État était indispensable selon Keynes, et ce, afin de stimuler l'épargne et la consommation chez les travailleurs, et aussi, parce que le marché autorégulateur demeure, selon lui, impossible.

Mais qu'est-il arrivé à ce modèle qui a pourtant si bien réussi à redistribuer les richesses produites? Et la dette est-elle vraiment synonyme d'épargne, surtout lorsque l'on connaît son évolution? En effet, dans le contexte actuel et contre une partie de la théorie de Keynes, nous croyons qu'il pourrait être nuisible de considérer la dette comme une épargne – bien

que ce ne soit pas totalement faux – puisque cela encourage les investisseurs financiers à poursuivre l’achat des bons du Trésor et à contribuer à augmenter la dette publique, sous prétexte qu’ils aident ainsi l’État à financer ses projets. À la lumière de ce que nous avons démontré à la section 1.2, la dette en soi ne doit pas être démonisée, mais non plus banalisée. Quant à l’État interventionniste, le modèle est politiquement nécessaire et efficace, mais il demeure plutôt faible au sein du capitalisme contemporain (Freitag, 2008, pp. 146-147).

DEUXIÈME CHAPITRE

SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT.

2.1 Rôle de l'État : comment le concevoir?

Toutes les questions sur la puissance financière, nous l'avons vu, affectent directement la souveraineté de l'État, c'est-à-dire que le pouvoir de l'État à diriger les projets politiques en assurant la reproduction et l'unité de la société est mis en doute. Ce n'est plus la souveraineté politique, mais l'économisme, la gouvernance ou la nouvelle gestion publique¹. L'État possède clairement un rôle, et rares sont les écoles de pensées à vouloir l'éliminer. Cependant, les frontières de ses activités ne sont plus précisément délimitées, même au chapitre de ses propres politiques publiques. L'interrogation est celle-ci : l'État peut-il diriger les intérêts de la société? N'a-t-il pas été sous-estimé depuis plusieurs années, surtout lorsque comparé aux plus grandes firmes transnationales accumulant les profits – avec des rôles tout à fait différents, ne l'oublions pas – ? Quelle est la capacité politique de l'État? Dans la plupart des théories qui seront présentées dans ce chapitre, on ne reconnaît pas le pouvoir institutionnel légitime et la souveraineté nécessaire de l'État. Ne faudrait-il pas d'abord reconnaître l'essence de la souveraineté politique de l'État, surtout pour agir face à la montée de la souveraineté financière globalisée, nuisible à la société?

L'objectif de ce deuxième chapitre est d'exposer quelques unes des principales théories contemporaines de l'État et d'en démontrer la cohérence, ainsi que les problèmes politiques et épistémologiques qu'elles comportent. Il va sans dire que nous désirons ainsi répondre aux problèmes empiriques démontrés au premier chapitre. D'abord, nous avons choisi d'étudier et de confronter les théories de l'État suivantes : l'idéal-type du pouvoir légal

¹ Par exemple, il est intéressant de constater qu'en 2008, le slogan officiel de la campagne électorale du Parti libéral du Québec a été « L'économie d'abord, oui ».

bureaucratique selon Weber; l'anarcho-capitalisme individualiste de Nozick; les multitudes communistes de Hardt et Negri; le systémisme de Innerarity; enfin, la théorie de l'école de la régulation. Aussi, à la présentation de grandes théories dans cette section 2.1 sera opposée celle, spéculative, de la section 2.2, que nous considérerons comme point de départ pour penser l'État.

2.1.1 La forme légale bureaucratique du pouvoir politique.

C'est en 1921, à titre posthume, que paraît *Économie et Société* (1995) de Max Weber. Le sociologue canonique y présente son idéaltype de l'État légal à direction administrative bureaucratique. Cet idéaltype, caractéristique de l'État contemporain, est construit comme suit :

C'est une réglementation administrative et juridique, modifiable par des lois, d'après laquelle s'oriente l'entreprise de l'activité de groupement de la direction administrative (également réglementée par des lois) et qui revendique une validité non seulement pour les membres du groupement [...] mais aussi, dans une large mesure, pour toute l'activité qui s'y déroule dans les limites du territoire qu'il domine. [...] Cet aspect du monopole de la violence réservé à la domination étatique est une caractéristique aussi essentielle de sa condition présente que son caractère d'institution rationnelle [...]. (p. 99)

Dans sa conception de l'État, Weber précise avec minutie les composantes de l'organe bureaucratique, entre autres, en décrivant les tâches et les caractéristiques des fonctionnaires, êtres complètement détachés de la dynamique sociale lorsqu'ils sont dans le cadre de leur travail. Il y est question de hiérarchie, de formation et de fonctionnariat (p. 294-295). Bien sûr, Weber considère que ce modèle est le résultat logique de la rationalisation et de l'accomplissement de finalités au sein de toute « sociation » contemporaine. L'État n'est pas seulement l'idéal-type suprême pour illustrer la bureaucratie; il représente l'aboutissement des procès de rationalisation des activités de groupement politiques modernes (pp. 96-97).

Dans *Le savant et le politique* (1919), Weber va expliquer les conséquences de la rationalisation du monde moderne, qui cumule avec l'État bureaucratique tel que défini plus haut. En effet, pour Weber, l'État constitue en quelque sorte une institution normale

pour une société aussi rationnelle que la nôtre. Pourtant, il y voit un penchant négatif. Une telle conception rationnelle, puis bureaucratique, de l'organisation sociale ne peut mener qu'à un désenchantement du monde, c'est-à-dire à la disparition de tout ce qu'un monde peut avoir de magique et mystérieux. Cette magie perdue nous emprisonne plus qu'elle nous libère.

L'intellectualisation et la rationalisation croissantes ne signifient donc nullement une connaissance générale croissante des conditions dans lesquelles nous vivons. Elles signifient bien plutôt que nous savons ou que nous croyons qu'à chaque instant nous pourrions, pourvu seulement que nous le voulions, nous prouver qu'il n'existe en principe aucune puissance mystérieuse et imprévisible qui interfère dans le cours de la vie; bref que nous pouvons maîtriser toute chose par la prévision. Mais cela revient à désenchanter le monde. (Weber, 1963, p. 13)

On remarque une double problématique dans la conception weberienne. D'abord, l'État n'est pas libérateur, mais dominateur. En effet, s'il y a État, c'est qu'il y a des gens qui se font dominer à l'aide de la violence légitimée par le pouvoir, c'est-à-dire que seulement lui peut l'utiliser de manière légale (p. 29). Cela reviendrait-il à dire que sans État, les individus seraient moins victimes de domination? On sait qu'il faut distinguer également le pouvoir traditionnel et le pouvoir charismatique, mais semble-t-il que celui de l'État bureaucratique moderne ne puisse se passer de la violence pour dominer ses citoyens. Ensuite, cet autre problème est de nature ontologique dans la mesure où cette rationalisation est irréversible. Weber démontre que la rationalisation est incontournable dans la modernité occidentale, mais il la regrette quelque peu puisqu'elle mène au désenchantement. Cela revient à dire que sous le contrôle de la violence de l'État, la vie ne pourra plus avoir cet aspect magique. On comprend aussi que la machine bureaucratique devient ainsi de plus en plus incontrôlable; Weber s'oppose d'ailleurs à une progression supplémentaire des instances bureaucratiques, et c'est pourquoi il favorise plutôt l'économie capitaliste au socialisme, lequel renferme une teneur beaucoup plus bureaucratique².

C'est justement ce type de jugement libéral qui a encouragé la création des NGP; l'État est considéré comme un monstre bureaucratique incontrôlable, et seule l'économie capitaliste serait capable d'efficacité. Pourtant, on sait que les crises économiques ne sont

² Voir à ce sujet l'étude de Wolfgang Mommsen, *Max Weber et la politique allemande, 1890-1920* (1985), particulièrement le chapitre *Max Weber et l'évolution politique intérieure de l'Allemagne avant la première guerre mondiale* (pp. 125-155).

pas créées par l'État, mais bien au sein même du système capitaliste. Ainsi, non seulement la conception wébérienne de l'État bureaucratique surestime l'économie capitaliste (porteuse d'une certaine éthique puritaine dans ses racines, selon Weber), mais son désespoir devant le désenchantement social créé par la rationalisation de l'État bureaucratique demeure nihiliste. Politiquement, ce modèle n'a aucune portée normative valable, puisqu'il considère le désenchantement et les rapports de dominations comme allant de soi avec l'État.

2.1.2 L'anarcho-capitalisme et l'État minimal.

Robert Nozick est une figure importante de l'anarcho-capitalisme. Nous devons souligner sa pensée puisque son livre *Anarchie, État et utopie* (1974) propose justement une théorie de l'État minimal qui s'oppose notamment à la pensée de Weber. En effet, Nozick mentionne que l'État « semble permettre à certaines personnes de faire respecter leurs propres droits, et ne semble pas protéger tous les individus à l'intérieur de son domaine » (Nozick, 1988, p. 41). L'État qui prétend posséder le monopole du pouvoir va nécessairement brimer les droits des individus. « Ayant plus d'habilitations à agir, cette organisation a plus de droits d'agir. Mais elle n'est pas plus que quiconque dotée du droit d'être l'agence dominante » (p. 176).

Essentiellement, le schéma que donne Nozick est celui d'une relation entre l'État et le citoyen en tant qu'individu autonome. C'est donc ainsi qu'il esquisse sa thèse en faveur d'un État minimal :

Un État minimal, qui se limite à des fonctions étroites de protection contre la force, le vol, la fraude, à l'application de contrats, et ainsi de suite, est justifié; tout État un tant soit peu plus étendu enfreindra les droits des personnes libres de refuser d'accomplir certaines choses, et il n'est donc pas justifié; enfin, l'État minimal est aussi justifié que juste. Deux implications méritent d'être signalées : l'État ne saurait user de la contrainte afin d'obliger certains citoyens à venir en aide aux autres, ni en vue d'interdire aux gens certaines activités pour leur propre bien ou leur protection (p. 9).

D'une certaine façon, on pourrait dire que la fonction économique de l'État relève d'un objectif fondamental qui est celui de l'équité et de la redistribution. Toutefois, même ce

modèle ne serait pas justifié. Le fait de prendre quelque chose à quelqu'un pour le redistribuer (par exemple, tirer un impôt sur le salaire au travail) représente rien de moins que la légitimation du travail forcé (pp. 210-211). Nozick trouve donc absurde que quelqu'un accepte de payer de l'impôt mais refuse de travailler directement, plusieurs heures par jour, pour aider quelqu'un dans le besoin : pour lui, cela revient au même³. Dans cette optique, l'État ne devrait en aucun cas prendre les impôts pour redistribuer l'argent à ses citoyens. Les initiatives doivent être prises par chacun des individus, à condition que leurs droits ne soient pas bafoués de manière criminelle – là seulement, l'État pourrait intervenir. Devant les contingences de la vie, l'État ne peut – et ne doit – rien faire pour tenter d'égaliser les chances de chacun (pp. 292-293).

Il est pertinent de souligner que Nozick parle des « actifs collectifs » pour désigner les biens communs de la société – ce que le gouvernement québécois appelle de nos jours actifs matériels ou immobilisations – mais cela concerne également les richesses naturelles : « tout le monde a quelque droit ou créance sur la totalité des actifs naturels (considérés comme un fond commun), sans que personne n'ait de créances différentielles. La distribution des dons naturels est considérée comme un "actif collectif" » (p. 281). Ces actifs ne sont pas distribués de manière totalement égale au sein de la société, mais il ne pourrait en être autrement, selon Nozick, parce que le partage signifie alors la violation des droits individuels :

Si les actifs et les talents des personnes *ne pouvaient* être mis au service des autres, ferait-on quelque chose pour supprimer ces talents et actifs exceptionnels, ou pour interdire que la personne qui les possède les exerce ou les utilise à son avantage ou à celui de la personne de son choix, même si cette limitation n'améliorerait pas la position absolue de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont incapables de mettre les talents et les capacités des autres à leur service? » (p. 282).

Selon Nozick, la source que la véritable justice, c'est l'envie. Autrement dit, les accès aux services, à l'eau, aux tarifs raisonnables, aux soins de santé, etc., ne pourront jamais être égaux; raison de plus de laisser les choses telles qu'elles sont, puisque la seule façon,

³ Sans le mentionner, Nozick affirme la même chose que Marx, mais en l'appliquant à l'État plutôt qu'au propriétaire des moyens de production. Marx affirme que la plus-value absolue s'obtient en faisant travailler l'ouvrier suffisamment longtemps pour que la valeur de son travail dépasse celle de son salaire (2006, p. 570). Marx le déplore, car cet argent se transforme en capital; il n'est pas justement distribué dans la communauté. C'est la nuance que Nozick ne fait pas.

autrement, de créer une société plus égale, serait de créer un nivellement par le bas où chacun n'aurait aucun droit, où chacun ne pourrait choquer personne.

Face à cette dernière observation, mais aussi de manière générale face à l'appareil théorique de Nozick, il faut souligner la critique qu'a faite Freitag, dans son plus récent ouvrage, à l'endroit de cet anarchiste. La pensée individualiste qui insiste sur le besoin de réduire la place de l'État constitue, à presque tous les points de vue, la même idéologie que celle des tenants du néolibéralisme et de l'accumulation illimitée des profits (Freitag, 2008, p. 31). Fait intéressant – mais peut-être Freitag l'ignore-t-il – Nozick a plus tard clairement affirmé qu'il ne s'opposait pas au capitalisme. Dans un ouvrage intitulé *Why do intellectuals oppose capitalism?*, Nozick se demande pourquoi les professeurs des universités en Occident s'affirment comme étant « de gauche » – sans pour autant faire la preuve de cette affirmation. L'hypothèse qu'il tente de défendre est que les étudiants talentueux, qui constatent leurs chances de devenir une référence dans leur champ, deviennent jaloux de ceux qui, finalement, les surpassent. Nozick affirme que le capitalisme permet une ouverture de possibilités, mais que les intellectuels préféreraient être les plus intelligents et les plus écoutés. Avec un système scolaire méritocratique, les étudiants aux grandes ambitions ne tolèrent pas, selon lui, la compétition qui pourrait leur nuire, d'où leur haine de la compétition propre au capitalisme⁴.

Bref, selon les thèses qu'il défend, Nozick aurait pu remplacer le mot *Anarchie* de son ouvrage par *Capitalisme* et les idées auraient pu être défendues de la même façon. De plus, sa conception du capitalisme dans *Why do intellectuals oppose capitalism?* tend à mettre en lumière une certaine confusion entre capitalisme et démocratie, comme nous l'avons souligné dans notre introduction au sujet de la thèse de Hobsbawm. Ainsi, les idées de Nozick favorisent davantage les possesseurs de grands capitaux au détriment des citoyens et de l'État, parce que ceux-ci doivent respecter la liberté des dominants sur la scène financière.

Enfin, nous devons souligner un problème de l'ordre de l'épistémologie politique. Nozick soutient que l'anarchisme doit se faire valoir contre toute philosophie politique, et

⁴ Voir le résumé de sa thèse que Nozick présente lui-même à l'adresse suivante : http://www.cato.org/pubs/policy_report/cpr-20n1-1.html (consultée le 14 novembre 2008).

ce, afin de la détruire (p. 20). Notre volonté de faire de la dette une question politique nous incite à contredire la théorie de Nozick parce que celle-ci élimine la politique sous prétexte qu'elle encourage la violence totale de l'État et la création des inégalités. Ce qu'avance Nozick, c'est ce que Rancière appelle la méta-politique : éliminer toute forme de politique parce que celle-ci serait apparemment à la base de tout abus, de tout mensonge : « La méta-politique, c'est le discours sur la fausseté de la politique » (1995, p. 119). Il est à ce titre impensable d'oublier le rôle politique de l'État et la teneur politique de notre thèse principale sur la dette, car c'est ce qui nous évite de sombrer dans le laisser-faire selon la loi du plus fort ou du plus chanceux – ce que Rancière appelle cette fois la post-politique.

2.1.3 Les multitudes communistes.

Michael Hardt et Antonio Negri s'inscrivent contre Weber autant que contre Nozick et, comme nous le verrons plus loin, Hegel (*cf. infra* section 2.2).

La répression et la destruction de l'humanité ont été perpétrées par les grands gouvernements libéraux et socialistes. Nous avons vu comment tout cela est en cours de re-création dans le gouvernement impérial, au moment même où les circuits de coopération productrice ont mis la main-d'œuvre, dans son ensemble, en état de se constituer elle-même en gouvernement. (Hardt et Negri, 2000, p. 423)

Cela n'est pas sans rappeler le *Manifeste communiste* de Marx et Engels, dans lequel on prévoyait la dictature du prolétariat. Néanmoins, dans ce classique de la théorie politique, l'État n'était pas complètement méprisé; on le croyait nécessaire, au lendemain du Grand Soir, afin de structurer les activités d'une société communiste, de nationaliser les terres et les usines, d'encourager une éducation gratuite, etc (Marx et Engels, 1973, pp. 80-81). Hardt et Negri, quant à eux, ne croient pas que l'État soit une institution valide pour répondre aux besoins des êtres humains : « nous savons bien que le *big government* a été un instrument de redistribution de la richesse sociale et que, sous la pression des combats de la classe ouvrière, il a servi dans la lutte pour l'égalité et la démocratie. Aujourd'hui, cependant, tout cela est fini » (2000, p. 422). Nous verrons d'abord comment ces auteurs conçoivent la souveraineté de l'État, pour ensuite étudier leur critique de la souveraineté capitaliste.

Malgré une quelconque lueur d'espoir à propos de l'État au XX^e siècle, il ne faut pas se bercer d'illusions : l'État ne peut être qu'un outil répressif. Il existerait deux raisons à cela. En premier lieu, le recul de la puissance des États devant un Empire économique déterritorialisé n'a fait que transformer l'État en vulgaire structure juridico-économique au service d'organisations juridico-économiques telles que l'Organisation mondiale du commerce ou le Fonds monétaire international. En deuxième lieu, et surtout, l'institution étatique « porte avec elle toute une série de structures et d'idéologies répressives et toute stratégie reposant sur elle doit donc être rejetée pour cette raison » (pp. 407-408).

Selon les deux auteurs, la souveraineté s'oppose à la communauté. Comment tout un peuple peut en arriver à sentir un certain nationalisme patriotique? « Ce qui apparaît comme révolutionnaire et libérateur dans cette notion de souveraineté nationale et populaire, toutefois, n'est en réalité rien de plus qu'un nouveau tour de vis, une nouvelle extension de soumission et de la domination que le concept moderne de souveraineté traînait avec elle depuis les débuts » (p. 139). Hardt et Negri ne croient pas au « peuple », ils y préfèrent la multitude, concept signifiant « une relation constituante non conclusive » (p. 140). D'une certaine façon, le nationalisme sert à légitimer le pouvoir répressif de l'appareil étatique.

La montée en puissance de l'État peut prendre deux voies : la social-démocratie ou le totalitarisme. Pourtant, l'un comme l'autre ne serait pas souhaitable. Le réformisme social-démocrate permet l'évolution du capitalisme au sein de son organisation tout en freinant constamment le projet révolutionnaire du prolétariat, tandis que « ce qui est totalitaire est le fondement organique et la source unifiée de la société et de l'État. [...] Une notion originelle du peuple impose une identité qui homogénéise et purifie l'image de la population, tout en bloquant les interactions constructives » (p. 151).

L'autre souveraineté critiquée et en tout point rejetée par Hardt et Negri est celle du capitalisme. Alors que la souveraineté de l'État entoure sa population et délimite son territoire, la souveraineté du capitalisme, au contraire, détruit ces frontières. « Le capital n'exige donc pas un pouvoir transcendant mais un mécanisme de contrôle qui réside sur le plan de l'immanence » (p. 397). L'impérialisme existe toujours, selon eux, en tant que système qui canalise les subjectivités, encourage le mouvement des capitaux, freine celui des multitudes. Mais contrairement à Marx, l'impérialisme n'aurait pas mené à l'aliénation

de l'État, mais il aurait plutôt fait de cet État un outil ultime de contrôle. Aussi, si Hardt et Negri s'opposent également à la privatisation (p. 421), ils ne favorisent pas pour autant la nationalisation totale des richesses collectives; pour eux, État et capitalisme vont de pair.

Il faut enfin mentionner que le modèle wébérien ne tient plus, selon la conception communiste. Selon Weber, l'État légal et bureaucratique n'est pas composé d'une administration aux multiples fonctions d'activité politique, mais il s'agit en fait d'un appareil complexe servant des intérêts différenciés, impossible à unifier : l'État administratif a un problème de multifonctionnalité instrumentale (p. 412). Cela s'expliquerait notamment par un parallèle idéologique et formel avec capitalisme financier transfrontalier.

En raison de l'histoire de près de 150 ans qui les sépare de Marx, Hardt et Negri se méfient de l'État en raison du cas de l'Union soviétique et des résultats mitigés de l'État-providence. Ainsi, ils croient que la multitude, composée de combattants et intellectuels opprimés anti-impérialistes, doit à elle seule s'opposer à la souveraineté financière du capitalisme. Cette position utopique est complètement assumée par les auteurs, mais justement, elle fait fi des avancées de l'État démocratique au cours du 20^e siècle. Ils prétendent que le militantisme peut venir à bout des injustices perpétrées par l'OMC, le FMI ou le système financier international. Pourtant, une des seules façons de limiter la puissance anti-démocratique des grandes institutions financières internationales est de leur opposer des instances étatiques qui protégeraient les intérêts des sociétés et de leurs citoyens. Mais cela est possible si et seulement si les États sont réellement souverains. En effet, que peuvent les multitudes à elles seules? Selon Hardt et Negri, il ne faut aucune « médiation » entre la multitude et l'Empire (2000, p. 474). En niant la nécessité des pouvoirs étatiques, Hardt et Negri semblent plutôt cautionner la puissance actuelle de l'Empire (Freitag, 2008, p. 358). Nier l'essence et le rôle sociétal de l'État souverain, comme le font les auteurs d'*Empire*, « c'est consentir à la domination totale d'un autre Empire global, qui ne règnera plus sur des sociétés, mais sur une "multitude" atomisée et indifférente. Cette impérialité totalisante n'intégrera pas les civilisations, mais elle gèrera la domination déshumanisée des systèmes » (*ibid.*, p. 365).

Cela nous permet justement de passer à la théorie systémique de la politique, grandement systématisée par le sociologue Niklas Luhmann, mais également par Daniel Innerarity, qui s'intéresse particulièrement à la philosophie politique. C'est l'un de ses ouvrages qui nous aidera à poursuivre notre réflexion sur le rôle de l'État dans le système mondial.

2.1.4 Le système de la politique.

Selon la théorie des systèmes, il existe plusieurs systèmes (politique, économique, juridique, culturel, etc.) avec leur mode de fonctionnement, et chaque système est autoréférentiel, dépourvu « de tout centre intégrateur à caractère vertical, [afin de] mieux réguler la complexité sociale » (Bonny, 2004, p. 203). Certains théoriciens du systémisme avancent entre autre que le système politique n'est pas en mesure de réguler l'économie. C'est le cas de D. Innerarity, qui se réfère régulièrement aux travaux de N. Luhmann.

La thèse de départ de D. Innerarity dans *La démocratie sans l'État* (2006) est que la société est devenue bien trop complexe et différenciée pour que l'on puisse y saisir une unité sociétale : « La mondialisation supprime précisément cette coïncidence des espaces économiques et politiques et par là ôte toute efficacité à l'action de l'État » (p. 169).

Suivant le point de vue systémique, le rôle de l'État

dans la société de la connaissance, *postcapitaliste et postterritoriale*, consiste à coordonner et mettre en relation des systèmes sociaux si complexes, savants et dynamiques qu'ils excluent tout contrôle étatique autoritaire. La politique est aujourd'hui devenue une activité spécialisée *visant à produire des effets* qui, dans les sociétés complexes, sont extrêmement incertains : modérer l'ensemble social, assurer la compatibilité et la compossibilité des systèmes fonctionnels autonomes. La politique est seulement une voix dans le concert de l'auto-organisation de la société (pp. 194-195, nous soulignons).

Il y a beaucoup de choses dans cette citation, et nous devons développer sur cette thèse puisqu'elle s'approche de la conception nihiliste de la post-politique critiquée tant par J. Rancière que par M. Freitag; d'autant plus que pour D. Innerarity, le meilleur État est

celui qui est *ironique* (p. 197)⁵. D'abord, il n'est pas évident d'affirmer qu nous vivons dans une société postcapitaliste; au contraire, nous nous trouvons au paroxysme du capitalisme avancé tel que décrit par Y. Bonny (*cf. supra* Introduction). Toute notre hypothèse est d'ailleurs construite sur le contexte de la domination de la puissance capitaliste et des règles des systèmes consolidées par l'*overclass*. Quant à la conception postterritoriale de notre société, elle s'applique probablement au systémisme financier, cette souveraineté sans frontière ni gouvernement. Toutefois, il est problématique d'affirmer que le territoire et ses frontières ne sont plus pertinents, puisque cela éliminerait toute possibilité de la souveraineté de l'État, donc de la souveraineté des peuples, ce qui ouvrirait la porte à l'exploitation illimitée des êtres humains et de la nature sous prétexte qu'il n'y a plus de territoire. M. Freitag exprime bien la nécessité de respecter la souveraineté des sociétés nationales (2008, p. 360). Il affirme que ces sociétés possèdent leur histoire, leurs mythes et leurs mœurs, et cela ne peut se faire que dans le cadre d'un territoire souverain et donc légitimement délimité et protégé. Prétendre la fin de la territorialisation, c'est admettre la légitimité de l'impérialisme aujourd'hui par des entreprises privées au nom de leur rentabilité économique⁶.

Dans la citation mentionnée plus haut, D. Innerarity affirme que tout contrôle autoritaire doit être évité. On ne peut nier cette crainte qui correspond d'ailleurs aux notions d'archi-politique et d'ultra-politique élaborées par J. Rancière⁷, mais surtout à la fonction de police en tant que « configuration des occupations et des propriétés des espaces où ces occupations sont distribuées » (Rancière, 1995, p. 52). Et cette police doit constamment

⁵ Nous constatons là un lien avec la pensée d'A. Samson qui s'avoue lui-même cynique, donc supposément lucide pour penser sa génération et l'État (*cf. supra* section 1.2.1).

⁶ Un ouvrage récent, aux répercussions inattendues, illustre parfaitement la capacité des entreprises s'établissant sur le continent africain sans respecter la souveraineté territoriale des pays en question. L'établissement de clôtures affichant le fameux « private property » fait état de l'accumulation primitive toujours existante au service des gains de capitaux pour les actionnaires, et contre les travailleurs et habitants d'un environnement *alégalement* exploités (voir le travail de A. Deneault *et al.* dans *Noir Canada*, 2008).

⁷ Peu développée par J. Rancière, mais reprise par S. Žižek, l'ultra-politique est cette application militaire de la politique en vue d'anéantir un ennemi (Žižek, 2004, p. 37).

être remise en question par l'action politique des citoyens⁸. Cependant, on sait que D. Innerarity pousse plus loin la fonction autoritaire que peut exercer l'État, car pour lui, on glisse nécessairement vers une sorte de totalitarisme : « Sans retenue active, le système politique pourrait souhaiter contrôler, dans la famille, l'éducation, la culture, jusqu'aux détails les moins susceptibles d'être régulés. Il donnerait alors libre cours à la logique de son mode d'action, interventionniste par nature » (2006, p. 199). Ce souhait de l'État non parasitaire mène à l'évocation classique de l'échec du communisme étatique (p. 196). Il demeure toutefois dommage que l'idée d'un État fort verse souvent dans les allusions à l'Allemagne nazie ou à l'Union soviétique totalitaire, alors que le système capitaliste, lui, est rarement accusé d'engendrer des problèmes d'ordre politique⁹. À ceci, on peut opposer notamment une philosophie politique plus classique, selon laquelle il est « impossible de négliger d'abord le totalitarisme immanent à l'imaginaire capitaliste : expansion illimitée de la "maîtrise rationnelle", et organisation capitaliste de la production dans l'usine : *one best way*, discipline mécanique obligée » (Castoriadis, 1990, p. 202).

Pour D. Innerarity, il est désormais impossible pour l'État de revendiquer une quelconque souveraineté, « car il dépend dans une trop grande mesure d'un savoir, de capacités de décision et de moyens financiers qui sont largement partagés au sein de la société. [...] L'État post-héroïque n'a plus la chance d'avoir une société qui sans lui tomberait dans l'anarchie ou le chaos » (2006, p. 200). D. Innerarity explique cette affirmation en rejetant la philosophie hégélienne, mais cet argument est incomplet puisqu'il ne tient pas compte de toutes les sphères sociales nécessaires, selon Hegel, à la liberté humaine. En effet, jamais Hegel ne prétend que seul l'État est essentiel à l'ordre (*cf. infra* 2.2). Les moyens financiers et le savoir dont parle D. Innerarity ne sont jamais limités au monopole étatique – sauf peut-être, encore une fois, chez des marxistes orthodoxes. La souveraineté de l'État telle que défendue depuis le début de ce mémoire ne suppose pas non

⁸ Mentionnons avant l'heure que le concept de police chez J. Rancière n'a rien à voir avec celui de Hegel, chez qui la police signifie une tâche administrative pour le bien-être des citoyens (2003, pp. 316-327).

⁹ Bien que ce ne soit pas au cœur de notre propos, il faut souligner que c'est probablement Hannah Arendt qui a le mieux souligné le rapport possible entre capitalisme et impérialisme, puis totalitarisme, dans son œuvre maîtresse *Les Origines du totalitarisme* (2002; en particulier le chapitre « L'émancipation politique de la bourgeoisie », in *L'impérialisme*, pp. 369-414).

plus la suprématie de l'*overclass* dirigeante du systémisme financier. Bref, le pouvoir de l'État ne se légitime pas par le monopole du savoir contre les universités, par exemple, pas plus qu'il n'empêche les activités économiques au sein du libre-marché¹⁰.

Le systémisme propose de limiter le système de la politique à la négociation, « sans imposer une solution » (p. 217). Cela signifie de créer un nouveau système, celui de la négociation, c'est-à-dire un espace de terrain neutre où chaque système peut entrer en contact afin de coopérer. Il esquisse la proposition de l'État superviseur afin de réguler ces négociations « sous la forme d'un médiateur, modérateur ou superviseur » (p. 218). Quelles doivent être les limites du système de la politique? :

Sans une intervention politique, les systèmes de négociation se dégradent en simples relations d'échange mercantile, dans lesquelles chacun recherche son utilité immédiate. Mais si l'intervention est excessive, ces systèmes – qui doivent être simples, fluides et responsables – s'atrophient en organisations totalement régulées. » (*ibid*)

Nous ne pouvons pas nier que l'État, en tant qu'institution par excellence du pouvoir politique, ne doive pas limiter les activités de ce que Hegel appelle la « société civile » (*cf. infra* 2.2). Toutefois, nous aurions trouvé pertinent une thèse de la part de D. Innerarity selon laquelle le système de l'économie doit lui aussi ne pas contrôler les autres systèmes. En attendant, même le caractère horizontal des systèmes demeure illusoire : « En effet, l'abolition de tout contrôle et de toute régulation de nature politique, sous quelque forme que ce soit, fait aussi disparaître ce qui est propre à la sphère économique, qui absorbe alors en elle l'ensemble de la vie sociale » (Freitag, 2008, p. 67).

2.1.5 Théorie de la régulation.

Voyons justement comment doit fonctionner la régulation étatique de l'économie pour ceux qui, par le fait même, se disent régulationnistes. Ceci nous permettra de revenir sur l'exemple de la dette avant d'étudier en détail la conception spéculative à la section 2.2. En

¹⁰ Nous avons au contraire démontré la volonté de l'État d'encourager les entreprises privées (*cf. supra* section 1.2.2).

effet, les régulationnistes pensent le rôle de l'État au sein du système mondial en tant que l'une des institutions qui doivent réguler l'économie.

Robert Boyer, avec Alain Lipietz et Michel Aglietta, est un des noms les plus importants de cette théorie inspirée du modèle marxiste – sans être aussi critique. Leurs études sont vastes. Voici la problématique de leur théorie : « Face à la multiplicité des formes institutionnelles qui sont au cœur d'une économie capitaliste, quels sont les mécanismes susceptibles d'en assurer la cohérence et la viabilité pendant un temps? » (Boyer, 2004, p. 26)

Il y a selon cette théorie cinq institutions qui ont pour fonction d'apporter le plus d'équilibre possible à une économie. Il y a d'abord le *régime monétaire*, le *rapport de concurrence entre entreprises* et le *rapport salarial*. Les deux autres nous intéresseront ici particulièrement puisqu'elles sont davantage des institutions à l'échelle macroéconomique qui touchent directement la question de la dette : il s'agit de *l'État* et du *régime de l'économie internationale*.

Il est entendu que chacune de ces institutions agit au sein de l'économie capitaliste afin d'en combattre les crises, même si celles-ci sont impossibles à éviter totalement : « En fait, les crises sont la traduction même des caractéristiques du mode de régulation et du régime d'accumulation [capitaliste] » (p. 76). Malheureusement, les crises sont essentiellement celles du capitalisme même; les impacts sur l'État ne sont pas énumérés.

On peut néanmoins affirmer que, selon cette école, le rôle de l'État dans le système capitaliste est certainement contradictoire. En effet, il se trouve dans une situation où il doit satisfaire à la fois les demandes des entreprises et des salariés en plus de celles de l'économie internationale : « Cette forte interdépendance entre les formes institutionnelles et le rôle de l'État n'est autre que l'expression de l'imbrication des sphères politique et économique » (p. 30). Ce rôle est d'autant plus ambigu qu'au niveau international, l'État ne doit pas intervenir (outre pour les tarifs douaniers) et laisser libre cours au jeu de la concurrence (pp. 30-31).

Concernant les finances publiques, il est difficile de trouver des textes de la théorie de la régulation, puisque, comme nous l'indique le régulationniste B. Théret, cette approche

« a longtemps oublié d'analyser, conformément à son épistémologie, la forme "État" » (1995b, p. 190). Cela s'explique par le fait que le capitalisme et l'État auraient, d'après les penseurs de la régulation, chacun sa logique de développement propre (pp. 190-191). Entre autres, l'État aurait à gérer ses propres finances, étant un acteur politique et non économique. Autrement dit, le rôle de la théorie de la régulation est d'« élucider cette dynamique interne à l'ordre politique » (p. 191).

N'empêche, l'État étant une des cinq institutions de la théorie, il serait faux de dire qu'il n'a aucun rôle qui influence le rapport de concurrence et le régime de l'économie mondiale. Par exemple, par ses mesures fiscales ou des investissements dans des infrastructures de production, il encourage des entreprises à investir dans cet État ou dans un autre.

Il est possible que l'État ait peu ou pas de déficits en même temps que la croissance économique des entreprises privées; nous avons l'exemple des Trente Glorieuses. La condition à un tel phénomène est un mécanisme fiscal garantissant des revenus à l'État tout en permettant des accumulations de capital (p. 194). Il est intéressant de constater que ce n'est justement pas dans cette période que les dettes publiques ont le plus augmenté, mais plutôt à partir du début des années 1980. La crise de l'État providence, d'un point de vue régulationniste, débute « quand son circuit d'autofinancement est remis en cause et que la valeur du "capital de vie" qu'il produit n'est plus reconnue à la hauteur de son coût » (p. 195). En ce sens, Théret affirme que l'endettement constitue un coussin de sécurité sociale, et c'est pourquoi il ne s'y oppose pas.

En résumé, nous voyons qu'aucune des théories présentées ici ne préconise la disparition de l'État, mais toutes s'entendent sur le point que son pouvoir devrait être limité – à l'exception de celle de la régulation. Nous considérons cette dernière conception comme la plus proche du modèle dialectique (*cf. infra* 2.2). Ce que nous voulons présenter maintenant, c'est que contrairement aux auteurs méfiants du pouvoir contrôlant de toute vie sociale, un État plus fort pourrait être bénéfique pour ses citoyens ainsi que pour les politiques et les finances publiques. C'est là que le phénomène de la dette voit une de ses pistes de solution. Ceci est bien sûr possible à condition que le pouvoir politique demeure à

la fois imputable et révocable selon les principes démocratiques (voir notamment Rancière, *cf. supra* Introduction). Plusieurs théoriciens susmentionnés doutent de cette possibilité; il faut désormais présenter, au contraire, d'une telle option réaliste.

2.2 Conception spéculative de l'État.

L'objectif de cette section est d'exposer l'idée hégélienne de l'État comme source potentielle d'alternative aux différentes théories tout juste présentées, et ce, bien sûr, dans une mise en contexte de notre problématique sur la dette publique. Ainsi, nous reviendrons à quelques reprises sur les auteurs de la section 2.1, parce que certains ont critiqué Hegel; nous verrons comment la théorie hégélienne, bien qu'elle remonte au début du XIX^e siècle, demeure toujours contemporaine malgré les critiques, moyennant une mise à jour¹¹.

Tout d'abord, nous présenterons les sphères formelles et abstraites nécessaires à la réalisation de l'État – qui, lui-même, permet à son tour la possibilité de ces sphères. Ensuite, nous expliquerons les caractéristiques de l'État, en tant que rationalité universelle. Enfin, nous établirons la pertinence de la pensée hégélienne face aux critiques d'Innerarity et de Hardt et Negri. Nous ne pouvons pas, évidemment, résumer ici toute la philosophie du droit de Hegel, mais nous présenterons idéalement les points principaux qui serviront de cadre à la souveraineté de l'État face à la souveraineté financière, et ce, toujours afin de soutenir notre objet de départ qui demeure la dette publique du Québec.

¹¹ Il faut noter que Freitag est lui-même grandement influencé par l'œuvre de Hegel, particulièrement par l'intermédiaire de Alexandre Kojève. Afin de mieux structurer notre argumentaire, nous préférons présenter, comme prévu, la sociologie freitagienne dans le chapitre III.

2.2.1 Les sphères individualistes et les sphères institutionnelles de la société.

C'est dans les *Principes de la philosophie du droit* (1820) que Hegel confirme sa philosophie politique. Nous ne pouvons pas la présenter brièvement sans parler des autres sphères qui permettent l'État et qui sont elles-mêmes régulées de manière politique. En effet, cela s'explique par le fait que, selon Hegel, les conditions objectives des actions individuelles et collectives se forment de manière dialectique ; l'universel permet l'individualité, et celle-ci, par ses actions, crée l'universel : « La dialectique [...] pose donc en dernier le tout – ici l'État – qui fait profiter de son être, comme de leur support nécessaire, les déterminations partielles, abstraites, en elles-mêmes fragiles » (Bourgeois, 2003, p. 315). La dialectique signifie donc que le monde n'est objectivement possible que si ses contradictions se tempèrent et se complètent à la fois. En un mot, la liberté n'est possible qu'à l'intérieur de cadres institutionnalisés. C'est cette thèse que nous tenterons de démontrer en développant la théorie normative de l'État.

L'État est une institution au sein de la sphère de l'éthicité, et « l'éthicité est l'idée de la liberté » (Hegel, 2003, p. 251), c'est-à-dire que c'est au sein de l'éthicité, ou vie éthique, que l'individu devient véritablement libre. Il existe selon lui deux autres sphères, plus individualistes celles-là, qui sont le droit abstrait et la moralité : la première représente les droits individuels établis juridiquement, et la deuxième, l'élaboration d'une autonomisation réflexive de l'individu. Il ne s'agit pas d'élaborer longuement ces deux sphères, mais soulignons seulement qu'elles sont incomplètes, selon Hegel. A. Honneth résume la pensée hégélienne de la moralité et du droit abstrait de cette façon : « [Hegel émet un] diagnostic portant sur les effets négatifs que doit engendrer, au sein du monde social de la vie, l'autonomisation de ces libertés » (2008, p. 62). Autrement dit, ces deux sphères sont utiles, mais elles concernent davantage le côté égoïste de l'individu. C'est ainsi, par exemple, que la morale de l'un se cognera à la morale de l'autre ; comment la liberté, puis la société, peuvent être possibles dans ce cas ?

C'est dans l'éthicité que la liberté devient possible. C'est dans cette sphère que la société pourra fonctionner. L'éthicité constitue « le concept de la liberté devenu monde présent-là et nature de la conscience de soi » (Hegel, p. 251). On peut percevoir, dans cette

courte définition, la dynamique de la dialectique : l'éthicité concerne autant le monde objectif que la conscience individuelle, à condition que ceux-ci se complètent mutuellement.

La sphère de l'éthicité comporte elle-même trois sphères sociales, l'une permettant l'autre. Ces sphères sont en quelque sorte des cadres institutionnalisés qui véhiculent des normes et des mœurs nécessaires au fonctionnement de la société : il s'agit de la famille, de la société civile et de l'État. Il demeure essentiel d'expliquer d'abord les deux premières, sans quoi le rôle de l'État serait plus difficile à légitimer.

La famille peut être étudiée rapidement dans ce contexte. Elle reste une sphère privée, c'est-à-dire que ce n'est pas l'amour qui y est institué et régulé, mais plutôt le mariage, le droit des enfants, le legs de la richesse, etc. (voir notamment pp. 269-270). La famille permet l'existence de la deuxième sphère privée, la société civile. On y retrouve le commerce et le travail, le droit administratif, la police, administration des services sociaux, en quelque sorte, et les corporations, soit les institutions sociales et associations de toutes sortes. Nous désirons souligner le domaine de la production de la richesse. Celle-ci est notamment animée par les intérêts et les besoins égoïstes, pas nécessairement néfastes :

Dans cette dépendance et cette réciprocité du travail et de la satisfaction des besoins, l'égoïsme subjectif se renverse en contribution à la satisfaction des besoins de tous les autres [...]. Or la possibilité de contribuer à la richesse universelle [...] se met en relief dans toutes les directions et à tous les degrés et, avec ce qui reste de contingence et d'arbitraire, a pour conséquence nécessaire l'inégalité de la richesse et des talents des individus (pp. 291-292).

Hegel considère que le marché doit servir à la société dans son ensemble, et non pas seulement pour les profits de l'individu – bien que les inégalités soient insurmontables. Il se distingue ainsi des penseurs libéraux classiques en ce sens que l'économie ne peut fonctionner seule, et qu'elle ne représente pas le moyen effectif de la liberté : « l'intérêt privé trouve sa satisfaction dans son travail pour l'universel » (p. 296).

La richesse ainsi produite doit servir, de manière indirecte, à toute la communauté. Malgré cela, toute entreprise commerciale, qu'elle soit industrielle ou artisanale, sert à répondre à des besoins chez les individus. L'activité économique demeure chose privée, mais la société civile mène nécessairement à la troisième sphère de l'éthicité, l'État, sinon elle risquerait de devenir activité purement égoïste. En effet, si les inégalités sont

nécessaires, elles ne doivent ni encourager la pauvreté de masse (ce que Hegel nomme la populace; p. 323), ni promouvoir le luxe et l'accumulation de fortune.

2.2.2 L'État hégélien.

Hegel pense l'État « post-révolutionnaire » (Kervégan, 2003, p. 65), et tente de construire une vision normative et spéculative¹² de la politique étatique : « L'État est l'effectivité de l'idée éthique » (Hegel, 2003, p. 333). Par effectivité, il veut dire ce qui « n'est pas le réel, mais ce qui, du réel, peut être pensé comme rendant raison de soi » (Kervégan, 2003, p. 15). Donc, le sujet ne peut atteindre la liberté sans l'État, sans compter les autres sphères de l'éthicité, bien entendu. Toutefois, c'est l'État qui représente le plus haut niveau de l'effectivité, de la rationalité. Si le citoyen est dans l'obligation de faire partie de l'État, ce n'est pas pour limiter son autonomie, mais bien afin de favoriser son épanouissement. En ce sens, on ne peut pas penser le développement de la société sans réfléchir aux devoirs et aux droits de chacun des individus en tant que citoyens de l'État, de chaque entrepreneur privé en tant que producteur d'une richesse collective.

Voyons comment l'État peut être défini dans cette perspective :

Il désigne le côté proprement politique du tout culturel, mais, en un sens large, il signifie cette totalité culturelle de l'universel, pour autant qu'il la révèle comme réelle – et par là, fait croire en elle – à travers la perspective empirique de ses structures objectives. [...] Et l'État est précisément l'objectivation de l'esprit comme pensée (Bourgeois, 2003, p. 314).

Précisons le sens de la dernière phrase de la citation : l'esprit objectif signifie qu'il existe des structures objectives et rationnelles au sein de la société comme de l'État, que l'individu, les familles et les membres de la société civile ne peuvent ignorer, dans la mesure où c'est d'être libre qui est visé. Agir à l'encontre de ces structures nécessaires,

¹² Faire de la spéculation signifie « conceptualiser l'État non pas tel qu'il est, mais tel qu'il doit être connu » (Kervégan, 2003, p. 21).

bien ancrées dans les mœurs, peut nuire non seulement à la liberté de l'individu même, mais également à la société dans sa totalité¹³.

Parallèlement, on peut comprendre pourquoi cette conception s'oppose non seulement au libéralisme économique, mais également à l'anarchisme :

L'intérêt des individus-singuliers comme tels est alors la dernière en vue de laquelle ils sont réunis, et il s'ensuit également que c'est quelque chose qui *relève du bon plaisir que d'être membre de l'État* [nous soulignons]. – Or celui-ci a un tout autre rapport avec l'individu; attendu qu'il [l'État] est l'esprit objectif, l'individu n'a lui-même d'objectivité, de vérité et d'éthicité que s'il en est membre (Hegel, 2003, p. 334).

Autrement dit, le droit et l'obligation sont les deux éléments d'une même dynamique, sans lesquelles l'ordre et l'épanouissement ne seraient pas possibles. C'est l'État, en bout de ligne qui a le devoir de limiter les pulsions égoïstes des pulsions purement individuelles : « L'intérêt particulier ne doit vraiment pas être mis sur la touche, voire opprimé, on doit au contraire le mettre en concordance avec l'universel » (p. 346). On peut parler alors d'un libéralisme social, qui « consacre politiquement les droits sociaux, fait naître dans le citoyen la conscience qu'il a, comme tel, tout autant des droits que des devoirs. » (Bourgeois, 2003, p. 317) Cette dialectique constitue donc un modèle étatique qui n'est ni monarchique, ni aristocratique, ni même seulement démocratique, mais plutôt une combinaison des trois (Hegel, p. 368), qui se distingue radicalement de l'État libéral (p. 344).

Bref, avant de parler de la souveraineté de l'État, mentionnons seulement que le sens de ce que Hegel nomme la disposition d'esprit politique, comme « aspiration au vivre ensemble, en tant qu'elle résulte des formes objectives et institutionnalisées de l'existence communautaire et les conforte en retour » (Kervégan, 2003, p. 70). Il s'agit de la fonction pédagogique assurant une politisation du citoyen qui reconnaît que son bien-être personnel passe nécessairement par le bien commun. Le pouvoir de l'État n'a donc rien à voir avec une tyrannie; Hegel mentionne notamment que le gouvernement a bien un rôle administratif et non autoritaire, et que les décisions, prises par les fonctionnaires et les administrations supérieures, doivent être faites de manière collégiale, tant dans l'intérêt particulier qu'universel (pp. 386-388).

¹³ Voir notamment la lecture de Honneth (2008, pp. 27-28).

J.-F. Kervégan rappelle que « la souveraineté appartient à l'État comme tel, et non pas à telle ou telle des autorités qui le composent » (2003, p. 78), et c'est pourquoi on peut affirmer que Hegel ne favorise pas un quelconque despotisme. L'État n'est pas un appareil bureaucratique, bien qu'il en contienne un. En fait, il faut comprendre que la dialectique fonctionne avec l'idée de l'État souverain; souverain par rapport aux autres États et à la société civile. Inversement, en faisant obligatoirement partie de l'État, chacun profite de la souveraineté de celui-ci, puisque que son objectif se veut universel. Les parties du pouvoir administratif travaillent à la dynamique de l'activité rationnelle de l'État. Le peuple, quant à lui, est souverain dans la mesure où il est « substituant par soi et constitue un État autonome [...] On peut aussi dire de la souveraineté vers l'intérieur qu'elle réside dans le peuple » (Hegel, 2003, p. 378). Cela veut dire que face à la souveraineté d'un État extérieur ou à la volonté égoïste de quelconque intérêt économique, c'est la souveraineté du peuple qui prime; Hegel entend par là, en quelque sorte, le patriotisme. Néanmoins, pense-t-il, le peuple ne pourrait être souverain sans la souveraineté de son État. La souveraineté de l'individu qui gouverne elle-même dépend de la liberté des citoyens. Cependant, que le gouvernant

décide seul ne signifie en rien qu'il décide arbitrairement. En effet, il décide absolument [...] et sur la base des propositions objectives préparées par le gouvernement et son cabinet [:] quelqu'un doit trancher. C'est là reconnaître que la décision politique ne peut être simplement technique, technocratique, mais doit toujours être proprement *politique*. (Bourgeois, 2003, p. 318)

Nous voulons, à partir de cette citation, rétablir le pont avec la sphère de la société civile. D'un point de vue dialectique, laisser à des technocrates choisir ce qui est bon pour l'État ou non, surtout si, en bout de ligne, la souveraineté de l'État est atteinte au profit unique d'acteurs égoïstes au sein de la société civile. Hegel avait lui-même dans sa mire les technocrates de l'époque. Kervégan mentionne que Hegel, à sa façon, se méfiait du juriste savant :

Armé de sa culture historique, [le juriste savant] sait – et lui seul le sait – réactiver le "lien vivant avec les situations originaires" par une proposition herméneutique appropriée. Pour Hegel, au contraire, l'interprète [de l'esprit du peuple], c'est l'État, et l'instrument principal de ce travail interprétatif n'est pas le droit savant, mais la législation (Kervégan, 2003, p. 34).

L'éthicité ne peut s'arrêter à la société civile, car au sein de celle-ci, le marché de l'économie est mené par des intérêts individuels, et il y a un manque important d'obligations. L'obligation possède pourtant une forte fonction normative de libération (pp. 254-255).

En effet, comme il a été mentionné dans la section sur Innerarity (*cf. supra* 2.1.2), la société civile laissée à elle-même sombrerait dans le nihilisme (la post-politique, selon Rancière), et c'est effectivement le propre de l'idéologie capitaliste moderne lorsque celle-ci tente de s'émanciper de tout pouvoir politique : « Ce que Hegel aurait ainsi diagnostiqué avant tout autre, c'est la tendance pathologique des sociétés modernes – nous dirions aujourd'hui capitalistes – à engendrer des formes de subjectivités sans contenu, vides de déterminations, bref les formes de [...] la subjectivité "sans objet" » (Franck Fischbach, *in* Honneth, 2003, p. 15).

En somme, l'État québécois est-il hégélien? Non, et pour plusieurs raisons¹⁴. Nous pouvons affirmer que plusieurs membres de la société civile ne contribuent pas à la préservation de l'universel de par leurs agissements égoïstes. Nous pensons évidemment à certains individus de l'*overclass* qui ne contribuent pas suffisamment à l'impôt et qui, de l'autre côté, profitent des bons du Trésor pour enrichir leur fortune personnelle (*cf. supra* 1.2.2 et 1.2.3). Mais pour vraiment accomplir son devoir auprès de l'État, donc de la société dans sa totalité, il vaut mieux contribuer à la richesse générale qu'à l'accumulation disproportionnée d'avoirs personnels. La conséquence est que l'État lui-même peut difficilement contribuer à remplir ses obligations envers ses citoyens, les familles, les membres de la société civile qui accomplissent leurs fonctions sociales, leurs obligations. À ce sujet, Hegel émet une critique envers Karl Ludwig von Haller lorsque celui-ci parle des impôts prélevés auprès des citoyens, des entreprises; selon von Haller, il serait pernicieux pour l'État de prendre ces impôts pour ensuite s'en défendre en disant qu'il s'agit désormais de la richesse de l'État, et non pas celle du souverain (Hegel, p. 342). Au

¹⁴ Une de ces raisons est bien sûr que le Québec n'est pas un État indépendant et souverain au sens constitutionnel; il n'est pas une République. Mais dans le cadre de notre étude, cela importe peu, puisque d'une certaine façon, le Québec tente de demeurer souverain de son économie tant qu'il le peut, même face au Canada et aux États-Unis. Le Québec, notamment, gère ses propres finances publiques. Les limites de cette souveraineté au Québec ne concernent toutefois pas notre sujet présentement.

contraire, Hegel cherche à expliquer que les intérêts des citoyens sont protégés par l'État – en particulier en ce qui concerne les droits de propriété et la liberté individuelle (p. 334); mais cela ne signifie pas pour autant que ces individus doivent s'émanciper de l'État, car le droit qui leur est octroyé sous-tend également un devoir envers l'universel.

Jamais, dans cette œuvre, Hegel ne s'oppose au libre marché, qui permet la satisfaction des besoins de chacun, et à la propriété privée, qui est d'ailleurs le principe premier de la sphère du droit abstrait. Il est toutefois mentionné que même si l'économie est l'affaire de la société civile, il est dommage que l'économie de marché mène à des inégalités économiques : « plus [l'individu] est aveuglement enfoncé dans la fin égoïste [...], plus il a besoin d'une telle réglementation pour être reconduit à l'universel » (p. 319). Hegel ne préconise pas un étatsisme coercitif en matière d'économie, puisque le talent et le capital seront toujours inégalement distribués, mais il est conscient que les entreprises privées ont besoin d'une réglementation venant d'une quelconque « puissance publique » (p. 318)¹⁵. Qui plus est, après la publication de ses *Principes de la philosophie du droit*, dans les années 1820, « la critique hégélienne de la libre entreprise va se durcir. Il ne fait pas de doute, pour lui, que le "cancer", comme il le nomme, de la pauvreté à grande échelle découle du "laisser aller, laisser faire" qui est "le principe de notre temps" » (cité par Kervégan, 2003, p. 319, n.3).

On remarque régulièrement la confusion entre ces deux sphères de l'éthicité. Il est pourtant clair que l'une et l'autre s'influencent : « Sa force réelle [celle de l'État] se nourrit, certes, du développement (d'abord économique) de la société et de la satisfaction qu'y prend la liberté des individus, pourtant elle n'est elle-même comme force que dans la totalisation politique de cette présupposition sociale » (Bourgeois, p. 319). L'État permet donc la liberté économique, bien entendu, mais à condition que celle-ci ne devienne pas plus importante que l'effectif rationnel du politique.

¹⁵ Hegel ne précise pas quelle pourrait être cette « puissance publique », mais il ne s'agit pas de l'État en tant que tel, ni de son gouvernement. On pourrait toutefois faire un lien entre cet idéal et les organismes indépendants tels que l'Office de la protection des consommateurs, le Bureau de la concurrence, etc.. L'État a en effet le pouvoir de créer des organismes et des commissions indépendantes qui veillent dans la société civile à la protection des citoyens et des corporations.

En bref, Hegel a compris que la société a besoin de l'institutionnalisation des mœurs qui ont fait leurs preuves en matière de rationalité. Pourtant, contrairement à d'autres penseurs du droit naturel comme Rousseau ou Hobbes, il ne s'attarde pas à savoir si l'homme est foncièrement bon ou mauvais; il spéculé seulement sur la possibilité d'un vivre-ensemble qui doit être encadré afin de penser la liberté possible uniquement qu'au sein de l'universel. Une liberté qui brime celle des autres s'annihile elle-même¹⁶. L'État existe, on ne peut faire comme s'il n'existait pas, et la meilleure façon d'harmoniser les activités sociales est de faire en sorte que ni l'État, ni la société civile, ni la moralité individuelle ne prenne le dessus sur les autres. Pour cela, les sphères sociales doivent avoir un cadre et un objectif communs afin de ne pas combattre pour des intérêts opposés. Le point ultime, universel, où chacun peut trouver la source de sa liberté et de son émancipation, Hegel le désigne comme étant la souveraineté de l'État.

2.2.3 Les critiques.

Nous devons exposer les réserves de certains auteurs que nous avons nous-même critiqués au début du deuxième chapitre. En effet, les communistes Hardt et Negri, ainsi que le théoricien du systémisme D. Innerarity ont exprimé leurs positions face à Hegel. J.F. Kervégan et B. Bourgeois, par exemple, apportent néanmoins quelques précisions concernant les dites limites de cette *Philosophie du droit*.

Rappelons premièrement que pour Hardt et Negri, la souveraineté de l'État signifie une situation de domination contre les citoyens. De plus, ils affirment que le pouvoir de l'État ne limite pas la société civile; en effet, ils stipulent que le capitalisme a pris de l'expansion avec l'aide de la souveraineté croissante de l'État.

La relation hégélienne entre particulier et universel réunit en termes particuliers et fonctionnels la théorie Hobbes-Rousseau de la souveraineté et la théorie Smith de la valeur. La souveraineté européenne moderne est la souveraineté capitaliste, une forme de commandement qui surdétermine la relation entre individualité et universalité, comme fonction du développement du capital (Hardt et Negri, 2000, p. 121).

¹⁶ En fait, elle devient une puissance de domination.

Nous avons pourtant montré que Hegel préconisait la richesse de l'État pour l'ensemble de la société, et que la pauvreté de plus en plus massive avait encouragé Hegel, dans les années 1820, à adopter les idéologies des politiques réformistes de certains de ses contemporains. De plus, même s'il est vrai que Hegel s'intéressait grandement à l'économie politique naissante (il lisait Smith, Ricardo, Say, etc.), il insistait sur le fait que la « main invisible » ne peut garantir l'équilibre de l'universel. En effet, nous avons montré plus tôt que pour Ricardo, l'État avait un rôle nuisible en économie, notamment par la levée de l'impôt.

Nous croyons cependant que le problème majeur dans cette affirmation de Hardt et Negri demeure qu'elle soutienne une corrélation entre la montée du capitalisme et le développement de l'État-nation. Les tenants du pouvoir de l'État ont plutôt intériorisé les idéologies utilitaristes propres à la philosophie libérale depuis plusieurs siècles (Laval, 2007, chap. 2). De plus, comme le mentionne E. Meiksins Wood dans *The origin of capitalism*, le capitalisme est né d'une appropriation des moyens de production par des anciens seigneurs féodaux, dans le milieu agricole britannique (2002, chap. 5). Ce n'est que par la suite que les moyens économiques, non militaires, se sont étendus dans toute l'Europe, puis dans le monde entier, même si les États n'avaient pas prévu ces transformations socio-économiques, comme autant de pressions commerciales externes (p. 64).

La pensée de D. Innerarity également s'oppose à la conception de Hegel. Pour D. Innerarity, le pouvoir politique ne peut tout voir et tout diriger : « On ne peut assigner à la politique une tâche qu'elle ne peut mener à bien et qui ferait nécessairement naître l'accusation d'incompétence : représenter l'unité de la société sous des conditions qui ne le permettent plus » (2006, p. 192). Il s'oppose aux théories traditionnelles unifiantes du pouvoir politique, parce que la société est devenue bien trop complexe :

À son époque, Hegel pouvait célébrer dans l'État l'unité rationnelle de la société. Nous savons tous aujourd'hui que cette unité n'a pas fait suffisamment justice aux différences. L'unité d'une société complexe ne vise pas à réaliser une intégration sacrifiant la pluralité mais à *optimiser les conditions permettant de libérer la diversité face aux contraintes que lui impose une cohérence forcée* [nous soulignons]. L'unité est un contexte pour l'hétérogénéité, quelque chose comme un contexte virtuel. Le gouvernement de telles rationalités locales aspire à ce que celles-ci, malgré leur

partialité inévitable, travaillent sans perdre de vue les images de l'unité sociale où se reflètent les contraintes sans lesquelles des modèles divergents ne peuvent être rendus compatibles (p. 193).

Ainsi, D. Innerarity tend à proposer les nouvelles tâches de la politique. Pourtant, prétendre que l'État exerce une « cohérence forcée » ne correspond pas tout à fait au systémisme que nous constatons actuellement. Comment expliquer sinon que la souveraineté financière devienne de plus en plus importante depuis les années 1970 (*cf. supra* 1.2.2 et 1.2.3)? De plus, D. Innerarity juge désuète la pensée hégélienne, car il dit que l'État, dans la conception spéculative, chercherait à sacrifier la pluralité. Hegel prétend au contraire que le pouvoir de l'État, possédant cette légitimité inspirée d'une idéologie transcendante, a pour fonction de permettre aux acteurs de s'épanouir au sein des différentes sphères sociales. Les sphères dont parle Hegel, contrairement aux systèmes d'Innerarity, ne peuvent encourager la liberté de chacun si elles s'opposent toutes. Un système politique de la médiation dont parle Innerarity sous-estime la puissance du système de la finance, ce qui fait de celui-ci un système qui se retrouve au-dessus de tous les autres systèmes – un peu comme l'institution du régime économique international qui, selon l'école de la régulation, se trouve au sommet de la pyramide (*cf. supra* 2.1.5). Le systémisme n'est horizontal qu'en apparence.

Pour Hegel, la dialectique impulsée par le pouvoir étatique prétend à la verticalité des sphères, non pas dans une domination de la puissance imposée aux autres sphères sociales, mais plutôt d'une manière dynamique et dialectique. L'État ne doit pas seulement servir de médiateur, mais il doit également imposer les lois et limiter les excès de la société civile. C'est ce que le théoricien du systémisme n'admet pas, malgré les inégalités économiques qui peuvent s'en suivre. C'est justement pour cela que d'un point de vue hégélien le gouvernement doit exister : « Organe d'exécution et d'application des décisions politiques, le gouvernement veille aussi, certes, à ce que les affaires [...] gérées par les collectivités (communes, corporations) ne nuisant pas à l'intérêt public » (Bourgeois, p. 318).

2.3 Conclusion : De la souveraineté de l'État à la perspective épistémologique et ontologique.

Dans une étude comparative de Hegel et Weber, Catherine Colliot-Thélène (*Le désenchantement de l'État. De Hegel à Max Weber*, 1992) constate que les deux penseurs allemands définissent l'État comme l'institution de la raison (p. 17). Le point commun le plus important entre la *Philosophie du droit* et *Économie et Société*, en qui a trait à l'État, demeure la fonction bureaucratique, nous dit-elle, incluant un large fonctionnariat. Mais ce point serait-il le plus important à retenir? Aussi, le concept de raison, cher aux deux auteurs, peuvent-ils être considérés comme des synonymes dans un tel contexte? Nous pouvons en douter, et C. Colliot-Thélène admet les limites de ce rapprochement (p. 29).

Chez Weber, la rationalité se transforme, au sein de l'État, en efficacité fonctionnelle (p. 19); on pourrait y voir un rapport avec le progrès capitaliste, indissociable de l'appareil bureaucratique étatique, qui lui représente l'idéaltype par excellence de l'organisation économique moderne (selon la sociologie compréhensive weberienne). C. Colliot-Thélène considère, comme Weber, que la bureaucratie moderne est irréversible et qu'elle conduit inéluctablement vers un désenchantement de nos vies – alors que pour Hegel, au contraire, l'État moderne rend effective la liberté. L'exégète spécialiste de Weber se demande si la « description hégélienne » (p. 21) est essentielle aujourd'hui. Même si elle admet que celui qui s'inspire de Hegel possède un outillage intéressant pour penser l'État moderne, C. Colliot-Thélène prend davantage le parti de Weber.

Il y a peut-être, dans les déterminations particulières du monde moderne, quelque chose qui fait obstacle à la philosophie et à quoi s'adapte en revanche le type de rationalité que déploient les sciences modernes. [...] Mais il est illusoire de croire que semblable démarche individuelle puisse, par contagion, subvertir la structure actuelle du champ des savoirs et, sur les décombres des sciences humaines, rétablir la philosophie politique dans sa dignité d'antan (p. 28).

Ce qui ressort de cette citation est double. D'une part, d'un point de vue épistémologique, l'idéalisme absolu de Hegel est jugé quelque peu désuet pour parler de l'État contemporain, alors que la sociologie compréhensive et nominaliste de Weber serait plus lucide. D'autre part, d'un point de vue politique, l'État moderne est considéré comme le complément du capitalisme, et sa lourde bureaucratie ne peut apparemment qu'encourager le *désenchantement* – non seulement le sien propre, mais celui du monde et de chaque

individu, puisque cette bureaucratie « détermine le style de vie des hommes au quotidien » (p. 21). Avec une telle conception qui se rapproche du nihilisme, comment considérer le rôle des sciences humaines? Comment entrevoir l'avenir? D'autant plus que parallèlement à Weber, C. Colliot-Thélène constate que les hommes politiques contemporains pratiquent leur fonction pour eux-mêmes et non comme une vocation politique (p. 266).

Est-il juste de conclure que la sociologie politique de Weber reste d'une parfaite actualité, sous prétexte que les orientations politiques devraient se faire « sans la garantie d'une justification rationnelle de ses fondements derniers » et que l'identité sociale ne peut être unitaire (p. 268)? Le pont entre la conception de l'État et la question ontologique et épistémologique de la sociologie doit être fait en réponse à cette conclusion de C. Colliot-Thélène :

La coïncidence du collectif et du politique, que disait l'ancienne formule *civitas sive societas civilis*, appartient au passé. Le politique n'embrasse plus la totalité du social, il ne peut plus prétendre être le lieu par excellence à partir duquel l'être-ensemble se laisse adéquatement signifier [;] la socialité en général, libérée de son *telos* étatique, ne possède plus de centre de gravité (pp. 262-263).

Ainsi, le désenchantement de l'État serait aujourd'hui irréversible; mais conceptualisation spéculative constitue-elle la « chronique d'une mort annoncée » ? Pourtant, dans un concept spéculatif, il faut non pas enseigner « l'État comment il doit être, mais plutôt comment cet État, *l'univers* éthique, doit être connu » (p. 105). Il en va de même de l'épistémologie de la sociologie.

TROISIÈME CHAPITRE

PERSPECTIVES ÉPISTÉMOLOGIQUES ET ONTOLOGIQUES DE SOCIOLOGIE DIALECTIQUE¹.

L'objectif de ce troisième et dernier chapitre est de procéder à une évaluation sociologique et épistémologique du phénomène de la dette publique, et ce, en utilisant le cadre théorique construit par Michel Freitag.

Il ne s'agit donc pas ici de procéder à des recommandations techniques afin de savoir comment gérer la dette publique (la réduire, s'en débarrasser, la laisser augmenter, etc.). Plutôt, notre réflexion, d'un point de vue épistémologique, est double : d'abord, nous démontrerons pourquoi une position ontologique doit être assumée, en sciences sociales, afin de réfléchir aux questions qui ne sont souvent considérées que tenant de l'ordre de la gestion économique; puis, nous allons, à partir d'une conception de la société en tant que totalité dialectique, expliquer pourquoi il est important de considérer la dette comme un objet sur lequel doit réfléchir le pouvoir politique.

Dans un premier temps, nous allons montrer quelle est la position ontologique que nous avons adoptée lors de notre critique des causes de la dette publique et de sa gestion technocratique au premier chapitre. D'autre part, la dette ne devant pas rester un chiffre ou un outil de contrôle, il est nécessaire de la penser à partir de l'État qui l'a contractée, et non pas contre ce dernier; la dette publique, de la manière qu'elle est étudiée, puis gérée, en ce moment, représente un frein pour l'État, donc également pour la société.

¹ La « sociologie dialectique » caractérise la sociologie générale de Michel Freitag. Cette appellation est fondée sur la dialectique du réel que nous décrirons plus loin (cf. infra 3.1.2). Il est à noter que Freitag lui-même n'a jamais utilisé le concept de « sociologie dialectique »; il aurait pensé alors à « sociologie critique » (Freitag, *Postface*, in Filion, 2006, p. 291).

En ce sens, la théorie sociologique générale de Freitag, exposée d'abord dans les deux premiers tomes de *Dialectique et société* (1986a et 1986b) nous a inspiré, depuis le début de notre démarche, puisque qu'elle ne représente pas qu'une simple critique orthodoxe du capitalisme. Comme le souligne J.-F. Filion, qui lui a consacré un ouvrage, « l'originalité de Freitag consiste à développer une sociologie générale qui abandonne les modèles inspirés des sciences naturelles et qui adopte une approche dialectique conservant un idéal de connaissance rationnelle de la société » (2006, p. 17). Essentiellement, le reste de l'œuvre de Freitag consiste à appliquer sa théorie sociologique générale². C'est pourquoi nous utiliserons ici les bases de la théorie dialectique afin de faire de la dette publique du Québec un objet conçu à la fois de manière scientifique et normative où nous effectuerons également une critique du modèle gestionnaire de la dette. Il ne s'agira pas de résumer la théorie de Freitag, mais bien de montrer, idéalement, comment elle peut guider notre réflexion sur la question de la dette.

3.1 Gestion de la dette publique : vision nominaliste d'un problème politique³.

Nous verrons ici quelle position épistémologique est préférable pour traiter de la question de la dette. Cela s'oppose à une simple gestion quantitative de la dette, propre à l'approche par gouvernance. Précisons d'entrée de jeu en quoi consiste l'épistémologie en sociologie :

L'analyse du mode d'être de la société, en tant qu'il implique d'emblée sous une forme ou sous une autre la médiation significative (je veux dire sous la forme de la « culture », ou sous celle de l' « idéologie », ou encore sous celle d'une rationalité purement pragmatique ou instrumentale), se révélera comme étant aussi, identiquement, un mode de conscience de soi, d'autocompréhension, d'auto-objectivation, d'autolégitimation et d'autotransformation de la société. Ainsi, le problème épistémologique posé au départ n'aura-t-il pas été délaissé ou écarté, il sera seulement reformulé et renouvelé en étant placé sur un nouveau terrain, qui n'est plus celui de la « science », sociale ou autre, mais directement celui de la conscience et de l'action socio-historique *réflexive* (Freitag, 1986b, p. 18).

² Voir par exemple *L'oubli de la société* ou *L'impasse de la globalisation*.

³ Pour la définition du nominalisme, cf. *supra* Premier chapitre, p. 13, no. 1.

Au sein de cet idéal épistémologique se trouve une conception normative du mode d'être de la société. Autrement dit, la science se faisant (que ce soit la sociologie ou une autre) ne doit pas seulement être retournée vers elle-même, mais elle doit plutôt penser la société. En ce sens, la sociologie ne doit pas uniquement développer des méthodologies scientifiques plus rigoureuses, elle doit surtout conceptualiser le mode d'être de la société. D'autre part, l'ontologie, c'est l'étude de l'être, « la logique du maintien de soi dans l'existence » (Filion, p. 69, no. 1); si l'on considère l'ontologie de manière dialectique, elle « permet de concevoir que toute connaissance réfère *nolens volens* à des cadres symboliques généraux effectuant inconsciemment une précompréhension de l'objet et de la connaissance elle-même » (Filion, p. 79). Cela signifie que la réalité – que l'on considère objective et concrète et qui constitue le monde empirique que nous étudions quotidiennement – peut être expliquée par ce qui n'est pas visible au premier abord. Des structures symboliques, inconscientes constituent l'essence même de la réalité. C'est la conception ontologique réaliste-dialectique, ou encore le réalisme ontologique (cf. infra 3.1.2)

3.1.1 Critique de l'ontologie nominaliste.

À l'époque contemporaine, les sciences sociales délaissent l'aspect normatif de la recherche de la vérité pour devenir gestionnaires et plus rentables. Elles doivent éviter de calquer les modèles propres aux sciences naturelles, comme la physique, ou alors avec des techniques uniquement mathématiques et statistiques. Toutefois, en référence au modèle kuhnien (Freitag, 1986a, pp. 26-27), les sociologues et les économistes travaillent davantage à développer de manière technocratique des outils de calculs, de gestion du social. Par exemple, la dette, représente un élément du paradigme technocratico-économique⁴. En effet, on pense d'abord la dette surtout de manière quantitative, indépendamment des puissances politico-économiques qui auraient pu encourager sa

⁴ Rappelons que selon T. Kuhn, « l'étude historique minutieuse d'une spécialité scientifique donnée, à un moment donné, relève un ensemble d'illustrations répétées et presque standardisées de différentes théories, dans leurs applications conceptuelles, instrumentales et dans celles qui relèvent de l'observation. Ce sont les paradigmes de groupe, exposés dans les manuels, son enseignement et ses exercices de laboratoire. » (1983, p. 71)

montée fulgurante depuis les années 1980. La dette est surtout étudiée dans les facultés d'économie ou par des *think tanks* économistes. Aussi, les techniques de gestion qu'on y oppose sont elles aussi d'ordre technocratique et financier. Deux exemples peuvent illustrer comment la techno-science réfléchit la dette, et ce que signifie la gestion de la dette.

Premièrement, pour prendre un exemple qui n'a pas encore été soulevé jusqu'à présent dans notre mémoire, le *best seller* de l'économiste et éditorialiste A. Dubuc, *Éloge de la richesse* (2006), illustre idéalement la conception nominaliste propre au technocratisme économique. L'outil d'observation de départ, pour A. Dubuc, est le PIB par habitant; or, il constate que celui du Québec est très bas, classant la province au 54^e rang sur 60 en Amérique du Nord, si on compte tous les États américains et les provinces canadiennes (p. 17). Pour Dubuc, PIB/habitant est synonyme de « niveau de vie ». On remarque d'abord que la prémisse théorique du livre est problématique. Le PIB/habitant n'est non seulement pas représentatif du niveau de vie, mais il demeure totalement insuffisant pour calculer la richesse d'un pays et de ses habitants⁵. Paradoxalement, A. Dubuc admet lui-même les limites de cet outil économique (p. 20), tout en mentionnant les vertus de l'indice de développement humain (IDH)⁶. Cela ne l'empêche pas de mentionner que « la richesse a beau être mal répartie aux États-Unis, elle est quand même là. » (p. 21) Pourquoi donc Dubuc affirme-t-il que le niveau de vie du Québec est beaucoup plus faible que celui des États-Unis? On peut croire que s'il s'était arrêté à l'IDH et au partage des richesses, il n'aurait pas pu écrire ce livre; en effet, selon le Programme des Nations unies pour le développement, les États-Unis sont actuellement au douzième rang mondial à ce chapitre, alors que le Canada est tout de même quatrième (il n'existe

⁵ Nous donnerons des exemples avec J.-C. Michéa, mais voir notamment les critiques du concept de PIB par D. Méda (1999, pp. 57-78), J. Généreux (2005, pp. 247-260) et Freitag (1995).

⁶ « L'IDH tient compte non seulement du pouvoir d'achat moyen dans chaque pays, mais aussi de son état de santé (espérance de vie) et de son niveau d'éducation (taux d'alphabétisation et de scolarisation). Cet indice composite permet ainsi de classer les pays de manière moins schématique que le PIB car, ne se concentrant pas seulement sur la richesse économique moyenne, il tient compte mieux des inégalités sociales. » (Cordellier, 2005, p. 200). En effet, Dubuc reconnaît les avantages de l'IDH (2006, p. 62). On peut alors se demander pourquoi il a privilégié le PIB/habitant pour son étude; une des hypothèses que nous pouvons soulever est qu'avec l'IDH comme outil de prédilection, il n'aurait pas pu écrire ce pamphlet économiste qui fait l'éloge du capitalisme.

cependant pas de chiffres pour le Québec)⁷. A. Dubuc affirme pourtant que « le niveau de vie canadien est loin derrière celui des Etats-Unis. » (p. 26) Cette évaluation mathématique démontre ses propres limites quand l'auteur nous met en garde : « Méfions-nous des chiffres » (p. 35).

Il nous semble pertinent, pour conclure cette réflexion sur le paradigme du PIB, de citer un passage éloquent du plus récent ouvrage de Michéa (2008), qui pourrait être une réponse directe contre ce paradigme mathématique :

Le PIB [...] aux yeux des libéraux, est censé mesurer « scientifiquement » la Croissance et donc le degré de cohésion objective d'une société donnée. Cette méthodologie positiviste ne constitue, en fait, que le prix intellectuel à payer pour maintenir la fiction que la Croissance est bien un processus à la fois nécessaire et axiologiquement neutre (qu'on ne pourrait donc contester que sur des bases partisans ou utopiques) et satisfaire ainsi à la condition transcendantale de tous les équilibres politiques libéraux. De là, comme on l'a souvent fait remarquer, cette curieuse allure d'inventaire à la Prévert qui caractérise les multiples rapports officiels consacrés à la mesure du PIB. Dans la définition statistique du bonheur libéral il est, en effet, parfaitement sensé de prendre en compte non seulement la production des marchandises les plus inutiles et les plus absurdes (celles dont la consommation est imposée quotidiennement par la propagande publicitaire et ses définitions, toujours changeantes, du « standing » et de la « distinction »), mais également certaines des nuisances les plus avérées du *mode de destruction capitaliste* de la nature et de l'humanité (pp. 103-104).

Mais revenons à l'*Éloge de la richesse*. Les erreurs causées par une méthodologie de gestion économique d'une question politique se poursuivent lorsque l'on parle de la dette du Québec. Il y a beaucoup de choses à soulever, même si cette section ne comporte qu'un peu plus de deux pages (pp. 94-96). Résumons : Dubuc affirme que la dette augmente à causes des dépenses d'épicerie et non des immobilisations (*cf. supra* section 1.1); la dette du Québec serait la plus lourde (en rapport au PIB) au Canada, mais ce n'est pas exact si l'on considère que le Québec, contrairement à bien d'autres, y inclus les actifs et modifie souvent ses façons de calculer les passifs et les immobilisations; on y accuse les *boomers* et on prétend que ce sont les générations futures qui paieront pour la dette, alors qu'en fait les ménages et travailleurs en font les frais depuis environ 1982; plusieurs économistes sérieux

⁷ <http://www.populationdata.net/index2.php?option=palmares&rid=1&nom=idh> (consulté le 28 novembre 2008).

soutiendraient les thèses de Joanis et Montmarquette (2004), mais si A. Dubuc avait lu Gill et Breton, les auraient-ils cités?; « Le gouvernement a dû dépenser 6,9 milliards en 2005 pour en payer les intérêts », écrit A. Dubuc, mais à vrai dire le chiffre est légèrement inférieur à 4 G\$, parce que toute la dette brute n'est pas affectée par les taux d'intérêts. Il faudrait augmenter les tarifs d'électricité pour rembourser la dette, prônent certains, sauf qu'avec l'augmentation des inégalités financières, l'État devrait essuyer l'incapacité des citoyens et petites entreprises incapables de payer ces augmentations.

Bref, on comprend qu'un économiste ou tout autre scientifique, qui se dit en faveur d'une stratégie sociale pour le Québec doit revoir les éléments arithmétiques, mais une programmation technocratique qui privilégie l'augmentation des tarifs des services publics et des heures de travail chez les citoyens nous paraît contradictoire. C'est cette vision nominaliste calquée sur les sciences naturelles et mathématiques qu'il faut remettre en question. A. Dubuc prétend ne pas être idéologique en s'attaquant aux penseurs de droite dignes du « néolibéralisme » qui dénigrent le modèle interventionniste de l'État québécois (p. 43); la position normative présentée ici n'est donc pas clairement affirmée.

Venons-en maintenant à notre deuxième exemple. Il concerne cette fois la gestion technocratique de la dette publique. A. Dubuc incarne cette vision gestionnaire, tout comme Joanis et Montmarquette. En effet, ces auteurs prônent la privatisation des biens publics (ou monétisation, 2004, p. 44), sans parler de l'augmentation des tarifs de toutes sortes (en éducation, en santé, l'hydro-électricité). Ce type de proposition consistant à augmenter les inégalités économiques et en oubliant les responsabilités fiscales des membres de l'*overclass*, c'est ce qu'on appelle la gestion technocratique du social (Freitag, 1998, *Introduction*). Les sociologues, économistes, philosophes n'ont pas pour fonction de créer des programmes que le gouvernement n'aurait qu'à appliquer. La situation scientifique contemporaine est ainsi :

Et comme il ne s'agit plus d'étudier la réalité humaine, sociale, historique pour la connaître et pour y orienter normativement notre action, mais directement de faire celle-ci, les sciences sociales deviennent elles-mêmes inhumaines, asociales et ahistoriques, purement opérationnelles et techniciennes – si l'on fait abstraction de ce reste d'« humanité » condescendante avec lequel elles nous préviennent de nous adapter au monde inhumain qu'elles produisent si nous voulons encore y avoir une

place. C'est ainsi qu'elles sont devenues au milieu de nous le cheval de Troie du futur qui est en voie de nous conquérir de l'intérieur (Freitag, 1998, pp. 17-18).

Un problème des approches nominalistes (Dubuc, Joanis et Montmarquette, Bouchard *et al.*), c'est qu'elles nient l'importance de l'ontologie en sciences sociales et économiques. Les exemples que nous avons développés dans les dernières pages sont propres au nominalisme, une ontologie non assumée (*cf. supra* chapitre 1, p. 13, no. 1). Il s'agit d'une approche dite inductive (de l'observation du réel à la proposition technique) qui délaisse le moment théorique au profit d'une gestion économique.

Afin de mieux établir le passage du nominalisme au réalisme ontologique (ou ontologie réaliste-dialectique; *cf. infra* 3.1.2), nous allons brièvement exposer la thèse de S. Fuchs (2001), pour qui l'ontologie est inutile en sciences sociales⁸. Il n'y a pas de façon d'être de la société qui ne doive changer. Les choses, dit Fuchs, évoluent ; la société n'a donc pas d'essence : « *essentialism searches for the intrinsic "nature" of things as they are, in and of themselves* » (p. 12). Ceci représente exactement la fonction de l'ontologie. Toutefois, Fuchs ne partage pas cette opinion de l'essence ou de la nature ontologique de la société parce qu'il la trouve scientifiquement inadéquate :

Operationally, essentialism is the failure to allow for variation. Where nothing is allowed to vary, nothing can be explained. There are two kinds of variation, qualitative and quantitative. The central questions, therefore, are when, and under what conditions, does something happen or not, and when do we get a lot of some thing, and when little. Since variables, and only variables, can be measured, only theories sensitive to variations can be tested according to the standard methods, quantitative or qualitative (p. 15).

Autrement dit, l'ontologie essentialiste n'utilise, selon Fuchs, aucune méthode quantitative ou même qualitative, et rien ne prouve que la société ait une essence propre à protéger et reproduire. Par exemple, la dette devrait être calculée de manière quantitative, et rien ne sert de lui trouver une quelconque fonction médiatrice au sein de la société. Fuchs salue ici l'approche empirique : « *all that exists exists empirically, and only until further notice* » (p. 337)

⁸ Le titre de son essai est d'ailleurs univoque : *Against essentialism*. L'ouvrage n'étant pas traduit en français, il faut expliquer que le concept *essentialism* correspond au réalisme traditionnel (à ne pas confondre toutefois avec le réalisme dialectique), dont l'un des objectifs, justement, est de démontrer l'« essence » des pratiques, des symboles et du réel.

Affirmer qu'il n'y a pas d'ontologie, ou alors de réalité supra-empirique, c'est nier la société comme totalité dialectique et, par le fait même, quelque normativité à cette entité sociale. Il s'agit en quelque sorte du laisser-faire propre au systémisme. De là, tout découlerait, soit les groupes, les organisations et tous les phénomènes sociaux. À la base de l'action sociale, pour Fuchs, ce sont les réseaux. Autrement dit, il n'y a aucune structure sociale propre à l'être humain vivant en société, et tous les réseaux sont ainsi autonomes⁹.

Parallèlement, Fuchs avance que les réseaux avec une corporation importante peuvent être socialement bénéfiques : « *They form competitive social niches that monitor each other's performance* » (p. 249). C'est ainsi que la théorie des réseaux, ne voyant aucune utilité à l'ontologie ou à la sociologie normative, louange la compétition économique – comme le fait Dubuc dans *Éloge de la Richesse*¹⁰. Il y a d'abord les réseaux (ou systèmes), totalement indépendants, et leur autoreproduction ne peut être qu'un bon exemple pour les autres réseaux.

Selon Fuchs, la sociologie est une science qui mérite d'être reconnue ; pour ce faire, elle ne nécessite pas de cosmologie ou de Dieu, mais bien une méthode : « *method has nothing to do with ontology, as if things social or cultural [...] being researched differently from things physical* » (p. 47). On reconnaît d'ailleurs cette méthodologie chez les positivistes ou alors les nominalistes, pour qui les éléments de départ à étudier sont des montants et des taux (soit le PIB/habitant, dont nous avons souligné le manque de pertinence). Qui plus est, peu importe si la sociologie n'a aucune fonction essentialiste ; elle doit savoir évoluer, dit Fuchs, afin de s'adapter aux nouvelles contingences, voire aux nouvelles technologies, si elle ne veut pas s'éteindre :

Unless a science becomes stagnant, or is destroyed, it will continue to make further advances and innovations, including in its foundations and basic building blocks. At least no present science could rule out this possibility in its own future. In a science, decomposition is halted for pragmatic and technical reasons, not metaphysical or ontological ones. That is, the limits of its decompositions are the limits of its currents

⁹ La théorie des réseaux, que nous n'allons pas développer ici, s'apparente effectivement au systémisme (cf. *supra* 2.1.4).

¹⁰ En effet, pour Dubuc, il n'y a que la croissance totale (à savoir, le PIB) qui puisse être bénéfique pour une population, et cela passe par les figures de proue du capitalisme globalisé : « Des Bill Gates, nous en avons besoin. » (Dubuc, 2006, p. 107)

boundaries, practices, and instrumental possibilities. As these boundaries and technological changes, so will the foundations, building blocks, and premises (p. 49).

La technologie, le technocratisme et l'économie capitaliste seraient donc des impératifs pour la sociologie, d'un point de vue de l'ontologie nominaliste. Cela s'oppose totalement à une ontologie réaliste-dialectique, ou une dialectique du réel. C'est ce que nous allons maintenant développer.

3.1.2 Pour une ontologie réaliste-dialectique.

L'ontologie signifie d'une manière plutôt simple « la logique du maintien de soi dans l'existence » (Filion, p. 69, no. 1). Elle doit donc précéder la connaissance scientifique. Contre l'ontologie nominaliste, il y a le réalisme ontologique :

Le réalisme est d'ailleurs avant tout une ontologie, et c'est seulement en réponse aux attaques de l'idéalisme qu'il a été contraint de s'explicitier sur le plan épistémologique. Pour lui en effet, ce n'est pas la « connaissance » qui fait problème mais la nature de l'« être », le rapport direct de l'être et de la signification, du phénomène et de l'essence. Il faudra que l'autonomie opératoire de l'activité cognitive soit mise en évidence par la démarche scientifique pour que ce problème se déplace pour devenir le « problème de la connaissance », propre à toute épistémologie classique. (Freitag, 1986a, p. 201)

Par exemple, face à une éloge de la richesse en termes quantitatifs et à des recommandations prônant l'adaptation au changement, Freitag répond qu'il faut d'abord privilégier une approche normative favorisant un certain humanisme, et non pas une approche économiste orthodoxe ou systémique qui accorde trop d'importance au système capitaliste financier (Filion, p. 71). Cela s'explique en partie au fait que le réalisme ontologique de Freitag soit inspiré du marxisme et de la dialectique hégélienne (*ibid.*, p. 70) : du premier, Freitag hérite de la critique des mécanismes du capitalisme, et du second, il retient la conception de la nécessité pour l'existence de la liberté individuelle d'être médiatisée par des structures socio-politiques.

Le réalisme ontologique contemporain s'inscrit dans une dialectique du réel, où le sujet est en contact avec l'objet à l'aide d'une médiation, et inversement¹¹. Cela signifie que l'action humaine est créée à l'aide d'une objectivation, symbolique ou matérielle, vers le monde qui, lui-même, renvoie, tel un miroir, la signification de l'action vers le sujet. Par exemple, le langage constitue une médiation, puisqu'il permet le lien entre le sujet et le monde; il en va de même pour l'argent. Plus particulièrement, on dénote trois modes de procès d'objectivation, de rapport symbolique au monde : l'expérience sensible (c'est-à-dire à l'aide de nos cinq sens), la symbolisation et enfin la formalisation opératoire (Freitag, 1986a, p. 128). Alors que le premier mode est commun à tout être vivant, le deuxième est propre à la nature humaine et se concrétise dans le mode de reproduction culturel-symbolique¹² (p. 148). Le troisième type de rapport d'objectivation, quant à lui, concerne la production de la signification par l'activité humaine suivant une logique technico-économique : « On accède ainsi à l'autodéveloppement explicite et réflexif, systématique, de systèmes signifiants détachés en principe des limitations structurelles inhérentes à l'activité pratique (organique et socio-culturelle) et à sa reproduction » (p. 156).

La raison pour laquelle nous avons exposé les principes d'objectivation – essentiels dans le cadre de l'ontologie réaliste-dialectique – est qu'il faut éviter de séparer la réflexivité commune de la réflexivité scientifique, et c'est en cela que Freitag s'oppose à la thèse classique du dualisme épistémologique (Freitag, 1986a, chap. 1). De plus, on ne peut avoir une connaissance du monde si on ne saisit pas comment nous y sommes rattachés – d'où l'importance de faire précéder l'ontologie à l'épistémologie. Donc, ce que nous voulons démontrer ici, c'est la réflexion du problème de la dette dans une perspective

¹¹ La médiation symbolique au sein du rapport d'objectivation peut s'illustrer ainsi : $S \leftarrow m \rightarrow O$. Voir Freitag, 1986a, p. 23. Le sujet S , pour être en contact avec un objet O (comme la société, par exemple) a besoin d'un médium m , comme le langage par exemple, ou le droit, l'argent, des outils, etc.

¹² Dans le 2^e tome de sa thèse, Freitag identifie trois modes de reproduction formels de la société, le premier étant le mode culturel-symbolique. Comme nous le verrons à la section 3.2, les modes de reproduction politico-institutionnel et décisionnel-opérationnel illustreront parfaitement le rapport que l'on peut créer à la dette publique. Il demeure toutefois impossible de faire un lien entre la dette publique et le culturel-symbolique, puisque celui-ci n'est aucunement politique, ni même économique, bien que cela ne l'exclut pas systématiquement. Toutefois, on peut penser la « dette » comme phénomène social, comme médiation culturelle-symbolique, avant de l'appliquer de manière politico-institutionnelle. Nous allons développer sous peu.

réaliste dialectique : la dette, ainsi, représente une médiation qui relie le sujet citoyen à l'objet sociétal¹³. C'est à ce stade de formalisation opératoire (ou d'objectivation formalisée) que l'activité sociale devient normative, et non plus seulement symbolique. Expliquons.

Notre rapport à l'objet, à autrui et à nous-même se fait au sein de la société en tant que totalité dialectique, et c'est dans ce processus que la dette doit être pensée. Voici donc d'abord comment nous pouvons définir la société d'une manière dialectique :

« La société » se présente ainsi comme une réalité dont la constitution ontologique comporte deux moments (deux moments non pas en « interférence », mais en « inter-référence », ou en référence réciproque). D'un côté, la société n'est *rien d'autre* que l'ensemble des pratiques singulières, comprises comme des accomplissements concrets ou existentiels, et ces accomplissements ne peuvent alors être rapportés qu'à des « sujets en chair et en os » [...]. De l'autre côté, toute pratique « singulière » n'est elle-même une pratique qu'en autant qu'elle se rapporte, selon son propre mode d'existence subjective, directement ou indirectement à la totalité des autres pratiques virtuelles, celles du sujet et celles d'autrui, et qu'elle acquiert ainsi sa propre spécificité catégorielle [...]. (Freitag, 1986b, pp. 43-44)

Cette définition dialectique de la société est primordiale à chaque fois que l'on étudie la médiation entre un sujet et la société, ou un autre sujet, un autre objet. Autrement dit, la société, c'est l'ensemble des rapports sociaux *ainsi que* chaque activité subjective qui se rapporte à l'ensemble, d'où la correspondance dialectique. Nous désirons penser la dette dans ce type de rapport. La société est donc possible par l'ensemble des procès d'objectivation, qu'ils soient symboliques, matériels ou normatifs.

L'objectivation formalisée (c'est-à-dire le troisième type de procès d'objectivation) reste encore symbolique, mais elle s'élève à un autre niveau, plus formel, plus réflexif, donc, plus normatif : « L'activité de formalisation est donc une activité de régulation d'une activité (elle-même déjà symbolique) » (p. 161). Voilà donc pourquoi la médiation symbolique qu'est la dette doit être réfléchie ensuite au sein de la formalisation; la régulation de l'activité sociale par la dette devient nécessaire, à condition que celle-ci ne devienne pas un outil de contrôle¹⁴.

¹³ Cette objectivation sera particulièrement développée à la section 3.2.

¹⁴ Cette éventualité théorique et empirique sera exposée à la section 3.2.1 lors de l'élaboration du mode de reproduction décisionnel-opérationnel.

Selon sa version dialectique, le réalisme ontologique est nécessaire afin de comprendre la fonction ou l'origine de la dette. Celle-ci ne peut se résumer à un chiffre – surtout pas au total abstrait de la dette brute – car celui-ci ne surgit pas de nulle part. Il est le résultat des pratiques sociales, politiques et économiques. Autrement dit, la dette est le symbole des relations sociales et économiques au sein de notre société, et non pas qu'un nombre. Les chiffres sont manipulables et leur seule lecture suffit souvent à clore l'argumentaire. L'analyse de la dette publique de A. Dubuc, par exemple, s'arrête aux chiffres et aux montants à déboursier. Au contraire, l'objectif du sociologue – ou de l'économiste – demeure de penser la dette au sein du rapport d'objectivation. Cela signifie concrètement de trouver quel est le rapport de la dette à la société, de quelle manière elle a été contractée, mais également quels acteurs du système social ont été impliqués dans le processus. Il est donc normal que la dette publique paraisse comme un fardcau ou un « véritable boulet » (Dubuc, p. 95) si on considère seulement le chiffre brut puisque celui-ci n'est pas comparé à d'autres chiffres (la dette des autres provinces, les intérêts à payer, le produit intérieur brut, etc.). Dans la perspective du réalisme, il faut éviter de mettre un montant sur tout puis d'éliminer les éléments non quantifiables; plutôt, il faut en voir l'ontogenèse (la dette publique provient de quoi au juste) au sein des rapports de force politiques propre à une société capitaliste. Sinon, il faudrait admettre qu'elle n'est que le synonyme d'un manque d'argent.

En résumé, un réalisme dialectique permet de penser la dette publique à la fois comme une médiation au sein des pratiques sociales, ainsi que le résultat symbolique de la formalisation (réflexive et normative) au sein de la société; d'ailleurs, le montant de la dette publique ne demeure somme toute que le prix fixé par une valeur de marché¹⁵. Donc, si on refuse une vision purement quantitative et nominaliste de la dette publique, voici comment on peut définir la dette publique selon une ontologie réaliste-dialectique (donc normative), volontairement inspirée de la définition de la société de Freitag :

La dette publique représente une médiation réelle dont la constitution ontologique permet deux dynamiques qui sont en inter-référence : d'une part, elle symbolise

¹⁵ C'est pourquoi la théorie de la valeur et des prix mérite d'être revue (cf. *infra* Conclusion : pour une sociologie critique de la gestion de la dette).

politiquement l'ensemble des pratiques singulières, comprises comme accomplissements concrets ou existentiels, et ces accomplissements ne peuvent alors qu'être rapportées qu'à des pratiques sociales, politiques et économiques par des citoyens, des entreprises; d'autre part, la dette publique influence chacune des pratiques sociales en tant qu'activités économiques ou développements politiques de la société, considérant que chaque pratique se fait dans le cadre d'un État qui possède cette dette.

Concrètement, si on veut illustrer la dette publique en tant que médiation symbolique et réelle au sein de la dialectique sociale, nous devons partir de la formule de l'objectivation symbolique telle que décrite par Freitag, soit : $S \leftarrow [m] \rightarrow O$. Ainsi, on peut montrer la fonction dialectique de la dette publique (en s'inspirant également de la sphère de l'éthicité de Hegel) :

(individu-singulier \leftrightarrow famille \leftrightarrow société civile) \leftarrow [dette publique] \rightarrow État

Ce schéma souligne le rapport d'objectivation symbolique, soit après l'expérience sensible, et avant l'objectivation formalisée, mais sans jamais exclure ces deux-là. Après avoir constaté comment se forme le symbole de la dette au sein des rapports sociaux entre sujets et objets, la formalisation opératoire consistera à penser ce symbolique, la dette, de manière réflexive et normative. Penser la dette comme une médiation symbolique ayant un rôle normatif et politique au sein de la société est représentatif du mode de reproduction politico-institutionnel; lorsque la dette perd cette fonction pour devenir un chiffre incontrôlable et un outil de contrôle, c'est le signe d'une permutation dans le mode décisionnel-opérationnel, c'est-à-dire une objectivation formalisée devenue typiquement opératoire.

3.2 La société ou la dette? Du contrôle décisionnel-opérationnel à la régulation politico-institutionnelle.

Après avoir vérifié les fondements ontologiques et épistémologiques de la sociologie, spécifiquement sur la question de la dette, nous allons maintenant établir comment s'articulent le symbolique et la objectivation formalisée au sein de la société. Comme nous l'avons dit, ces deux types de rapports d'objectivation sont deux étapes subséquentes.

Puisque le symbolique est réflexif et normatif, c'est à ce moment que peut s'institutionnaliser la médiation symbolique – dans le cas qui nous intéresse, la dette.

Concrètement, c'est là que l'on peut considérer les modes de reproduction de la société, lesquels ont tous un rapport à la dette. L'objectif de Freitag dans le second tome de *Dialectique et société* (1986b) est de penser la société comme un *a priori* ainsi que les façons dont celle-ci se reproduit. Il faut d'abord se référer à sa définition que nous avons citée plus tôt (cf. *supra* 3.1.2). « Il s'agit donc en quelque sorte de décrire, ou plutôt de construire les "types idéaux" de la socialité, celle-ci étant entendue [...] en même temps comme mode d'être des pratiques sociales particulières que comme mode de constitution de la société comme structure d'ensemble ou totalité » (p. 19). Freitag décrit donc trois modes de reproduction dans le deuxième volume de sa thèse : culturel-symbolique (qui correspond au rapport d'objectivation par le symbolique), politico-institutionnel, décisionnel-opérationnel.

Notre objectif, pour conclure ce dernier chapitre, est de décrire comment la dette publique est pensée dans les deux derniers modes de reproduction de la société, étant bien entendu compris comme des types idéaux¹⁶. Mais avant de décrire ces deux modes selon notre optique théorique, quelques prémisses normatives s'imposent.

Il existe un parallèle entre cette section et notre deuxième chapitre. Penser le rôle de l'État, dans une perspective dialectique, c'est aussi penser la société. S'il n'y a pas de société, nous dit Freitag, c'est abandonner l'existence non pas à un individualisme à outrance, mais plutôt constater que seuls des systèmes sont en mesure de contrôler notre monde (pp. 26-27). La théorie des modes de reproduction sociétaux qu'a conçue Freitag est donc un complément à sa théorie du symbolique que l'on retrouve dans le premier volume

¹⁶ Il est impossible de penser la dette publique selon le mode culturel-symbolique, car celui-ci n'implique aucune forme politique institutionnalisée ou institutionnaliste. Il y a plusieurs façons de considérer le mode culturel-symbolique : historiquement, il correspond aux sociétés traditionnelles ne comportant aucune institution politique pour surpasser les contradictions et conflits sociaux. Aujourd'hui, les éléments culturel-symboliques font partie des sphères privées (par exemple, la sphère de la famille, les coutumes, l'art comme pratique culturelle et symbolique, etc.). Par contre, il sera possible de penser la « dette » comme phénomène social total (au sens de devoir), intrinsèque au mode culturel-symbolique; c'est notamment ce qui sera développé dans notre thèse de doctorat (à partir de septembre 2009).

de sa thèse. Si le sociologue a le devoir de penser ontologiquement puis épistémologiquement le développement de la science, il en va de même de la société puisqu'il s'agit de son objet d'étude et d'existence. Pour Freitag, le mode de reproduction politico-institutionnel représente celui qui, normativement, est le plus adéquat pour penser la société moderne, et il rejoint en quelque sorte la sphère de l'éthicité que Hegel a développée dans ses *Principes de la philosophie du droit* (cf. *supra* 2.2). Donc, si la première partie de ce chapitre tentait de poser les balises théoriques de la réflexion sur la dette, la seconde partie établira les principes politiques de la société au sein de laquelle la dette publique peut jouer de multiples rôles.

En résumé, nous voudrions d'abord établir que la gestion actuelle de la dette publique, au Québec, correspond davantage au contrôle décisionnel-opérationnel (et même d'autocontrôle, en évoquant la pensée de C. Laval, 2007, chap. 2); nous suggérerons ensuite de recourir, normativement, à la régulation politico-institutionnelle. La description de ce modèle sera, lui aussi, une réponse directe aux théories de l'État que nous avons critiqué au deuxième chapitre.

3.2.1 Le contrôle décisionnel-opérationnel et la gestion de la dette publique.

Dans le second volume de *Dialectique et société*, le mode de contrôle décisionnel-opérationnel est volontairement peu développé par Freitag (p.20). Nous considérons, en effet, qu'il aura eu l'occasion, dans son œuvre, de développer ce modèle davantage que les autres, même s'il lui a donné différents noms au cours des années. D'abord typique de la « postmodernité », le mode de reproduction décisionnel-opérationnel est désormais caractérisé par Freitag de globalisation, comme l'indique le titre de son plus récent livre (2008). La globalisation, elle-même, correspond au stade par excellence du capitalisme avancé, connu pour son développement financier. Concernant la place de ce mode de contrôle dans l'ensemble de son œuvre, mentionnons notamment *L'oubli de la société* (2002) qui est entièrement consacré à ce type de mode, et *L'impasse de la globalisation* (2008), qui nous a particulièrement servi dans notre recherche actuelle en raison de sa

description particulièrement fouillée des caractéristiques du capitalisme avancé et de la dépolitisation de l'économie. Pourtant, c'est dans l'introduction du premier tome de *Dialectique et société* que Freitag évoquera d'abord ce mode, en explicitant le rôle de l'État au sein de la société. Soulignons rapidement ce qu'il en pensait alors.

Dès cette première évocation, Freitag ne présente pas de définition synthétique de ce mode de reproduction. Néanmoins, les caractéristiques qu'il lui donne sont nombreuses – et la somme que l'on retrouve dans *L'impasse de la globalisation* est très détaillée. On remarque d'abord, depuis le début de ce siècle, « un nouveau principe formel » (1986a, p. 56), résultat des plus récentes mutations structurelles et systémiques de la société bourgeoise et du capitalisme. Cette transformation s'affiche sur deux plans : l'autonomisation de la logique économique et la transformation des institutions politiques (p. 57). Le mode de régulation (ou de contrôle) décisionnel-opérationnel qui s'en suit « consiste fondamentalement dans le développement de diverses instances excentrées de régulation, à caractère quasi institutionnel » (p. 58). Parmi ces changements, Freitag remarque la substitution de la technocratie effective à la bureaucratie rationnelle au sein de l'État; aussi, il souligne la nouvelle politisation du capitalisme qui devient un système de contrôle sociétal plutôt qu'un système strictement économique. D'après nous, le contrôle est la plus importante caractéristique du mode décisionnel-opérationnel¹⁷. Nous y reviendrons.

L'État du XXe siècle ne peut pas être considéré selon le modèle hégélien décrit au deuxième chapitre. En effet, comme l'écrit Freitag,

De sujet quasi transcendantal, représentant idéologiquement et opérationnellement l'unité *a priori* de la société, l'État devenait lui-même l'objet de tous ces rapports de force qu'il avait contribué à libérer en leur conférant une légitimité sociétale, et vis-à-vis desquels il ne joue plus alors que le rôle d'un catalyseur ou d'un modérateur. Et c'est du même coup l'idée même de la société qui a changé : elle ne représente plus cette unité *a priori* qui fait l'objet d'un consensus idéologique ou au contraire d'une contestation globale, mais précisément le lieu de l'ensemble des conflits et des rapports de force légitimes (pp. 60-61).

¹⁷ Voilà notamment pourquoi nous préférons parler de « contrôle » décisionnel-opérationnel plutôt que de « régulation ».

Il est devenu ainsi facile de voir que ce que Freitag critique constitue en fait les théories du systémisme et de l'individualisme décrites dans le deuxième chapitre (souvenons-nous d'Innerarity, de Nozick et de Hardt et Negri, tout particulièrement). D'une dynamique dialectique, verticale, le systémisme propre au mode décisionnel-opérationnel se décrit d'une manière plutôt horizontale où il ne faudrait y voir aucune friction de la part de l'État : « Ainsi, la société ne se définit plus qu'*a posteriori*, comme fonctionnement effectif, comme équilibre pragmatique et mobile de l'ensemble des systèmes partiels d'intérêt et de gestion de conflits, d'absorption et de dissolution des "contradictions" » (1986b, p. 325). Nous voulons maintenant démontrer comment la dette publique devient un exemple privilégié de ce mode de contrôle.

Le pouvoir d'État a été remplacé par un mode de gestion, c'est-à-dire le contrôle¹⁸. C'est que la dette publique, au service du capital, devient ce par quoi l'*overclass* du systémisme financier contrôle l'État, et donc, si l'on réfléchit de manière dialectique, les citoyens et une grande partie de la société civile. En ayant en tête la dette publique comme exemple, voyons comment définir le contrôle propre au mode décisionnel-opérationnel, ou à la globalisation :

Il désigne la capacité de *décider* normativement, à partir d'une situation de fait ou de puissance purement empirique, non pas l'usage des choses mais au second degré de la forme des rapports sociaux et des règles qui les régissent. Il s'agit de produire pragmatiquement des « systèmes de régulation » qui se substituent par conséquent localement au système unique, universaliste, formaliste, de la régulation par le droit de propriété et de libre disposition garanti par le pouvoir souverain de l'État (1986b, p. 322).

Ainsi, chaque zone régionale de marché devient un système politico-économique qui encourage les mouvements transfrontaliers de plusieurs autres acteurs privés de systèmes économiques et financiers, avec les conséquences que cela peut avoir sur la souveraineté politique et économique de l'État, puis de l'endettement public (*cf. supra* 1.2.2 et 1.2.3).

Il faut toutefois souligner que l'État, lui-même, a subi cette transformation décisionnelle-opérationnelle; il n'en est pas que témoin. En effet, l'État s'est donné de

¹⁸ D'où le sous-titre du second volume de *Dialectique et société : Culture, pouvoir, contrôle*, qui représentent les principes formels de chaque mode de reproduction de la société.

nouveaux mandats depuis quelques décennies et tend à demeurer une institution politique qui ne transgresse pas les limites de ses fonctions (un peu comme l'explique l'école de la régulation). Le fait est que l'État devient lui-même technocratique, et la dette n'est plus pour lui un moyen de réaliser politiquement ses ambitions et ses projets (comme pour Keynes, par exemple), mais il s'agit plutôt du résultat d'un problème de gestion à régler et de finances à maîtriser. Freitag souligne que si le pouvoir de l'État a été remplacé par le contrôle du système capitaliste financier (2008, p. 67), ce pouvoir, au sein même de l'État, s'est muté en « Budget », symbole de la solidarité gouvernementale, moment optimal à l'Assemblée nationale, où l'État trouve momentanément sa raison d'être, où chaque ministère se retrouve réunit dans la parole mythique du ministre des Finances, qui transcende celle des autres députés de la chambre. C'est la lecture du budget – équilibré, qui plus est, loi sur l'Équilibre budgétaire oblige – qui provoque la plus grande ovation de la part des pairs :

Ainsi, on est passé successivement [...] de l'« État gendarme » libéral à l'État « interventionniste », puis à l'« État-arbitre », à l'« État partenaire social », à l'« État gestionnaire », et j'en passe, à mesure que toutes les procédures réglementaires bureaucratiques, puis celles-ci à leur tour par les procédures consultatives, informatives et décisionnelles, et donc en un mot qui reçoit dans ce procès historique son sens structurel précis, « technocratiques ». Parallèlement, l'extension et la diversification des tâches amenaient dans l'État un processus accéléré de spécialisation d'abord « fonctionnelle » (ministérielle ou formelle), puis sectorielle (matérielle ou objective) et enfin purement « programmatique » (« organisationnelle »). Chaque ministère, chaque agence devenaient une « organisation » particulière, (un corps autonomisé) orientée vers la gestion de son environnement concret dans la réalisation de ses tâches non seulement « spécifiques », mais de plus en plus autodéterminées. *C'est alors le budget qui prit fonction d'instance d'intégration pragmatique ultime, qui se substituait à l'ancienne unité a priori du parlement et du pouvoir gouvernemental. Ainsi, l'État a « fini », à travers la décomposition de son ancienne unité formelle, par se brancher lui-même sur tout ce qui était branché sur lui* [nous soulignons] (1986b, p. 324).

Nous l'avons indiqué, une des plus importantes caractéristiques de la globalisation (décisionnelle-opérationnelle) est le systémisme financier. Nous pouvons donc montrer comment cette dernière citation de Freitag s'applique typiquement à la dette du Québec, à son budget, à la loi sur l'Équilibre budgétaire ainsi qu'aux outils de gestion de la dette.

En effet, Tinel et Van De Velde ont indiqué que les exemptions d'impôts aux plus nantis permettaient à ceux-ci d'investir par la suite à l'aide de bons du Trésor (*cf. supra*

1.2.3). L'État québécois encourage ainsi un cycle financier auquel il tient pourtant pour faire la gestion de sa dette. Depuis les années 1980 (spécifiquement 1982), l'État québécois tente de réduire ses dépenses mais sans pour autant avoir empêché l'escalade de ses dettes; la loi sur l'Équilibre budgétaire n'a fait que ralentir le processus. Néanmoins, il n'est jamais question de soutirer davantage de capital des entreprises ou des citoyens les plus fortunés. Mais l'exemple le plus perspicace pour illustrer notre propos demeure le cas du Fonds des générations. Cette création du gouvernement Charest constitue un outil financier permettant des placements afin de réduire la dette brute d'ici 2026. L. Gill, qui s'est intéressé au dossier dans son ouvrage sur la dette du Québec, a démontré que mettre des millions de dollars, puis des milliards, dans le Fonds ne réduirait pas le rapport de la dette brute au PIB mieux qu'une simple croissance économique. De plus, tous ces montants, selon L. Gill, seraient mieux investis s'ils étaient versés dans les services sociaux, ou en santé, en éducation, etc.. L'argent investi dans le Fonds n'est pas disponible pour les projets politiques et programmes sociaux du Québec; parallèlement, on tente de réduire les dépenses pour respecter l'équilibre budgétaire. Cesser d'investir dans les services publics, selon L. Gill, c'est reporter des problèmes à plus tard, encourager des déficits à rebours, lorsque l'on constatera que les infrastructures sont désuètes, que les services ne répondent pas aux besoins de la population. Pour Gill, le Fonds des générations représente donc un « écran de fumée ».

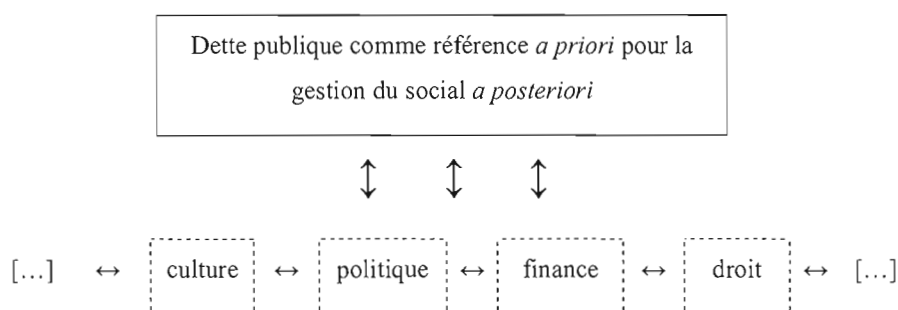
Politiquement, la gestion actuelle de la dette du Québec, typique du contrôle décisionnel-opérationnel, est constatée dans une double mesure : d'une part, la baisse du taux d'imposition aux investisseurs et grands possesseurs de capitaux qui se servent de ces économies pour investir au sein des marchés financiers (peu imposés eux aussi); puis, d'autre part, la création du Fonds des générations qui propose le transfert de montants importants vers le monde d'une économie financière. Le système financier globalisé, ayant ainsi encouragé l'explosion de l'endettement public depuis les années 1970-1980, représente, paradoxalement, le moyen dont se sert l'État pour pallier aux problèmes des déficits et de la dette brute. Nous assistons ainsi à un phénomène politique relativement

récent en matière de gestion de la dette, que l'on pourrait appeler «Syndrome du Québec », c'est-à-dire le « Syndrome de Stockholm » appliqué à l'État.¹⁹

En résumé, alors que dans que d'un point de vue symbolique, la dette représente la médiation qui permet au sujet d'atteindre l'objet ($S \leftarrow [dette] \rightarrow O$), le contrôle décisionnel-opérationnel correspond à l'annihilation de la médiation symbolique, et c'est alors que la dette publique remplace toute légitimation transcendantale au-dessus du pouvoir d'État. On passe ainsi à un systémisme régi de manière autoréférentielle :

Schéma 3.2

Dette publique au sein du systémisme



Freitag présente habituellement le mode de reproduction décisionnel-opérationnel comme étant à la suite du politico-institutionnel. Nous proposons ainsi l'inverse, et ce, afin de conclure sur une note plus normative que critique – et certainement plus positive.

¹⁹ Le Syndrome de Stockholm, en psychologie, est le nom que l'on donne au comportement contradictoire de la victime d'un rapt qui se met, peu à peu, à éprouver de la sympathie pour son ravisseur, au point de le protéger et le défendre. On lui donne ce nom en référence à un fait divers survenu en 1972 à Stockholm. Disons maintenant que la décision du gouvernement Charest en 2006, en matière de gestion technocratique de la dette, nous aura inspiré ce que l'on peut désormais appeler le Syndrome du Québec.

3.2.2 Pour la régulation politico-institutionnelle.

Dans le mode de reproduction « politico-institutionnel » (présenté ici idéal-typiquement comme étant le mode de régulation et de socialité propre à la société « moderne » par opposition aux sociétés « traditionnelles »), les pratiques sont [...] régies par des règles universalistes abstraites, formelles, explicites, distinctes de la signification concrète « immédiate » conférée à leurs objets par les pratiques sociales singulières. Ce caractère des règles institutionnelles résulte du fait – historique et formel – qu’elles sont elles-mêmes explicitement les produits de pratiques *politiques* d’institutionnalisation, ces dernières se présentant alors formellement comme des pratiques de second degré [...] (Freitag, 1986a, pp. 55-56).

Dans ce mode de régulation et de reproduction sociétale, c’est le pouvoir qui possède le droit d’institutionnalisation des instances et les pratiques; c’est ce qui s’appelle l’institutionnalisation de la capacité d’institutionnaliser (1986b, chap. 13). Cependant, le pouvoir d’État agit de manière dialectique, tout comme dans la conceptualisation hégélienne, afin de permettre la liberté dans les pratiques sociales. C’est ce qui distingue le *pouvoir* du *contrôle*.

Nous ne parlerons pas de toute l’historicité qui accompagne l’idéal-type du mode politico-institutionnel, puisque ses étapes sont nombreuses et elles ne sont pas toutes pertinentes pour notre étude²⁰. Ce qui nous intéresse ici, c’est la conception schématique du pouvoir institutionnel ainsi que la place de la dette au sein d’une société politique. La fonction première de l’institution politique est de surmonter les contradictions causées par la propriété privée qui peuvent survenir au sein du mode culturel-symbolique. Toutefois, c’est plutôt le fonctionnement normal du mode que nous allons étudier, et non pas son émergence en tant que telle (1986b, chap. 10-13).

Dans une société politico-institutionnelle moderne, le pouvoir politique (superstructure) est en articulation avec la pratique culturelle-symbolique (infrastructure). La pratique culturelle-symbolique fonctionne donc de manière dialectique avec la *praxis* (action politique); c’est donc cette dernière qu’il faut davantage expliquer. C’est à l’aide d’institutions politiques que la *praxis* contribuera à l’épanouissement culturel et social de la

²⁰ Selon Freitag, c’est la révolution néolithique qui permet les premières conditions de ce mode formel (1986b, chap. 9).

société. La *praxis* (une pratique de second degré, plus politique que culturelle), c'est l'institutionnalisation du pouvoir.

On peut dire que par la dette publique (ou par ses dépenses publiques, en fin de compte), le pouvoir tend à répondre aux contradictions au sein de la société civile. La dette représente ainsi une médiation (et non pas seulement un objet, comme dans le mode décisionnel-opérationnel) permettant à la société de mieux se reproduire selon ses préceptes ontologiques. Dans une société de plus en plus complexe, les contradictions, les contingences surgissent de manière plus fréquente; tout ne peut être prévu ou géré. La dette publique alors symbolise bien ce moment réflexif où la *praxis* institutionnelle « prend formellement pour objet la régulation des activités en question, et donc leur procès de reproduction en tant qu'il coïncide avec la reproduction d'une structure sociétale. » (1986b, p. 213) Imagine-t-on seulement ce que signifierait la réduction des investissements pour un État avec comme objectif l'atteinte du « déficit zéro »? La reproduction sociétale en serait directement atteinte. Et pourtant, le pouvoir d'État a la responsabilité de s'assurer de l'épanouissement de ses citoyens. C'est là le rôle dialectique de la capacité d'institutionnalisation. De plus, les institutions politiques doivent avoir une idéologie pour guider la *praxis*, car l'idéologie en question « résout cette contradiction en établissant une hiérarchie du devoir-être et de l'être » (p. 228).

Freitag affirme que le pouvoir, c'est « l'institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation » (p. 287). Au sein de l'État, c'est le pouvoir gouvernemental qui institutionnalise les formes, les instances et les pratiques. La dette publique est donc une institutionnalisation de l'État, plus particulièrement du pouvoir législatif. Cette capacité du pouvoir (de faire de la dette un outil de *praxis*, par exemple, ou de permettre de surmonter des contradictions et des contingences en s'endettant), cela signifie « que l'exercice de la domination est subordonnée à des règles générales qui en définissent par avance les formes légitimes et le rendent par conséquent prévisible (modèle de la rationalisation formelle-légale de Weber). Cela signifie aussi que les dominants peuvent eux-mêmes désormais être soumis à la sanction dans l'exercice de leur pouvoir. » (p. 288) Le pouvoir législatif a donc pour devoir de faire respecter les règles pour tous; cela veut dire qu'aucun membre du pouvoir, ni de la société civile, ne pourrait tirer quelconque profit de la dette publique.

Cette dernière doit être dépourvue d'intérêt particulariste. Dans le cas contraire, le pouvoir est révocable, et on peut voir là une position de Freitag qui s'oppose à celle de Hegel : « C'est seulement l'autorité suprême qui, dans le système de l'État constitutionnel, va venir d'en-bas, c'est-à-dire du "peuple" et de la "nation", conformément aux procédures constitutionnelles qui régissent la formation démocratique du pouvoir » (p. 295).

Nous voudrions faire un résumé de cette courte section sur le mode de reproduction politico-institutionnel. L'objectif en est bien sûr de montrer comment la dette publique, décidée et contractée par le pouvoir d'État – le législatif, pour être plus précis – a pour fonction de faciliter les pratiques sociales qui se situent au premier degré de la société; ces pratiques sont les arts, la culture, la science, l'éducation, l'activité économique, etc. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la dette comme partie intégrante de la *praxis* sociétale. Elle est un moyen, et non pas uniquement résultat – une médiation réflexive plutôt qu'un objet ou qu'une référence idéologique. Cette institution est créée « au vu et au su de tous » (Filion, p. 229) afin d'accomplir des projets de société qui touchent davantage au monde culturel-symbolique. Autrement dit, l'institutionnalisation ne permet qu'un détour des contradictions, ce qui fait que le pouvoir ne peut (et ne doit) exister pour soi. La dette en tant qu'institution du pouvoir, en tant qu'application empirique de la *praxis*, et comme retour réflexif sur l'histoire (Filion, p. 241), constitue en quelque sorte un genre d'investissement social comme voulait l'entendre Keynes.

Pour conclure cette présentation normative proposant le mode de reproduction politico-institutionnel afin de faire de la dette un moyen politique, nous désirons évoquer un court article de Freitag qui porte notamment sur la dette publique du Québec. En effet, ce texte intitulé *Projet de société et subordination de l'économie à des finalités collectives assumées politiquement* (1996) représente, à notre avis, le projet politico-institutionnel de base qui pourra nous permettre de mieux comprendre comment contourner le problème de la dette – ou plutôt se la réapproprier politiquement (*cf. infra* Conclusion).

Ce projet de société, Freitag le décrit comme une thèse humaniste, voire même socialiste si l'on se réfère au sens d'origine du concept²¹. Voici comment il décrit ce projet :

La priorité absolue, dans la vie humaine et sociale, des valeurs sur les « mécanismes », des fins sur les moyens; de la découle, dans le contexte circonstanciel de l'élaboration d'un projet de société associé à la revendication de la souveraineté, l'importance première qui doit être donnée à un débat politique sur les fins de la vie collective, ce qui implique d'abord que l'on reconnaisse la légitimité et la possibilité d'une régulation normative de l'économie [capitaliste] par le politique dans le monde contemporain. (Freitag, 1996²²)

Le concept de souveraineté pourrait peut-être porter à confusion à la lecture de ce texte. Freitag parle à la fois de deux types de souveraineté : celle de l'État en tant que sphère suprême de l'éthicité (c'est-à-dire la souveraineté dont nous avons parlé tout au long de ce mémoire), puis la souveraineté comme « indépendance » du Québec. Pour Freitag, cette dernière est possible, mais ce n'est pas vraiment important pour lui²³. La souveraineté doit donc être entendue au sens de la régulation de l'économie par la législation gouvernementale ainsi que par les décisions politiques des citoyens (voir J. Rancière), et non pas l'inverse. Cette perspective effraie souvent les gens puisque dans l'imaginaire collectif, la régulation politique de l'économie pourrait sembler être de l'ordre du communisme soviétique. Il est important de préciser que si l'on se fie au modèle hégéliano-freitagien, l'économie est régulé, mais non pas contrôlé, et ce afin que personne au sein de la société ne subisse les contrecoups d'une croissance impersonnelle de la richesse financière. À titre d'exemples bien simples, mentionnons la part des actifs au pays qui va de plus en plus dans la main d'une minorité de l'*overclass*, ou encore le rapport des salaires au PIB total qui tend à diminuer²⁴. Aussi, F. Morin a bien montré comment les

²¹ Pour une description du projet socialiste, voir notamment J.-C. Michéa, *Common decency et socialisme*, dans *Impasse Adam Smith* (2006, pp. 91-109)

²² Ce texte, disponible en ligne, est présenté sur une page seulement; voilà pourquoi nous ne précisons pas la pagination.

²³ À ce sujet, L. Gill mentionne qu'advenant l'indépendance du Québec, tous les transferts politiques et économiques du Canada à l'État du Québec ne changeraient pas grand-chose à la dette publique québécoise, du moins si la péréquation est respectée d'ici là, entre autres, parce que les citoyens québécois assument déjà la part de la dette fédérale; aussi, le rapport au PIB est relativement semblable dans les deux cas (2006, p. 27).

²⁴ Voir ces deux articles : Alexandre Shields, *L'inégalité de la richesse s'accroît. 20% des Canadiens détiennent 75% des actifs au pays*, *Le Devoir*, 14 décembre 2006, p. A1; et Éric Desrosiers, *À qui profite la croissance économique? Pendant que les entreprises engrangent des*

risques encourus par les investisseurs sur les marchés financiers sont constamment transférés aux familles (2006, p. 130). Mais ceci n'est plus à démontrer (*cf. supra* 1.2.2 et 1.2.3). Revenons au modèle politique proposé par Freitag.

Actuellement, le politique est un outil de l'économie comme le démontre l'exemple de la dette publique. Les citoyens, les familles, bref, la société dans son entièreté sont soumis aux instruments du capital, « et on sait maintenant parfaitement qu'un tel sacrifice n'est pas seulement "temporaire", passager, que son prix est sans cesse croissant, qu'il est exponentiel comme la "dette", comme la vitesse de circulation des "capitaux" et de leurs signes, à la grandeur du monde » (Freitag, 1996). Cette dette, Freitag la considère justement comme un outil capitaliste, « une gigantesque "pompe à intérêts", qu'il faut payer quand bien même il n'est plus question jamais de rembourser la dette. Et le politique tout entier est maintenant mis au service de la justice due à l'intérêt » (*ibid.*, no. 7). C'est là que le sociologue trouve son rôle face à l'économicisme des économistes, afin de reformuler un projet de société à partir de bases ontologiques et épistémologiques normativement politiques.

On se rappelle que le modèle interventionniste élaboré par Keynes s'avérait peut-être inadéquat pour certains au sein du capitalisme (*cf. supra* *Passage* du premier chapitre), mais il propose néanmoins de s'y référer comme théorie normative de référence, afin de faire à nouveau de la dette quelque chose comme un « investissement social ». En effet, « c'est dans l'institution de l'État national que la volonté commune a trouvé son lieu politique de synthèse réfléchie, et le mode d'action fondamental de cette volonté politique sur la société a été le droit compris comme législation » (Freitag, 1996). La législation, nous l'avons vu, est justement l'instance politique, au sein de l'État, qui a pour fonction de penser réflexivement la dette et d'en faire une médiation politique – c'est-à-dire pour atteindre des objectifs politiques, sociaux et économiques pour l'ensemble de la société. Il s'agira donc de faire de la dette un outil économique du politique, à l'extérieur du système financier, afin d'éviter qu'elle engendre des inégalités économiques plus

profits records, le poids relatif des salaires dans le PIB canadien tend à fléchir, Le Devoir, 29 août 2006, p. B1.

grandes. L'État, pour Freitag, est la principale institution, si pensée de manière dialectique, pour contrer le néolibéralisme – ou la globalisation comme il l'appelle désormais.

Au Québec, nous dit Freitag, il est temps de faire « quelque chose d'un tout petit peu souverain », plutôt que de se laisser guider par le PIB, la dette, la croissance :

Et si jamais, prenons-en le risque : 3%, 5%, 10% de notre... ? De notre quoi, au juste? De notre « niveau de vie »? Quitte alors à mettre dehors [du Québec] ceux qui nous ont mené sur cette voie [...]. Jusqu'à 50%, c'est pas grave, pour autant qu'il soit un tout petit peu plat ou « de niveau », ce niveau : c'est-à-dire qu'il soit un peu réparti ou encore nivelé! Et ça, il faut le faire, c'est du travail politique! Mais la visée d'égalité et d'autosuffisance – qui eut pour pourtant une valeur « transcendante » dans la justification même de la modernité qui a si bien servi la mise en place de l'économie – est la première chose qui a succombé devant l'objectivité de celle-ci, ou plutôt la manière dont elle a su s'imposer idéologiquement comme purement objective, comme fondement premier et dernier de l'objectivité sociale et historique. (Freitag, 1996)

CONCLUSION

POUR UNE SOCIOLOGIE CRITIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE¹.

Rares sont les sociologues à s'être penchés sur le problème de la dette. Ce terrain semble rester, encore aujourd'hui, le champ de la science économique ou de la comptabilité. Heureusement, ces deux disciplines sont respectivement bien défendues en ce moment au Québec entre autres par L. Gill et G. Breton. Leurs études ne sont pas éloignées de conceptions sociologiques, puisque avec leurs présentations mathématiques se trouvent toujours une considération pour les citoyens plus démunis, pour les projets sociaux communs ou encore en faveur de la protection de notre écosystème. Voilà pourquoi ces deux auteurs ont été à la base de notre réflexion sur la « dette brute ».

Notre recherche nous a toujours mené vers des thèmes économiques, connexes à la dette publique, où la déduction était souvent nécessaire. Marx, les théoriciens de la régulation, les penseurs libéraux classiques et même Keynes; tous ne font qu'ouvrir timidement une porte qui mène vers plusieurs ponts (comme le dirait Simmel). Savoir lequel d'entre eux emprunter a représenté un des défis de ce mémoire. Un autre piège à éviter était celui du discours pragmatique de nos politiciens. Le Québec a connu une campagne électorale à l'automne 2008 et la dette publique a subitement refait surface dans les débats. Il n'est pas surprenant, toutefois, que seul le montant de la dette brute ait été mentionné, et que l'erreur du Premier ministre Jean Charest, selon Mario Dumont, ex-

¹ Nous aurions pu ajouter : « ... et pour une sociologie dialectique de la dette comme institution politique ».

chef de l'ADQ, ait été de ne pas connaître ce chiffre avec précision. De l'avis de plusieurs « analystes », cette discussion a été le point tournant du débat des chefs du 25 novembre 2008. En effet, Dumont aurait gagné ce débat en « piégeant » Charest sur le montant de cette dette. La formule télévisée étant ce qu'elle est, les candidats sont tout de suite passés à un autre sujet. Le spectre de la dette ne s'en est trouvé qu'endurci.

Il n'en reste pas moins qu'un sociologue encore trop peu connu nous a inspiré la construction d'une théorie sociologique de la dette publique, tant pour son développement épistémologique que pour les avenues de solutions possibles, en passant par la critique du systémisme financier qui contrôle le pouvoir de l'État : ce sociologue, c'est Michel Freitag. Il n'est donc pas étonnant que la solution la plus plausible, celle de transformer le « problème de la dette » en « projet de société par la dette », soit inspirée de son œuvre. Mais avant tout, présentons quelques unes des pistes de réflexion qui ont tout juste été soulevées dans nos trois chapitres :

- *Le caractère supposément objectif de la formation des taux d'intérêts.* Le taux d'intérêt a pour objectif d'encourager l'épargne; c'est du moins son rôle théorique. Pourtant, comme l'ont démontré M. Brière et F. Morin, il est impossible de maîtriser l'évolution de ces taux. De plus, lorsque l'économie financière représente 98% des transactions économiques dans le monde, et que les autres 2% sont la limite de l'économie réelle (Morin, 2006), peut-on encore prétendre au rôle neutre des taux d'intérêts? D'autant plus que le microcrédit pratiqué notamment en Asie du Sud témoigne d'une pratique qui n'a rien à voir avec l'encouragement de l'épargne, mais plutôt avec le partage des richesses. Quoi qu'il en soit, les taux d'intérêts, qui gonflent inutilement le service de la dette, demeurent un instrument qui nuit au gouvernement et qui n'encourage aucunement l'épargne des citoyens, au contraire. Une réforme, voire une révolution, de la pratique des taux d'intérêts est de vigueur plus que jamais; sans quoi, le gain par les taux d'intérêt sur la dette publique s'apparentera davantage à de l'usure, ce qui est normalement illégal².

² Le philosophe J.-F. Malherbe a brillamment développé, dans *La démocratie au risque de l'usure*, une théorie de l'usure contemporaine auquel il faudrait davantage faire référence (2004).

- *Les inégalités fiscales.* Ce point a largement été développé au premier chapitre (*cf. supra* 1.3). Ce qui en ressort, c'est la question des revenus, qui doit être considérée autant que celle des dépenses. Les revenus de l'État sont un sujet tabou, autant dans les médias que chez les économistes³. Les membres d'ATTAC-Québec (2006) ont osé explorer ce terrain; on leur reprochera peut-être de s'opposer au paradigme de la croissance, mais l'explosion de la richesse financière ne se traduit plus en bien-être pour les travailleurs, en plus de coïncider avec l'endettement massif de tous les États, développés ou du Tiers monde. Au contraire, les nouvelles richesses, actuellement, ne font qu'accroître une puissance élitiste anti-démocratique (qui se terre dans les paradis fiscaux de plus en plus nombreux), nuisible pour l'écologie et suffocante pour les projets de sociétés. Il est grandement temps de falsifier le *leitmotiv* des théories de la croissance : « *Pour partager la richesse, il faut d'abord la créer.* »⁴
- *L'absence d'instances de régulation et de réglementation des marchés financiers.* Trop fidèles à l'approche régulationniste (sans parler du systémisme ou de l'anarchie individualiste), les acteurs du système financier globalisé plaident pour un marché autorégulateur, indépendant de la *praxis* de l'État. Le sous-système de la politique devient ainsi paradoxalement contrôlé par le système capital de la Finance. Plusieurs propositions ont été faites, dans la littérature, mais elles se butent souvent à leurs propres contradictions. Notamment, Bourdieu lance, en 1998, la piste d'un État supranational, « étape vers un État mondial, capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers » (p. 119). On peut alors se demander comment un État mondial est possible, non seulement face au systémisme financier, mais face à lui-même, avec des États aux objectifs parfois fort variés. F. Morin mentionne ce paradoxe ; les solutions proposées soulèvent souvent l'indignation au sein des marchés, sans parler de la valeur des titres qui baissent suite à ces annonces et qui affectent l'économie réelle. Outre la réglementation *a priori* ou

³ Mentionnons tout de même l'effort honorable d'un politologue de l'UQAM, Pierre Tremblay (2005).

⁴ Les références pour prouver le contraire ont été nombreuses dans ce mémoire (Morin, Pineault, ATTAC-Québec, CISL, Piketty, Deneault, Godefroy et Lascoumes, sans oublier Freitag et Keynes...). Nous pourrions ajouter également le nom de J. Généreux : « La croissance n'est qu'un instrument tandis que la justice est une fin. » (2005, p. 308)

la sanction *a posteriori* (2006, p. 233), Morin souligne la régulation par l'État, à l'intérieur de ses frontières et avec ses banques, et celle par des règles négociées entre les acteurs du système. Toutefois, lors d'une conférence à l'UQAM le 29 avril 2008, Morin avouait que des contre-pouvoirs à l'échelle globale feraient toujours face à une résistance financière systémique (voir aussi dans *Le nouveau mur de l'argent*, pp. 238-239).

Enfin, il convient de poursuivre avec la pensée de Freitag parallèlement à ce que nous venons de mentionner. Dans la conclusion de son dernier livre, il évoque les mêmes possibilités que Morin (sans parler d'un État mondial à la Bourdieu) : une structure étatique plus forte, des instances politiques mondiales, un pouvoir arbitraire impartial, et enfin, des sociétés souveraines (au sens culturel-symbolique), parce que chaque société possède sa culture, ses projets, ses priorités, etc. (Freitag, 2008, pp. 357-360). Il est impossible de passer sous silence l'aspect certainement idéaliste de ces propositions, notamment parce que ce sont justement ces entités qui se butent à la puissance capitaliste; de plus, le problème de l'endettement par l'endettement et de la dépendance au système du crédit n'est pas résolu pour autant.

Nous désirons ainsi sortir des questionnements habituels sur les remboursements ou la réduction de la dette, qui se résument à réfléchir sur la bonne gestion (la gouvernance), mais sans pour autant sortir des problèmes à la source de l'endettement massif comme résultat d'un mécanisme de dépendance aux systèmes financiers et de taux d'impositions trop généreux envers d'importantes corporations. La dette existe, c'est un fait; plutôt que d'en avoir honte ou de la voir de manière uniquement négative, il s'agit plutôt de lui rendre sa fonction normative de médiation au sein de la société (de la dette comme un devoir, ou comme *praxis*), afin qu'elle devienne un moyen, et non le prétendu résultat d'une bureaucratie incontrôlable. Dans un deuxième temps, il s'agit d'extirper la dette publique des mécanismes du système financier globalisé. La dette doit servir à faire avancer la société lorsque de grosses sommes d'argents sont manquantes, et non pas servir à encourager la puissance de certains acteurs financiers – puisqu'en effet, les bons du Trésor ne sont pas accessibles à tous, comme la plupart des pratiques financières spéculatives d'ailleurs.

En ce sens, Freitag a proposé un projet de société plus concret, où l'économie est subordonnée au politique, et ce dans l'intérêt des citoyens du Québec. Il faut revenir près de 10 ans en arrière pour lire cette idée non dénuée de sens et de réflexivité. En effet, Freitag soulève rapidement, vers la fin de *La globalisation contre les sociétés* (1999), le projet politique de *la nationalisation de la dette*. Il s'agirait donc de vendre les titres à ses propres citoyens, sous forme, par exemple, de régimes de retraite pour des employés dans des entreprises privées, et ce avec l'aide de leurs syndicats. Les fonctionnaires de l'État ont déjà leur régime de retraite; pourquoi ne pas répandre cette institution de manière politique? La dette appartiendrait aux travailleurs québécois, consolidant ainsi une véritable dialectique du pouvoir étatique et de sa société civile. L'extrait suivant parle d'un rendez-vous manqué, mais non irrécupérable, et il résume parfaitement la réponse que nous voulons adresser face au contrôle décisionnel-opérationnel, donc nominaliste, de la gestion de la dette. Considérons alors cette citation comme la conclusion normative de notre mémoire :

L'État, endetté auprès de ses propres citoyens et résidents, restait maître du taux d'intérêt à l'intérieur d'une fourchette définie, d'un côté, par la valeur du privilège fiscal concédé et, de l'autre, par les taux d'intérêts du marché libre – non captif. D'ailleurs, ceux-ci auraient sans doute eu tendance à baisser, sous cet effet de concurrence légitime. L'État se libérait du chantage des milieux financiers internationaux, mais ils devenaient dépendant des citoyens qui eux, sont solidaires de la prospérité à long terme de l'économie nationale et de la « santé » des finances publiques, dont ils assumeraient la responsabilité. Du même coup, les citoyens seraient devenus aussi un peu plus libres à l'égard des choix sociaux et économiques qu'ils sont appelés, démocratiquement, à faire ou à sanctionner. Le renforcement d'une telle solidarité nationale au niveau même de l'économie, le rétablissement d'un lien direct – et non pas statistique – entre l'économie nationale et l'ensemble de la vie communautaire représentée par le politique, allait dans le sens de la démocratie. L'État endetté auprès de ses propres citoyens les auraient représentés jusque dans sa dette, et ceux-ci se seraient reconnus en elle : responsables et soucieux. Plus encore. Les citoyens et résidents d'un pays sont attachés à la pérennité de la société dans laquelle ils vivent et dont ils dépendent, alors que le système globalisé ne l'est pas : il joue les sociétés les unes contre les autres, au détriment final de toute consistance, de toute permanence et de toute solidarité sociétales (Freitag, 1999, p. 313).

Post-scriptum. Valeur, prix, richesse : une nouvelle théorisation?

À la base du phénomène étudié dans ce mémoire se trouve toute la réflexion de la notion de « richesse ». Un État doit investir en éducation, en santé, en transport, en culture, etc. Tous ces éléments constituent une forme de richesse; en termes économiques, c'est ce que l'on appelle « immobilisations », ou « actifs matériels ». Malheureusement, c'est cette richesse qui sera sacrifiée au détriment de la richesse économique, puisque c'est celle-ci qui « achète » l'autre, qui la permet, en quelque sorte. À notre époque postmoderne, c'est la richesse économique, et même financière, qui représente le paradigme dominant. Mais le manque d'argent serait-il une bonne raison pour sacrifier d'autres richesses, d'autant plus primordiales, que la démocratie ne peut se passer de projets collectifs majeurs?

Nombreux sont les gouvernements à diminuer les dépenses, et ce, parce que la richesse financière est jugée plus importante. Le « virage ambulatoire », par le Parti québécois, a été adopté pour éviter un déficit, au détriment du système de santé public; l'Action démocratique du Québec proposait sans cesse l'élimination des commissions scolaires et la diminution du fonctionnariat afin d'économiser⁵; le Parti libéral du Québec, enfin, préfère investir sur les marchés financiers pour réduire la dette brute et augmenter les tarifs des services publics plutôt que d'investir dans des projets qui ne rapportent pas directement de capital. Et on constate que le même type de gestion est pratiqué au gouvernement fédéral (Raymond Favreau, *in* ATTAC-Québec, 2006; Martin et Savidan, 1995).

Avec une étude riche qui refuse autant les dogmes du systémisme holiste que les idéologies d'un libéralisme individualiste, D. Méda (2000) offre une autre façon de penser la richesse. Nous considérons essentiel de souligner sa pensée, pour tous les champs de la pratique sociale comme de la *praxis* politique, puisqu'il existe de nombreux mécanismes dont nous semblons ne pas vouloir nous défaire. La croissance, le PIB, le nombre de millionnaires dans une société et la production industrielle sont-ils vraiment

⁵ Et ce, même si l'on apprenait récemment que le salaire moyen d'un employé de la fonction publique était plus bas que celui d'une entreprise privée (Alexandre Shields, *Salaire : les employés de l'État tirent de l'arrière*, *Le Devoir*, 29 novembre 2008).

pertinents pour se croire « riche » en tant que société? La gestion de la dette, par exemple, fait de l'argent une richesse plus puissante que n'importe quelle autre; le cynisme postmoderne fera dire que ça prend ce type de richesse pour acquérir toutes les autres (Dubuc; Bouchard *et al.*). Nous en sommes au point où la montée spectaculaire des heures de travail salarié (considérant l'entrée massive des femmes sur le marché du travail) coïncide avec la stagnation ou la baisse des revenus et l'explosion de l'endettement privé et public; et tout cela dans l'indifférence la plus totale. Ce que Méda propose, en bout de ligne, c'est une autre société qui doit commencer avec un regard sur ses richesses souvent oubliées – et ajoutons, de manière prioritaire, une réflexivité sur la hiérarchisation des valeurs (Simmel, 2007).

Les enseignements de Simmel demeurent eux aussi tout à fait pertinents. De symbole, ou de moyen, l'argent est devenu objectif suprême. L'État ne semble pas y échapper. Peut-on affirmer, à ce sujet, que l'État contemporain, selon le mode décisionnel-opérationnel, est cynique? Simmel affirme :

Dans la mentalité que l'on qualifie aujourd'hui de cynique, je relève les caractéristiques suivantes : il n'existe pas non plus pour elle de différence de niveau entre les valeurs; tout ce qui, généralement, est hautement estimé, n'a qu'une seule signification, pouvoir être rabaissé au niveau le plus bas – tandis que la finalité morale, positive et idéale, de ce nivellement a disparu. (p. 307)

L'époque moderne avancée – ou postmoderne – est le miroir d'un monde dominé par l'argent (particulièrement par la forme monétaire qu'est la sphère financière spéculative), et l'État n'y échappe pas. Pour y remédier, il faudra surmonter, d'une manière ou d'une autre, la triple dialectique de réification qui résulte de l'argent comme symbole par excellence : l'autonomie individuelle par la réification des rapports sociaux, la perte de sens par la montée de la rationalisation, et enfin, l'aliénation de l'individu par la réification de l'ensemble de la vie (Vandenberghe, 2001, p. 81). Si c'est l'argent comme objectif pur qui est à l'origine de cette réification/aliénation, voilà une raison de plus pour faire de la dette un moyen politique, un symbole de solidarité et du devoir à accomplir.

GLOSSAIRE

- **Actifs financiers** : investissements du gouvernement sur les marchés financiers à partir de bénéfices ou de redevances, ou investissements dans des sociétés d'État.
- **Amortissement** : appariement des revenus et des dépenses pour le paiement d'une immobilisation, selon les revenus qu'elle rapporte annuellement.
- **Bonne dette** : investissements et placements qui peuvent faire augmenter la dette brute, mais pour des rendements ultérieurs.
- **Déficit** : excédant des dépenses sur les revenus (annuel) du gouvernement pour compléter les opérations budgétaires prévues pour l'année financière. Lorsque accumulés, ils forment la « mauvaise dette ».
- **Dépenses d'épicerie** : dépenses courantes ne rapportant pas directement de survalueur et non associés, officiellement, aux immobilisations.
- **Dette brute** : montant total des dettes incluant les déficits, passifs, régimes de retraite et investissements (auparavant, elle était désignée comme la « dette totale »).
- **Dette directe consolidée** : dette par les emprunts du gouvernement sur les marchés financiers, et ce à long terme.
- **Dette du secteur public** : dette brute à laquelle on ajoute les dettes de toutes les entreprises de l'État et celles des municipalités.
- **Mauvaise dette** : dette représentant les déficits accumulés.
- **Passif brut au titre des régimes de retraite** : montant de l'obligation du gouvernement envers les futurs retraités de la fonction publique. On peut y déduire les gains du Fonds d'amortissement de ce régime, et on obtient le passif net.
- **Service de la dette** : montant annuel auquel le gouvernement ajoute les intérêts théoriques sur les régimes de retraite.

RÉFÉRENCES.

Aktouf, Omar. 2002. *La stratégie de l'autruche. Post-mondialisation, management et rationalité économique*, Montréal, Écosociété.

Arendt, Hannah. 2002 [1951] *Les Origines du totalitarisme/Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, coll. Quarto.

ATTAC-Québec. 2006. *Où va notre argent? Une fiscalité pour les riches*, Montréal, Écosociété.

Beauchemin, Jacques. 2000. *La Révolution tranquille : le temps du désenchantement*, in Bélanger, Yves et al., *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, pp. 95-105.

Bonny, Yves. 2004. *Sociologie du temps présent. Modernité avancée ou postmodernité?*, Paris, Armand Colin.

Bouchard, Lucien et al., 2005. *Manifeste – Pour un Québec lucide*, www.pourunquebecclucide.com (consulté le 19 septembre 2007).

Bourdieu, Pierre. 1998. *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raison d'agir.

Bourgeois, Bernard. 2003. *Hegel*, in Raynaud, Philippe et Rials, Stéphane (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, Paris, PUF, pp. 313-320.

Boyer, Robert. 2004. *Théorie de la régulation. 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, coll. Repères.

Boyer, Robert, et Saillard, Yves (dir.). 1995. *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Breton, Gaétan. 2007. *Le dette : règlement de comptes*, Montréal, Lux.

_____. 2005. *Tout doit disparaître. Partenariats public-privé et liquidation des services publics*, Montréal, Lux.

Brière, Marie. 2005. *Formation des taux d'intérêt. Anomalies et croyances collectives*, Paris, Économica.

Brunelle, Dorval, Bédard, Sylvain, et Harvey, Pierre-Antoine. 2005. La Nouvelle gestion publique en contexte, in Brunelle, Dorval (dir.), *Main basse sur l'État. Les partenariats public-privé au Québec et en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, coll. Points chauds, pp. 25-66.

Carreau, Simon. 2005. *Les partenariats public-privé au Québec*, in Brunelle, Dorval (dir.), *Main basse sur l'État. Les partenariats public-privé au Québec et en Amérique du Nord*, Montréal, Fides, coll. Points chauds, pp. 123-188.

Castoriadis, Cornelius. 1990. *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe 3*, Paris, Seuil, coll. Points.

Chantreau, André. 2006. *Dette*, in *Nouveau dictionnaire critique d'action sociale*, Paris, Bayard, pp. 173-175.

CISL – Confédération internationale des syndicats libres. 2006. *Comment les multinationales échappent à la redistribution fiscale*, Bruxelles, CISL, http://www.icftu.org/www/pdf/taxbreak/tax_break_FR.pdf (consulté le 25 janvier 2008).

CPJ – Conseil permanent de la jeunesse. 2007. *Rencontre intergénérationnelle portant sur le remboursement de la dette publique. Document de synthèse*, Québec, Publications officielles du gouvernement du Québec.

Colliot-Thélène, Catherine. 1992. *Le désenchantement de l'État. De Hegel à Max Weber*, Paris, les Éditions de Minuit.

Cordellier, Serge (dir.). 2005. *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20^e siècle*, Paris, La Découverte.

Deneault, Alain. 2004. *Paul Martin et compagnies. 60 thèses sur l'illégalité des paradis fiscaux*, Montréal, VLB, coll. Partis pris actuels.

Deneault, Alain, William Sacher et Delphine Abadie. 2008. *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Écosociété.

Demeulenaere, Pierre, 2006. *Utilitarisme*, dans *Le dictionnaire des sciences humaines*, Mesure, Sylvie, et Savidan, Patrick (dir.), Paris, PUF, pp. 1206-1208.

Drouin, Gilles. 2007. *Ça va, la classe moyenne?*, in RND, vol. 105, no. 9, octobre 2007, pp. 1-13.

Dubuc, Alain. 2006. *Éloge de la richesse*, Montréal, Voix Parallèles.

Filion, Jean-François. 2006. *Sociologie dialectique. Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Montréal, Nota Bene, coll. Société.

Freitag, Michel. 2008. *L'impasse de la globalisation. Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Écosociété, coll. Théorie.

_____. 2003. *La société : réalité sociale-historique et concept sociologique*, http://classiques.uqac.ca/contemporains/freitag_michel/la_societe/la_societe.doc (consulté le 22 novembre 2007).

_____. 2002. *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec/Rennes, PUL/Presses universitaires de Rennes.

_____. 1999. *La globalisation contre les sociétés. Par delà l'échec circonstanciel de l'AMI : la portée historique de l'autonomisation du capital financier*, in Freitag, Michel et Pineault, Éric, *Le monde enchaîné. Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*, Québec, Nota Bene, pp. 231-318.

_____. 1998. *Le naufrage de l'université, et autres essais d'épistémologie politique*, Québec, Nota Bene.

_____. 1996. *Projet de société et subordination de l'économie à des finalités collectives assumées politiquement*, Bulletin de l'Association d'économie politique, <http://www.unites.uqam.ca/aep/FREI1.html> (consulté le 6 novembre 2007).

_____. 1986a. *Dialectique et société, vol. 1. Introduction à une théorie générale du Symbolique*, Montréal/Lausanne, Saint-Martin/L'Âge d'Homme.

_____. 1986b. *Dialectique et société, vol. 2. Culture, pouvoir contrôle : les modes de reproduction formels de la société*, Montréal/Lausanne, Saint-Martin/L'Âge d'Homme.

Fuchs, Stephan. 2001. *Against essentialism. A theory of culture and society*, Cambridge/London, Harvard University press.

- Généreux, Jacques. 2005. *Les vraies lois de l'économie*, Paris, Seuil, coll. Points.
- Gill, Louis. 2006. *Rembourser la dette publique : la pire des hypothèses*, Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.
- Godefroy, Thierry, et Lascoumes, Pierre. 2004. *Le capitalisme clandestin. L'illusoire régulation des places offshore*, Paris, La Découverte.
- Gouvernement du Québec. 2004. *Politique-cadre sur les partenariats publics privés. Moderniser l'État pour des services de qualité aux citoyens*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec.
- Hardt, Michael, et Negri, Antonio. 2004. *Empire*, Paris, Union Générale d'Édition, coll. 10/18.
- Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 2003 [1820] *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF.
- Hobsbawm, Eric. 2003 [1994]. *L'âge des extrêmes. Histoire du court vingtième siècle*, Paris, Éditions Complexe.
- Honneth, Axel. 2008. *Les pathologies de la liberté. Réactualisation de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, La Découverte.
- Hume, David. 1752. *Essai sur le crédit public*, in *Sept essais économiques*, <http://pagesperso-orange.fr/philotra/essai%20sur%20le%20credit%20public.htm>, (consulté le 13 avril 2008).
- Innerarity, Daniel. 2006. *La démocratie sans l'état : essai sur le gouvernement des sociétés complexes*, Paris, Climats.
- Joanis, Marcellin, et Montmarquette, Claude. 2004. *La dette publique : un défi prioritaire pour le Québec*, Montréal, CIRANO,, www.cirano.qc.ca/pdf/publication/2004RP-03.pdf (consulté le 26 novembre 2007).
- Kervégan, Jean-François. 2005. *Hegel, Carl Schmitt. Le politique entre spéculation et positivité*, Paris, PUF.
- _____. 2003. *L'institution de la liberté*, in Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. 2003 [1820] *Principes de la philosophie du droit*, Paris, PUF, pp. 1-86.

Keynes, John Maynard. 2005 [1936] *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.

Laval, Christian. 2007. *L'homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris, Gallimard.

Malherbe, Jean-François. 2005. *La démocratie au risque de l'usure. L'éthique face à la violence du crédit abusif*, Montréal, Liber.

Martin, Patrice, et Savidan, Patrick. 1994. *La culture de la dette*, Montréal, Boréal.

Marx, Karl. 2006 [1867] *Le capital. Livre 1. Critique de l'économie politique*, Paris, PUF.

_____. 1972 [1844]. *Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions sociales.

Marx, Karl, et Engels, Friedrich. 1973 [1848] *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Librairie générale française, coll. Livre de poche.

Mattick, Paul. 1972. *Marx et Keynes. Les limites de l'économie mixte*, Paris, Gallimard.

Méda, Dominique. 2000. *Qu'est-ce que la richesse?*, Paris, Flammarion, coll. Champs.

Meiksins Wood, Ellen. 2002. *The origin of capitalism*, Londres/New York, Verso.

_____. 1995. *Democracy against capitalism*, Cambridge, Cambridge university press.

Ménard, Jacques, et al. 2005. *Pour sortir de l'impasse : la solidarité entre nos générations*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, http://www.reseaudesaidants.org/documents/Rapport_menard.pdf (consulté le 24 octobre 2008).

Michéa, Jean-Claude. 2008. *L'empire du moindre mal. Essai sur la civilisation libérale*, Paris, Climats.

_____. 2006. *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Paris, Flammarion. Coll. Champs.

Ministère des Finances. 2008. *Budget 2008-2009. Plan budgétaire*, Publications officielles de la Bibliothèque nationale du Québec.

_____. 2007. *La dette du gouvernement du Québec*, Publications officielles de la Bibliothèque nationale du Québec.

_____. 2006. *Budget 2006-2007. Plan budgétaire*, Publications officielles de la Bibliothèque nationale du Québec.

Mommsen, Wolfgang. 1985. *Max Weber et la politique allemande, 1890-1920*, Paris, PUF.

Moreau-Defarges, Philippe. 2006. *La gouvernance*, Paris, PUF, « Que sais-je? ».

Morin, François. 2006. *Le nouveau mur de l'argent. Essai sur la finance globalisée*, Paris, Seuil.

Nozick, Robert. 1988 [1974]. *Anarchie, État et utopie*, Paris, PUF.

Piketty, Thomas. 2004. *L'économie des inégalités*, Paris, La Découverte, coll. Repères.

Pineault, Éric. 2007. *Ubris et crédit : économie politique de la crise de liquidité des marchés nord-américains*. Conférences de la Chaire MCD. <http://www.chaire-mcd.ca> (consulté le 24 octobre 2008).

Pineault, Éric et Fillion, Jean-François. 2005. *Les rouages d'une extorsion*, in *Relations*, nu. 703, septembre, pp. 12-15.

Poulon, Frédéric. 2000. *La pensée économique de Keynes*, Paris, Dunod.

Rancière, Jacques. 1995. *La mésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée.

Ricardo, David. 1971 [1817]. *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion.

Samson, Alain. 2005. *Les boomers finiront bien par crever. Manuel pour les jeunes qui devront payer les pots cassés*, Montréal, Transcontinental.

Sapir, Jacques. 2002. *Les économistes contre la démocratie. Pouvoir, mondialisation et démocratie*, Paris, Albin Michel.

- Simmel, Georg. 2007 [1900], *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF.
- Thérêt, Bruno. 1995. *État, finances publiques et régulation*, dans Boyer, Robert, et Saillard, Yves (dir.), *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.
- Tinel, Bruno, et Van de Velde, Franck. 2008. *L'épouvantail de la dette publique*, in *Le Monde diplomatique*, juillet, pp. 6-7.
- Tremblay, Pierre P.. 2005. *Sisyphé et le financement de l'État*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.
- Vaillancourt, Claude. 2006. *Mainmise sur les services. Privatisation, déréglementation et autres stratagèmes*, Montréal, Écosociété.
- Vandenberghe, Frédéric. 2001. *La sociologie de Georg Simmel*, Paris, La Découverte, coll. Repères.
- Warren, Jean-Philippe. 2000. *La révolution inachevée*, in Bélanger, Yves et al., *La Révolution tranquille 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, pp. 43-48.
- Weber, Max. 1985 [1922] *Économie et société, vol.1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Pocket.
- _____. 1963 [1919]. *Le savant et le politique*, Paris, Union Générale d'Éditions.
- Zizek, Slavoj. 2004. *Plaidoyer en faveur de l'intolérance*, Paris, Climats.